



DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

LE MULTILATÉRALISME AU CŒUR DE L'ÉMERGENCE



EVENEMENT

**VŒUX 2026 AU MINISTÈRE
DES RELATIONS EXTERIEURES**



**14th WTO Ministerial
Conference
Yaoundé - Cameroon
2026**

WORLD TRADE ORGANIZATION

**CAMEROON WELCOMES 14TH
MINISTERIAL CONFERENCE**



CAMEROON – AIFM

**UN NOUVEAU CAP POUR
LA DIPLOMATIE BLEUE**



MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES
MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

DIPL**CAM**
www.diplacam.cm / [@diplacam_Mirex](https://www.facebook.com/Mirex.cm) / [web.facebook.com/Mirex.cm](https://www.facebook.com/Mirex.cm)
MAGAZINE BILINGUE D'INFORMATION DU MINISTRE
DES RELATIONS EXTERIEURES **INFOS**



S.E. Paul BIYA

Président de la République du Cameroun



Mon pays abritera [...] la 14e Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce. Ce sera une occasion supplémentaire de magnifier les vertus du multilatéralisme, dans un contexte où la tentation du retour à l'unilatéralisme se fait de plus en plus forte.



**Extrait du discours du chef de l'État
au corps diplomatique, janvier 2026**



My country will host the 14th Ministerial Conference of the World Trade Organization this year. This will be another opportunity to extol the virtues of multilateralism, at a time when the temptation to return to unilateralism is growing ever stronger.

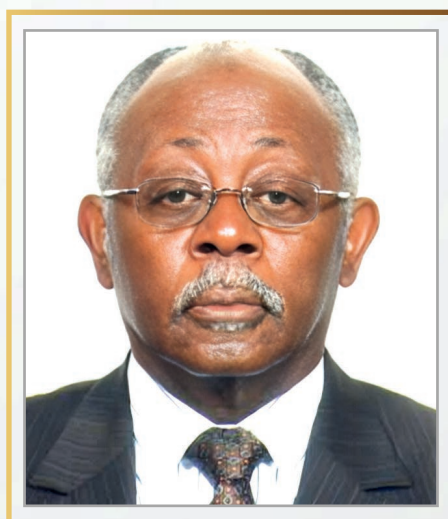


**Excerpt from the Head of State's Speech
to the Diplomatic Corps, January 2026**



S.E. Chief Dr. Joseph DION NGUTE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement



S.E. MBELLA MBELLA

Ministre des Relations Extérieures



S.E. Félix MBAYU

Ministre Délégué chargé de la Coopération
avec le Commonwealth



MINISTRE
DES RELATIONS EXTERIEURES



CAMEROUNAIS DE LA DIASPORA

LES SERVICES CONSULAIRES DU CAMEROUN désormais en ligne



**Pour vos cartes consulaires, vos
laissez-passer ou tout autre
document officiel, effectuez vos
demandes facilement sur**

www.evisacam.cm / www.evisacam.com

- ✓ **24h/24**
- ✓ **7j/7**
- ✓ **suivi en temps réel**
- ✓ **Pratique & rapide**

Avec Evisa, Visiter le Cameroun devient plus facile

contact@evisacam.cm



MINREX, 703, Street 1025 Hippodrome-
P.O Box. 18, Yaounde I - Cameroun.
Website: www.diplocam.cm/ @diplocam_Minrex/
web.facebook.com/Minrex.cm

EQUIPE DE PRODUCTION

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
S.E. MBELLA MBELLA
Ministre des Relations Extérieures

CONSEIL EDITORIAL

S.E. Felix MBAYU
Ministre Délégué chargé de la Coopération
avec le Commonwealth

S.E. CHINMOUN OUMAROU
Secrétaire Général

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION

Jean Patrice KOE Jr
Directeur de la Communication,
de la Documentation et des Archives
Diplomatiques

EQUIPE DE RÉDACTION

Martin NGANDO,
Christiana Namondo MBOME MBELLA,
Abel NTONGA, Alice NGAMBI,
Bernadette BELLE OWONA,
Estelle-Nadia OTELE, Francine NGAYAP,
Jean Chrislin NDO ETO,
Jean Gilbert EMBOLO,
Josine Irène DADJE, Michèle NDOUMOU,
Théodora Elise MBOME MAPOKO,
William MOUTASSONG, Asta DIMOU,
Yves Paulin TINTEU TENEFOSFO,
Charles TIANG, Agnès EBOA.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION

Abel NTONGA BOKAMBA

COLLABORATION

SERVICES EXTERIEURS DIPLOCAM

CRÉDIT PHOTOS

© Sygital Photography
Alexis ENGOUTE
Droits réservés

MAQUETTE ET MISE EN PAGE

© Edjiart Graphics

IMPRESSION

SOPECAM

8 EDITORIAL



- Une diplomatie d'action, de performance et de transformation
- Diplomacy based on action, performance and transformation

10 EVENT

**Ministry of External Relations:
Staff renew commitment
in Diplomacy**



10

15 CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

**Cameroon-United States of America:
Washington reaffirms its priority**



22



Building
Our Future
Together

35 UNITED NATIONS

UN80: About initiative action plan

35

20 CHRONIQUE DIPLOMATIQUE

- Cameroun – AIFM : Un nouveau cap pour la diplomatie bleue
- Gouvernance participative : L'Etat et la société civile consolident leur dialogue
- Cameroon-United States : End of the us Ambassador's mission
- Financial partnership: The newly appointed eib representative
- Diplomatie de proximité : Le Minrex prend ses quartiers à l'aéroport de yaoundé-nsimalen



46 REFLEXIONS

Vœux au corps diplomatique : Le Chef de l'Etat décline sa foi au multilatéralisme

46



54 DECRYPTAGES

OMC-CM14 : Le Cameroun peaufine les derniers réglages

54

60 EN VITRINE

- Agri Sport : What if the african continent were to craft a new legend?
- Lions Indomptables : Artisans d'unité et vitrine du pays

68 REPORTAGE

- Performance : Le MINREX outille son personnel
- MINREX - SED: Administrative synergies in archives management
- Fight against HIV/AIDS: The Ministry of External Relations prioritises prevention strategy



73 DIASPORA

Success Story: From tatami mats to entrepreneurial strategy

76



78 A L'INTERNATIONAL

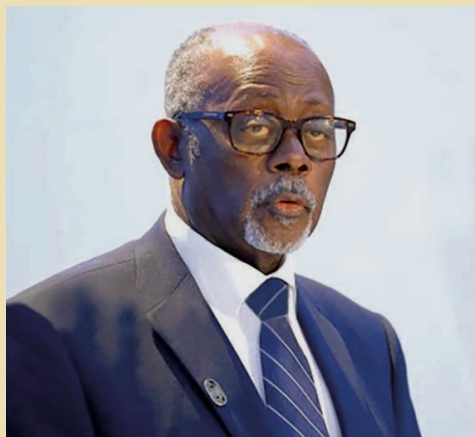
Union africaine : Le Cameroun mise sur le dialogue

79

93 DIPLOMATIC PRACTICE

- Diplomatic Courier: The diplomatic pouch method
- Droit international : Le régime des locaux diplomatiques

UNE DIPLOMATIE D'ACTION, DE PERFORMANCE ET DE TRANSFORMATION



Par **S.E. MBELLA MBELLA**
Ministre des Relations Extérieures

En cette nouvelle année, le Ministère des Relations Extérieures réaffirme son engagement à consolider les acquis enregistrés et à intensifier son action en cohérence avec les orientations de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30). Fidèle à sa mission, il inscrit son action dans une dynamique de grandeur, d'espérance et de responsabilité, au service du rayonnement international et du développement durable du Cameroun. C'est dans cette perspective que s'est tenue, le 13 janvier 2026, dans une atmosphère empreinte de convivialité, la traditionnelle cérémonie de présentation des vœux à Leurs Excellences le Ministre MBELLA MBELLA et le Ministre délégué Felix MBAYU, au-delà du rituel protocolaire des poignées de main, comme une réaffirmation solennelle de cette ambition collective.

La présence accrue du Cameroun sur les scènes bilatérale et multilatérale illustre la constance et la cohérence de cette démarche. A cet égard, cette nouvelle édition de Diplocam Infos met en lumière, l'intensification et la diversification des partenariats stratégiques, ainsi que le renforcement de la coopération dans les domaines politique, économique, commercial et culturel. L'action extérieure du Cameroun s'y déploie selon une approche structurée, résolument orientée vers des résultats concrets et mesurables.

Le Cameroun confirme également son rôle d'acteur engagé des grands rendez-vous internationaux et régionaux. L'accueil à Yaoundé, du 26 au 29 mars 2026, de la 14e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) constitue une marque de confiance de la communauté internationale. En devenant le deuxième pays africain, après

le Kenya, à organiser cette rencontre, le Cameroun renforce son positionnement dans la gouvernance économique mondiale.

Parallèlement, la politique de promotion et de positionnement des cadres camerounais au sein des organisations internationales se poursuit avec régularité. Les nominations et élections de nos compatriotes récemment enregistrées traduisent la qualité des ressources humaines nationales et contribuent à consolider l'influence et la crédibilité du pays dans les instances multilatérales.

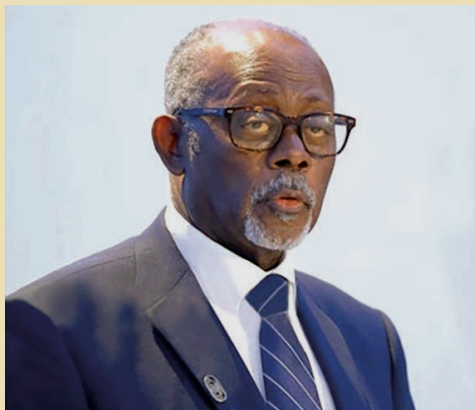
La diplomatie camerounaise demeure résolument orientée vers la protection et l'accompagnement des citoyens, y compris ceux de la diaspora et même des réfugiés. Cette priorité constante témoigne d'une action diplomatique attentive aux préoccupations des compatriotes établis à l'étranger et soucieuse de la défense de leurs intérêts.

Dans cette dynamique de performance, le sport est envisagé comme un levier stratégique de diplomatie économique et de développement. Le concept Agrisport qui présente le Cameroun comme un modèle intégré et exportable à l'échelle panafricaine, illustre cette approche innovante. L'engouement suscité par les Lions Indomptables lors de la dernière édition de la Coupe d'Afrique des nations organisée au Maroc met en évidence le potentiel du sport en tant que vecteur d'image, de cohésion nationale et d'attractivité internationale, ainsi que les perspectives qu'il offre en matière de développement.

Enfin, la modernisation structurelle du Département se poursuit à un rythme soutenu, portée par une transformation numérique ambitieuse. Le projet e-Visa, lancé en 2023, a franchi des étapes déterminantes, notamment avec le démarrage des travaux du Centre de Transformation Digitale du MINREX et le déploiement des prestations consulaires de deuxième génération. Ces avancées traduisent la volonté d'inscrire durablement l'action du Ministère dans une logique de modernité, d'efficacité et de performance au service des usagers et des partenaires internationaux.

Dans son ensemble, le numéro 3 illustre l'action diplomatique du Cameroun qui se caractérise ainsi par une cohérence stratégique, une recherche constante de performance et une adaptation continue aux évolutions de l'environnement international. Elle conjugue affirmation de la souveraineté nationale, promotion des intérêts économiques, protection des citoyens et modernisation des instruments d'intervention extérieure. Cette approche globale conforte la place du Cameroun comme acteur crédible, engagé et responsable sur la scène internationale, résolument tourné vers l'atteinte des objectifs de développement et le renforcement de son influence.

DIPLOMACY BASED ON ACTION, PERFORMANCE AND TRANSFORMATION



By **H.E. MBELLA MBELLA**

Minister of External Relations

As we enter the new year, the Ministry of External Relations reaffirms its commitment to building on its past successes and intensifying its efforts in accordance with the National Development Strategy 2020-2030 (SND30). In line with its mission, the Ministry is dedicated to taking action guided by a spirit of excellence, hope, and responsibility to promote Cameroon's international influence and sustainable development. In light of these points, the traditional New Year's wishes ceremony to Minister MBELLA MBELLA and Minister Delegate Felix MBAYU was held on 13 January 2026, in a convivial atmosphere. The ceremony went beyond the traditional handshake, serving as a solemn reaffirmation of our collective ambition.

Cameroon's growing presence on bilateral and multilateral stages demonstrates the consistency and coherence of this approach. This new edition of DIPLOCAM INFOS highlights the intensification and diversification of strategic partnerships, as well as strengthened cooperation in political, economic, commercial, and cultural fields. Cameroon's external actions are carried out using a structured approach oriented toward concrete, measurable results.

Cameroon also confirms its role as a committed participant in major international and regional events. The decision to host the 14th Ministerial Conference of the World Trade Organization (WTO) in Yaounde from 26 to 29 March 2026 is a clear indication of the international community's confi-

dence in the city and the region. By organising this conference, Cameroon becomes the second African country, after Kenya, to do so, thereby strengthening its position in global economic governance.

Concurrently, the strategy of promoting and positioning Cameroonian executives within international organisations is being pursued with determination. The recent appointments and elections of our compatriots are indicative of the calibre of national human resources and contribute to consolidating the country's influence and credibility in multilateral bodies.

Cameroonian diplomacy continues to prioritise the protection and support of citizens, including those in the diaspora and refugees. This ongoing priority demonstrates a commitment to diplomatic action that is attentive to the concerns of compatriots living abroad and dedicated to defending their interests.

In this dynamic of performance, sport is recognised as a strategic lever for economic diplomacy and development. The Agrisport concept, which presents Cameroon as an integrated and exportable model on a pan-African scale, illustrates this innovative approach. The Indomitable Lions' success in the last African Cup of Nations tournament in Morocco demonstrates the power of sport to boost national image, cohesion, and global appeal, as well as its potential for development.

Finally, the Department's structural modernization is continuing at a steady pace, driven by an ambitious digital transformation. The e-Visa project, which began in 2023, has reached several important milestones, including the start of construction on the MINREX Digital Transformation Center and the launch of second-generation consular services. These advances demonstrate the Ministry's commitment to serving users and international partners with modern, efficient, and effective methods.

Overall, the third edition highlights Cameroon's diplomatic efforts, which are characterized by strategic consistency, continuous improvement, and adaptation to changing global circumstances. It combines the affirmation of national sovereignty, the promotion of economic interests, the protection of citizens and the modernisation of instruments for external intervention. This comprehensive approach consolidates Cameroon's standing as a reliable, dedicated and responsible actor on the global stage, firmly committed to attaining its developmental goals and fortifying its influence.



MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS

STAFF RENEW COMMITMENT IN DIPLOMACY

Their Excellencies, Minister Mbella Mbella and Minister Delegate Felix Mbayu received best wishes for the year from personnel of the Ministry on January 13, 2026.

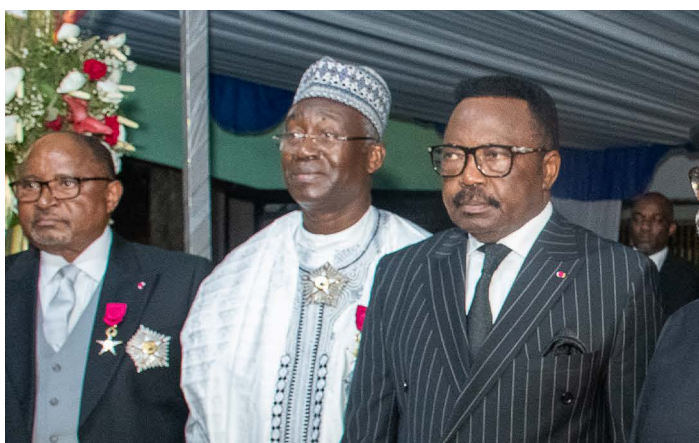
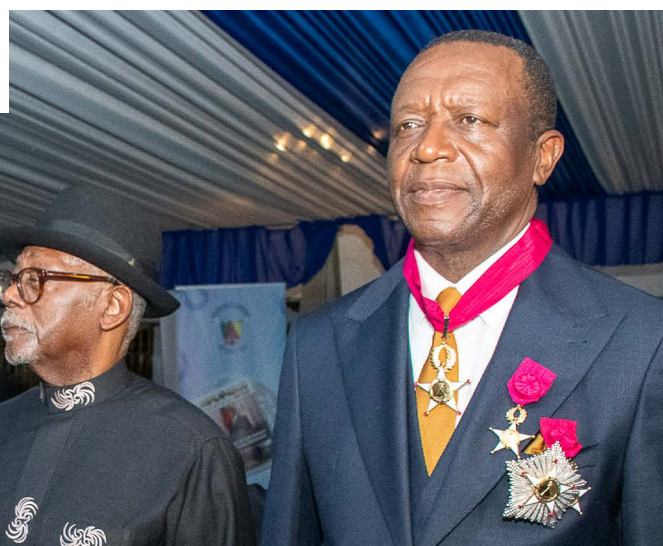
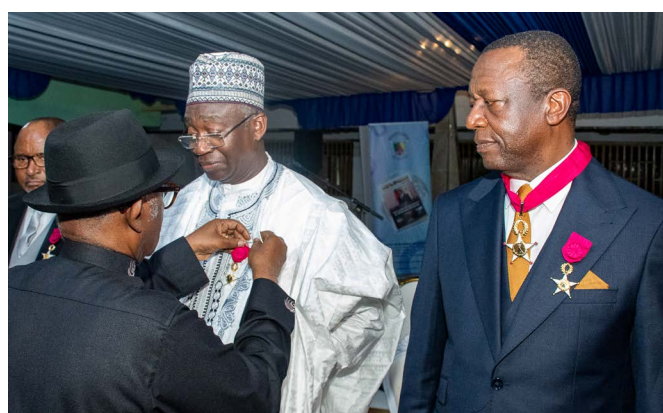
In an atmosphere of conviviality, the staff of the Ministry of External Relations presented their warm wishes for the new year to the Minister of External Relations, H.E Mbella Mbella and the Minister Delegate in charge of Relations with the Commonwealth, H.E Felix Mbayu. Beyond the wishes and handshakes with the Ministers, it was an occasion for the staff to review the activities of last year (2025), prospect for the current year and take guidelines and directives from hierarchy on enhancing Cameroon's diplomacy at the bilateral and multilateral levels, as well as on the management of Cameroonians abroad and migratory issues.





The inaugural speech of External Relations Minister, H.E Mbella Mbella appreciated the work done by the staff of the Ministry in the course of 2025 as concerns promoting the image of the country at the international scene. He noted that through bilateral and multilateral partnerships and other realisations, the Ministry of External Relations brought its modest contribution to the development of the country and aligned with the National Development Strategy 2030 of government. He added that the country's diplomacy was greatly evident during regional and international meetings through the intensification of partnerships and reinforcing cooperation in trade and other domains.

The Minister further stated that the President of the Republic, H.E Paul Biya in his response to the New Year wishes from the Diplomatic Corps highlighted some of the achievements of Cameroon's diplomacy at the international scene during 2025, especially given the fact that the mandate of Philemon Yang as President of the 79th session of the United Nations General Assembly came to an end, with positive feedback from member countries of the United Nations. Minister Mbella Mbella went further to say that Cameroon organised an international conference on the blue economy on July 9-10, 2025 during which it marked its strides and commitment to resolution challenges related to the Gulf of Guinea. He added that the country's diplomacy also followed the principle of placing Cameroonians at the helm of international organisations. With 2025 having being an electoral year, the





Minister said dispositions were taken at various diplomatic and consular posts of Cameroon to ensure that citizens residing out of the country can exercise their civic responsibility. To this effect, he congratulated heads of diplomatic missions and consular posts of Cameroon abroad for the smooth unfolding of the electoral process outside the Fatherland. The bilingual magazine of the Ministry was also launched in the course of 2025.

As concerns some of the challenges faced by staff of the Ministry, as highlighted by the Secretary General, the Minister said hierarchy is not indifferent to their preoccupations. He added that the wellbeing of the staff will be constantly given the pride of place, boasting that the Ministry of External Relations is one of the most beautiful administrative structures in Yaounde. Having instituted an onsite dispensary and a prayer space for Muslims, as requested by the staff through the Secretary General in 2024, the Minister thus assured that concerns of 2025 will be progressively looked into by the administration in the course of 2026. Admitting that various happenings made 2025 a difficult year, though achievements were recorded, he called on the responsibility of all staff, inclusive collaboration and determination for the objectives of 2026 to be attained.

The Secretary General of the Ministry, Chinmoun





Oumarou, presented a balance sheet for 2025 on the different activities carried out by officials of the Ministry within the framework of making Cameroon's image radiate at various levels. At the bilateral level, 129 diplomatic audiences were accorded, 26 visits of high ranking personalities, 17 movements within the diplomatic corps and 22 bilateral concertation meetings held. At the multilateral level, 28 accords were signed, 47 participations in international conferences, 24 official visits, three high-level conferences organised by Cameroon, prominent amongst the conference on the blue economy in the Gulf of Guinea, 171 interventions in the name of Cameroon and over 40,000 consular documents treated. The new year wishes event ended with a common meal at the Ministry.



● Christiana Namondo Mbome Mbella



Bekolo & Partners

Firme internationale d'Audit & de Conseils



un cabinet camerounais,
qui met son expertise au service du rayonnement
de la diplomatie économique du Cameroun,
et de l'intégration régionale africaine.

AUDIENCES

CAMEROUN-SUISSE

TOUR D'HORIZON DE LA COOPÉRATION



Le 18 février 2026, le Ministre des Relations Extérieures S.E. Mbella Mbella a reçu en audience, S.E. Natalie KOHLI, Ambassadeur de Suisse au Cameroun.

Au cours de leurs échanges, les deux personnalités ont révisité les excellentes relations qui existent entre le Cameroun et la Suisse, et ont évoqué la tenue prochaine de la 14ème Conférence des Ministérielle de l'OMC prévue à Yaoundé du 26 au 29 mars 2026.

CAMEROUN – AIFM

UN NOUVEAU CAP POUR LA DIPLOMATIE BLEUE

La visite officielle de Leticia Carvalho Kraemer, Secrétaire générale de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM), du 08 au 11 février 2026, marque une étape décisive dans la gouvernance des ressources marines.

Entre audience au sommet et inauguration d'une académie spécialisée à l'IRIC, Yaoundé s'affirme comme un centre stratégique de la diplomatie océanique africaine. L'accueil réservé par le Ministre Délégué chargé de la Coopération avec le Commonwealth, S.E. Felix Mbayu, à la diplomate brésilienne, va au-delà du protocole : il consacre une relation renforcée entre le Cameroun et l'AIFM. Au cœur des échanges, la gestion durable des abysses et la protection des océans. Dans un contexte où l'Afrique prend conscience de la richesse inexploitée de ses fonds marins, le Cameroun et l'AIFM ont réaffirmé leur volonté commune de développer des capacités nationales et régionales solides. L'enjeu n'est plus seulement d'observer, mais de piloter la gouvernance maritime avec une expertise locale.

L'IRIC, laboratoire d'idées

Moment fort du séjour, l'ouverture officielle de l'Académie africaine pour la diplomatie des fonds marins sur le campus de l'IRIC, en présence du Secrétaire général du Minrex, M. Chinmoun Oumarou. « Cette initiative ambitieuse vise à forger une nouvelle génération d'experts africains, capables de porter la voix du continent dans les instances de régulation internationale », a déclaré Mme Carvalho Kraemer. Le lancement simultané d'un séminaire continental de haut niveau confirme le statut de l'IRIC comme pôle de référence. Le Cameroun ne se limite plus à participer aux débats, il forme désormais les cadres qui dessineront la géopolitique maritime de demain.



Partenariat stratégique

La visite a également été ponctuée par un dîner d'État présidé par S.E. Felix Mbayu, symbole de l'hospitalité camerounaise et de la consolidation d'un partenariat durable. En renforçant son partenariat avec l'AIFM, le Cameroun confirme sa volonté de contribuer activement à une gouvernance partagée et responsable des fonds marins. Yaoundé s'inscrit désormais parmi les capitales africaines qui portent la voix du continent dans les débats internationaux sur l'avenir des océans.

● Bernadette Belle Owona



GOUVERNANCE PARTICIPATIVE

L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE CONSOLIDENT LEUR DIALOGUE

Le 5 février 2026, le Ministère des Relations Extérieures a abrité la 5e session de la plateforme de collaboration avec les Organisations de la Société Civile (Osc).

Sous la présidence de S.E Chimoun Oumarou, Secrétaire Général du Ministère des Relations Extérieures (Minrex) et représentant personnel du Ministre, la 5e session de la plateforme de collaboration Minrex-Osc s'est tenue dans la Salle des Actes. Placée sous le thème « Cadre légal et mécanismes de financement de la société civile au Cameroun », les échanges ont porté sur la sécurisation des financements et l'adaptation du cadre légal aux nouveaux enjeux de développement.

La rencontre a réuni un large spectre d'administrations, de partenaires au développement et de bailleurs de fonds internationaux. En tant qu'espace de concertation interactif, cette plateforme vise à évaluer la synergie entre le Gouvernement et les OSC pour une gouvernance optimisée. L'objectif final demeure l'amélioration du bien-être des citoyens à travers des interventions mieux coordonnées et plus transparentes.

Vers une régulation plus rigoureuse

Les administrations sectorielles présentes — notamment le Minrex, le Minfi et le Minat — ont mis l'accent sur la nécessité d'un encadrement strict. L'accent a été mis sur la sensibilisation des promoteurs d'Organismes à But Non Lucratif (Obnl) quant au cadre légal régissant leurs activités. Au-delà du simple suivi, les autorités exigent

désormais une évaluation objective des impacts sur le terrain.

Un point d'attention particulier a été soulevé concernant la sécurité nationale : l'instauration d'un système de veille efficace est jugée impérative pour prévenir le recours à des financements illicites. La synergie d'action entre les acteurs étatiques doit ainsi garantir que ces organisations servent exclusivement l'intérêt général.

Des actions concrètes saluées

La Société Civile a profité de cette tribune pour valoriser son expertise opérationnelle. Plusieurs initiatives majeures ont été citées en exemple, démontrant la capacité des OSC à répondre aux urgences nationales. Parmi elles :

- La gestion des catastrophes : les interventions de la Fondation Luthérienne Mondiale lors des inondations dans le Logone et Chari.
- Le développement durable : le projet « Garoua Ville Verte », porté par l'organisation Care International, favorisant une urbanisation inclusive et durable.

Vers une relecture du cadre normatif

Les travaux se sont achevés par une série de recommandations stratégiques visant à fluidifier la collaboration. Les participants ont plaidé pour une autonomisation accrue des OSC et un accès facilité aux financements, tout en reconnaissant la nécessité d'une meilleure appropriation des textes de loi.

Parmi les résolutions phares, on retient l'organisation de sessions plus régulières de la plateforme, la poursuite des descentes de terrain pour vulgariser les procédures, et surtout, l'engagement vers une relecture concertée du cadre normatif et légal régissant les activités des OSC au Cameroun. Ce chantier législatif s'annonce comme le prochain pivot d'une société civile plus forte et plus responsable.

● Marie Claude Ndome Dibombe

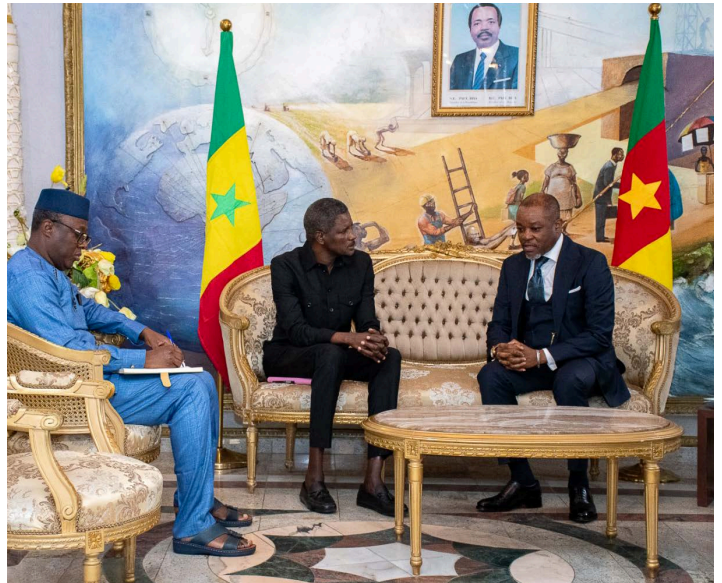
AUDIENCES

CAMEROUN – SÉNÉGAL

S.E. MALICK DIOUF AU MINREX

Le Secrétaire général du Ministère des Relations extérieures, S.E. Oumarou Chinmoun, a reçu en audience, le 2 février 2026, S.E. Malick Diouf, Ambassadeur de la République du Sénégal au Cameroun.

Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération bilatérale entre le Cameroun et le Sénégal, ainsi que sur le suivi des recommandations issues de la cinquième session de la Commission mixte Cameroun-Sénégal, tenue à la fin du mois de juillet 2025. Les deux personnalités ont également évoqué les perspectives d'approfondissement de cette coopération dans plusieurs domaines d'intérêt commun. À cette occasion, le Cameroun a réaffirmé son engagement en faveur de la coopération intra-africaine et du raffermissement des liens de fraternité et de solidarité entre États africains.



CAMEROON-UNITED STATES

END OF THE US AMBASSADOR'S MISSION

On 12 January 2026, the Minister of External Relations, H.E. Mbella Mbella, granted a farewell audience to the United States Ambassador, H.E. Christopher John Lamora, who had reached the end of his mission in Cameroon.



The meeting provided a constructive setting for the two officials to review cooperation between Yaounde and Washington. During this cordial exchange, the Minister of External Relations commended the personal commitment to peace, security and stability of His Excellency Christopher John Lamora, highlighting the excellent relations maintained during his tenure.

The Minister conveyed his best wishes to the American diplomat for the future success of his responsibilities. He also expressed his hope that the momentum of strengthening bilateral ties would continue with the same intensity for the mutual benefit of both nations.



CAMEROUN-ONU

L'AGENDA 2026 EST FIXÉ

Le 20 janvier 2026, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a reçu à cet effet en audience à Yaoundé, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU), M. Issa Sanogo.

Au centre des échanges, le bilan de l'action commune et la définition des priorités stratégiques pour l'année en cours. Conformément aux orientations fixées par le Chef de l'État lors de son discours d'investiture du 6 novembre 2025, la coopération entre le Cameroun et le Système des Nations Unies, prend un tournant résolument social. A cet effet, pour l'exercice 2026, l'accent sera mis sur trois piliers majeurs :

- La promotion des femmes ;
- L'épanouissement des jeunes ;
- Le soutien à l'emploi.

Cette synergie multilatérale vise à traduire concrètement les priorités présidentielles, plaçant le capital humain au cœur du partenariat.



Des dossiers stratégiques et humanitaires

L'entretien, qui s'est déroulé dans une atmosphère de fraternité, a également permis de passer en revue des dossiers techniques cruciaux pour la stabilité et le développement du pays :

- **Défis financiers** : Analyse de la crise de liquidités aux Nations Unies et de ses répercussions directes sur les programmes au Cameroun.
- **Développement régional** : Suivi de la mise en œuvre du PPRD et du Plan spécial pour l'Extrême-Nord, avec une attention particulière pour les volets environnemental et humanitaire.
- **Cadre diplomatique** : Échanges sur les privilèges et immunités des agences du SNU sur le territoire national.
- **Partenariats élargis** : Impulsion de projets conjoints impliquant le Gouvernement, le SNU et le secteur privé. Par cette rencontre, Yaoundé et New York réaffirment la solidité d'un partenariat historique, désormais tourné vers l'efficacité et l'impact direct sur les populations.

● Owona B. M.

CAMEROON-UNITED STATES

YAOUNDE AND WASHINGTON ALIGN THEIR PRIORITIES

The Delegate Minister to the Minister of External Relations in charge of the Commonwealth, H.E. Félix Mbayu, received on January 29, 2026, Mrs. Sarah Troutman, Deputy Assistant Secretary for African Affairs at the U.S. Department of State.

Discussions focused on strengthening economic and trade cooperation, preparations for the 14th WTO Ministerial Conference in Yaoundé, and prospects for a structured bilateral dialogue. Cameroon reaffirms its role as a stabilizer in the subregion and its commitment to development, youth employment, and security.



AUDIENCES

FINANCIAL PARTNERSHIP

THE NEWLY APPOINTED EIB REPRESENTATIVE

The European Investment Bank's (EIB) institutional presence in Cameroon was strengthened by the presentation of letters of introduction to the new regional representative, Mr Raymon Ynaraja. On 19 November 2025, Mr Ynaraja was received by H.E. Felix Mbayu, Minister Delegate to the Minister of External Relations, in charge of cooperation with the Commonwealth.

This meeting reaffirmed the institution's non-profit status and its commitment to infrastructure projects. Aside from the formal agenda, the meeting proceeded into a working session that addressed the current state of bilateral cooperation. The Minister Delegate took this opportunity to emphasise the facilitating role played by the Ministry of External Relations. Cameroon is committed to ensuring optimal working conditions for its partners, thereby demonstrating its hospitality and its ongoing dedication to constructive dialogue for the implementation of its national development strategy.

Prioritising development over profit

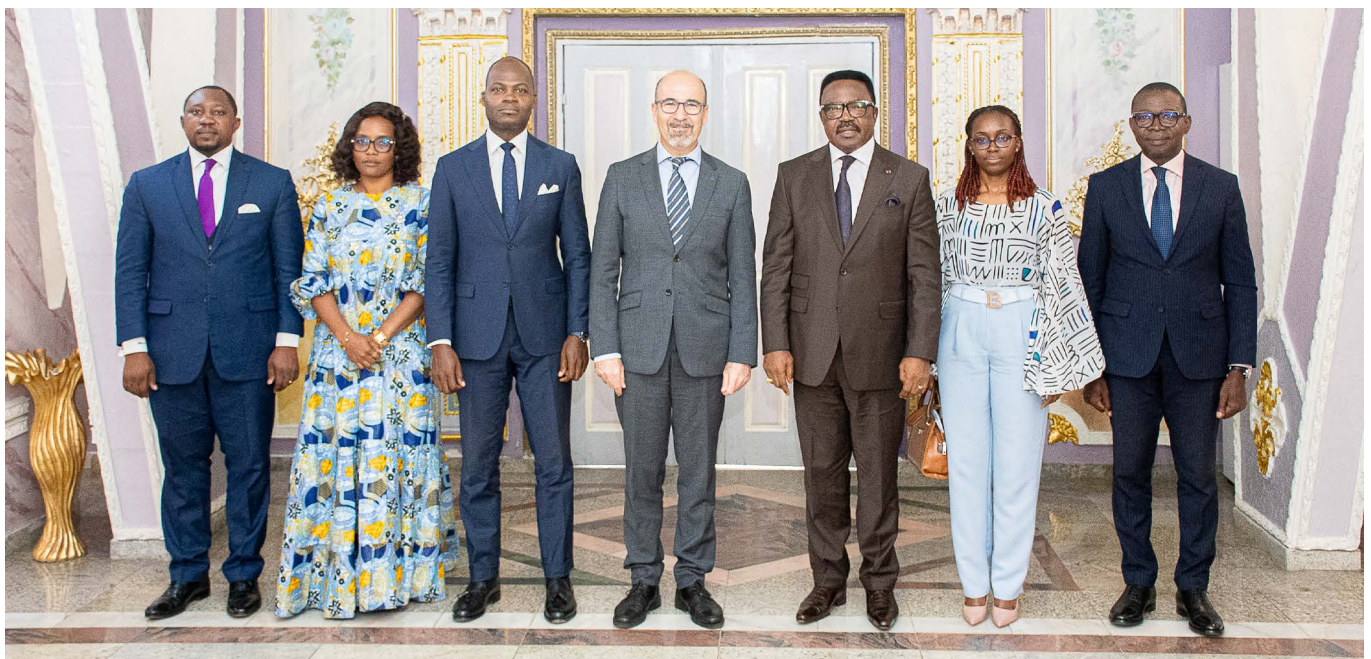
The specific nature of the EIB, the European Union's financial arm, was central to the discussions. Mr Raymon Ynaraja emphasised the unique identity of its structure. Unlike traditional commercial banks, EIB prioritises development impact over profit maximisation. Its primary mission is to secure the involvement of external partners and concessional resources with a view to financing transformative projects.



Focus on Emerging Infrastructure

Financing projects through European Union mechanisms remains the main driver of this collaboration. At the close of the meeting, H.E. Felix Mbayu made specific recommendations to the new Representative. He urged him to intensify the EIB's support in the infrastructure and development sectors, essential pillars for achieving Cameroon's ambition of becoming an emerging economy. The handover ceremony at the regional representation level signals the commencement of a dynamic phase of investment. During this phase, European expertise will align with the growth priorities of the Cameroonian government.

● **Nadine Flore Mbaya Mbiaba**





CAMEROON-GHANA

JOSPONG GROUP EXPLORES INTEGRATED WASTE MANAGEMENT PARTNERSHIP

Within the framework of strengthening Cameroon-Ghana bilateral relations, and pursuant to the Instructions of the Prime Minister, a delegation from Jospong Group, a leading Ghanaian waste management holding company, paid a working visit to Cameroon from 14 to 18 December 2025.

This mission, carried out under the instructions of the Prime Minister, aimed to establish a strategic partnership for integrated waste management and recycling.

A Private-Sector-Led Model for Sustainable Growth

The delegation, led by Dr. Alexander Kumi-Larbi Jr. and supported by local partner Pprivadec and the Municipality of Bikok, was received by the Secretary General of the Ministry of External Relations, Mr. Chinmoun Oumarou.

The discussions focused on a circular economy model centered on:

- **Job Creation & Skills Transfer:** Leveraging Jospong's expertise to professionalize the sector and create thousands of local jobs.
- **Technological Innovation:** Transitioning from open dumping to structured sorting, composting, and material recovery.
- **Financial Viability:** A financing structure involving international development banks and private equity, reducing immediate pressure on Cameroon's public treasury.



Beyond Sanitation: A Diplomatic and Environmental Asset

Beyond urban cleanliness, this project aligns with Cameroon's national development priorities and international climate commitments. By transforming organic waste into agricultural compost and reducing greenhouse gas emissions, the initiative serves as a cornerstone for green diplomacy.

As the Ministry begins the technical and legal review of the Memorandum of Understanding (MoU), this partnership stands as a concrete example of South-South cooperation. It positions Cameroon as a regional reference for environmental governance in Central Africa.

● Agnès. N. Eboa

AUDIENCES

CAMEROUN-CICR

VERS UN RENFORCEMENT DU RÉTABLISSEMENT DES LIENS FAMILIAUX

Le 12 décembre 2025, le Secrétaire Général du Ministère des Relations Extérieures (MINREX) a reçu en audience M. Yann Bonzon, Chef de la Délégation Régionale du Comité International de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Afrique Centrale.

La protection des victimes de conflits et la réintégration sociale, ont meublés les échanges entre autres sujets. Lors de cette audience, M. Bonzon a souligné les conséquences dramatiques des attaques de Boko Haram dans la région de l'Extrême-Nord, où de nombreuses familles ont été brutalement dispersées, entraînant la disparition de nombreux enfants. Le rétablissement des liens familiaux (RLF) constitue l'un des piliers de l'action du CICR.

Grâce aux recherches menées sur le terrain par le CICR, certains de ces enfants ont pu être localisés. Désireux de retrouver les leurs, leur retour nécessite aujourd'hui une coordination étroite avec les structures gouvernementales afin de garantir un processus de réunification sécurisé et conforme aux normes en vigueur.

Synergie avec le dispositif de réinsertion nationale

Le Chef de la Délégation du CICR a plaidé pour une collaboration accrue avec les autorités camerounaises, suggérant notamment une passerelle avec le dispositif de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR).

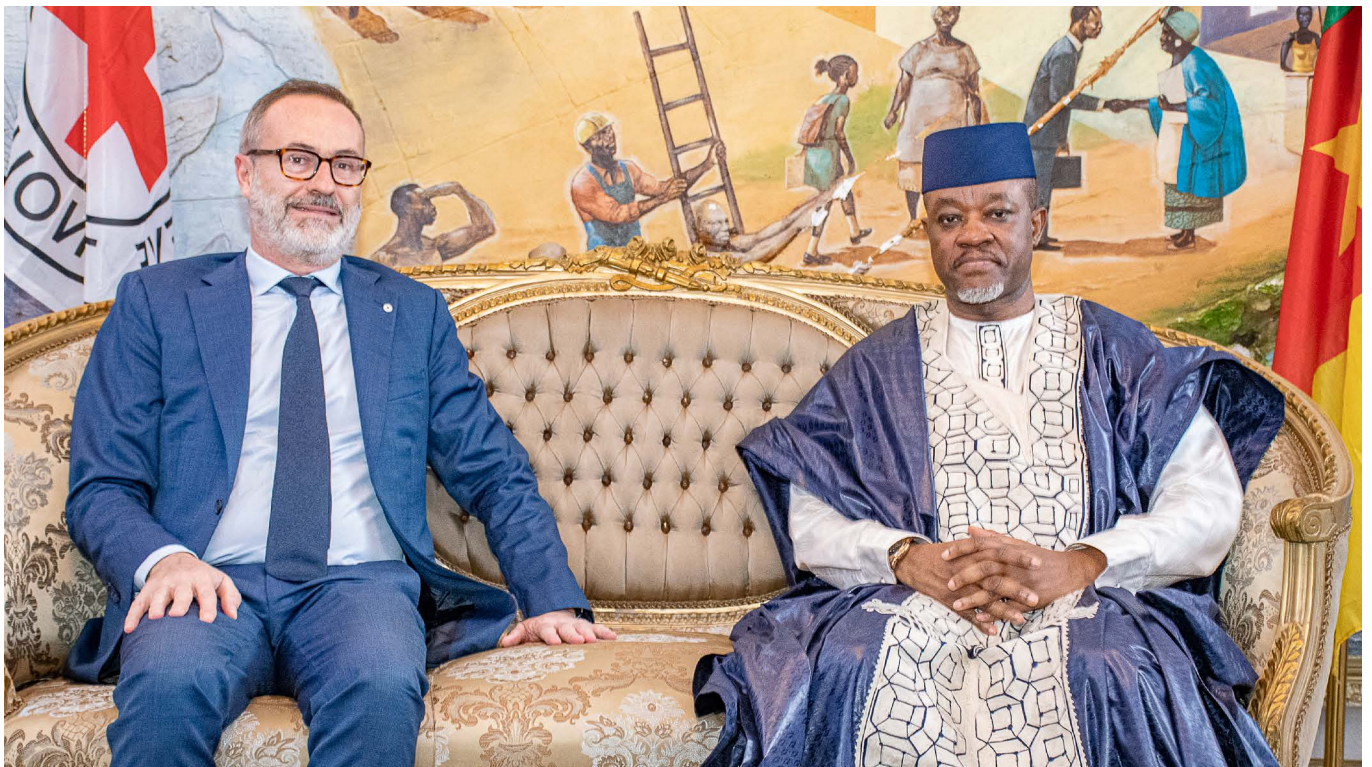
En réponse, le Secrétaire Général du MINREX a salué l'engagement du CICR en faveur du Droit International Humanitaire. Il a rappelé que le Cameroun, fidèle à sa réputation de «Havre de paix», dispose déjà d'un système intégré permettant l'accueil et la réinsertion sociale, non seulement des enfants disparus, mais aussi des ex-combattants repentis.

Un appel à la reconstruction durable

Tout en reconnaissant l'efficacité de l'aide d'urgence, le Secrétaire Général a invité le CICR à s'impliquer davantage dans les Plans Présidentiels de Reconstruction des régions sinistrées. L'objectif est de passer de l'assistance humanitaire à une reconstruction durable, favorisant la stabilité à long terme des zones touchées par l'extrémisme.

Cette rencontre réaffirme la volonté commune de Yaoundé et du CICR de placer la dignité humaine et l'unité des familles au centre de la réponse aux crises.

● Alice Ngambi





CAMEROON-UNITED STATES OF AMERICA

WASHINGTON REAFFIRMS ITS PRIORITY

On 15 December 2025, in Yaounde, the Minister of External Relations met with a high-level delegation led by Dr Rebecca Bunnell of PEPFAR to discuss aligning US health policy in favour of the Cameroonian partner.

H.E. Christopher John Lamora, the outgoing U.S. Ambassador to Cameroon, accompanied Dr Rebecca Bunnell, a senior official from the U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR). This meeting follows a series of working visits and high-level diplomatic engagements that have recently strengthened ties between the two countries. The discussions provided an opportunity to review the strong partnership covering vital sectors such as health, security and human development.

One of the highlights was U.S. diplomacy confirming Cameroon's status as a «priority partner» on the continent. Dr Bunnell emphasised that this strategic choice is in line with the current realignment of U.S. foreign policy with regard to humanitarian and health matters.

Towards mutually beneficial cooperation

Both countries welcomed this new direction, which signals an intensification of interventions on the ground. PEPFAR, a key component of U.S. support for the Cameroonian health system, plans to increase its efforts to eliminate pandemics and bolster national health resilience.



This visit represents another step towards building a concrete relationship, where diplomatic alignment translates into tangible benefits for the Cameroonian people.

● **Gustave Mbongo Ekwala**

THE HARMONISATION OF HUMANITARIAN DATA

On 19 December 2025, the International Organization for Migration (IOM) brought together national and international stakeholders in Yaounde with the aim of aligning humanitarian data collection with Cameroon's statistical standards and optimising aid for vulnerable populations.



The diagnosis is clear: although data is the driving force behind humanitarian action, its fragmentation in Cameroon is hindering the effectiveness of interventions. To address this issue, a high-level institutional dialogue was hosted at the Hilton Hotel in Yaounde.

Organised by the IOM, the meeting brought together specialised administrations, United Nations agencies, and development partners with one key objective: to align data collection mechanisms with the National Quality Assurance Framework (CNAQ).

Driven by various pressures, this initiative comes at a time when global humanitarian funding is contracting significantly. The stakes are high for Cameroon. It is facing a combination of security, climate and socio-economic crises, which are particularly affecting the Far North, North West, South West, East and Adamaoua regions. Figures published by the Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA) for 2024 illustrate the scale of the task: approximately 1.1 million internally displaced persons (IDPs) and over 480,000 refugees are registered in the country. This puts constant pressure on social infrastructure and host communities, making relief planning increasingly complex.

Breaking free from Statistical Fragmentation

Until now, data production has been the work of individuals operating in isolation. Each organisation uses its own methodologies, often outside the framework of the National Statistical Information System (NISS). This lack

of collaboration results in a proliferation of disparate surveys, poor tool interoperability, and, above all, a lack of accountability to state institutions. There is therefore an urgent need for integration. The Yaounde dialogue emphasised the necessity of aligning humanitarian statistical activity with Law No. 2020/010, which governs statistics in Cameroon. This alignment relies on international standards set by the EGRIS (Expert Group on Refugee and Internally Displaced Persons Statistics).

A Strengthened Framework for Collaboration

The ultimate goal of this Institutional Dialogue is to establish a lasting connection between humanitarian organisations and the National Information System (NIS). By ensuring the production of reliable, comparable and harmonised data, stakeholders — including the Ministry of External Relations (Minrex), the Ministry of Economy, Planning and Regional Development (Minpat), the National Institute of Statistics (Ins) and the Inter-Ministerial Fund for the Development of the Cameroon Civil Protection (Feicom) — intend to refine the needs assessment.

This collaborative approach is not only about technical rigour; it is also an essential prerequisite for developing a more precise Humanitarian Response Plan (Hrp). By using data to inform decision-making, Cameroon and its international partners, including UN agencies and diplomatic missions, can strengthen the protection of the populations most affected.

● Alice Ngambi

CAMEROON-UNITED STATES

HUMANITARIAN HEALTH AND SECURITY DRIVE DISCUSSIONS

A high-level delegation from the United States of America, led by Christian Jové Ehrhardt (Deputy Assistant Secretary of State for Population, Refugees and Migration), was received in audience November 11 2025, by H.E. Felix Mbayu (Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Cooperation with the Commonwealth).

At the meeting, which was attended by Ambassador Christopher John Lamora, the priority areas of bilateral cooperation were reviewed. Discussions focused primarily on humanitarian assistance, public health programmes, and regional security — areas in which the two nations maintain an active partnership.

The Deputy Assistant Secretary of State emphasised the long-term nature of these relations: «The United States and Cameroon have enjoyed a long-standing friendship and this will continue into the future. We discussed various areas of mutual cooperation and look forward to

continuing our engagement with Cameroon,» he stated after the meeting.

For his part, H.E. Felix Mbayu welcomed the support of the United States in key sectors of national development. This meeting is part of a continuous and active diplomatic effort, marked by several audiences during 2025, notably in April and September. It also reaffirms the commitment of both states to sustain their strategic dialogue and to jointly address humanitarian challenges in the sub-region, particularly in the Far North.

● **Gustave Mbongo Ekwala**



CAMEROUN-ITALIE

LE TEMPS DE LA RECONNAISSANCE

Le 23 octobre 2025, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a reçu en audience S.E. Filippo Scammacca del Murgo, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Italienne, venu faire ses adieux au terme de sa mission à Yaoundé.



L'heure était au bilan pour le diplomate italien et son hôte. Les échanges ont permis de passer en revue une coopération bilatérale dynamique, marquée par une convergence de vues croissantes. Les deux personnalités ont ainsi exploré les pistes de renforcement de l'axe Yaoundé-Rome, dont la consolidation n'a cessé de s'intensifier ces dernières années.

Le point d'orgue de cette journée s'est déroulé en soirée, lors d'un dîner solennel offert au nom du Chef de l'État. Dans le cadre prestigieux de cette réception, la reconnaissance de la Nation camerounaise s'est matérialisée par un geste de haute portée : la remise de la médaille de Grand Officier de l'Ordre de la Valeur au diplomate italien.

Cette distinction, l'une des plus hautes de l'État, vient saluer l'engagement personnel d'un Ambassadeur qui aura su maintenir un dialogue fluide et constructif entre les deux nations. S.E. Filippo Scammacca del Murgo quitte ainsi le Cameroun avec les honneurs, laissant derrière lui une relation diplomatique au beau fixe.

● **Agnès. N. Eboa**

AUDIENCES

CAMEROON-UNITED KINGDOM

REVITALIZING PARTNERSHIPS

On 20 November 2025, H.E. Felix Mbayu, the Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Cooperation with the Commonwealth, granted an audience to Mr Chris Carter, Head of the West Africa Department at the Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO).

Accompanied by High Commissioner Matt Woods, the British envoy reaffirmed the Crown's commitment to achieving sustainable «co-prosperity», a concept now central to discussions between the two capitals.

The primary objective of the meeting was to establish a revitalised partnership framework grounded in the principle of mutual interest. For the British envoy, this ambition for shared growth must be supported by innovative financing tools. In this regard, the «Build, Operate and Transfer» (BOT) strategy was identified as the preferred approach. This partnership model draws on the agility of the private sector and is expected to remove financial obstacles and accelerate the completion of large-scale infrastructure projects, benefiting both economies.

The dialogue also extended to major sectoral issues. H.E. Felix Mbayu welcomed the completion of the state's purchase of the Actis portfolio, which is a crucial step

in clearing the conventional liabilities inherited from this case. At the same time, the Cameroonian government welcomed the progress made in negotiations with Biwater International. This project involves constructing drinking water supply systems in sixteen secondary cities across the country and illustrates the tangible social benefits of the bilateral partnership.

This follow-up visit is not an isolated event, but part of a busy diplomatic schedule. It follows Cameroon's active participation in the 4th Forum on Trade and Investment between the United Kingdom and French-speaking African countries, which was held in Lomé on 11 and 12 November. Having recently hosted the second meeting of the Bilateral Economic Partnership Agreement (EPA) Monitoring Committee, attention is now turning to London, expected to host the third statutory session in 2026.

● **William Moutassong**



ARMS CONTROL

CAMEROON ADHERES TO INTERNATIONAL SECURITY STANDARDS

On 1 October 2025, the Ministry of External Relations officially presented the national procedures manual on the Arms Trade Treaty (Att).

This new tool was presented at a ceremony held in the Proceedings Hall of the Ministry of External Relations (Minrex), which will structure the country's annual reporting and enhance transparency in the management of conventional arms transfers.

Chaired by Mr Gervais Bindzi Edzimbi (Director of the Department of Protocol, Ceremonies and Consular Affairs), representative of the Secretary General of Minrex, the ceremony brought together high-level experts, including Ms Lauriane Heau from SIPRI (the Stockholm International Peace Research Institute) and Mr Tom Nijs, representative of the ATT Secretariat.

This reference document reflects the political commitment of the Head of State, His Excellency Paul Biya, to encourage responsible state behaviour in accordance with global governance standards. Adopted by the United Nations General Assembly in 2013, the ATT aims to regulate the legal trade in conventional arms and eradicate illicit channels. Having become a State Party in 2018, Cameroon is now using this manual to reinforce its existing domestic legislative framework, as set out in Law No. 2016/065 on the general regime for arms.

In accordance with Article 13 of the Treaty, each signatory country must submit a detailed report on its imports and exports of conventional arms by 31 May each year. The manual presented in Yaounde defines the collection methods and scope of the arms categories sub-



ject to this transparency obligation, thereby ensuring the credibility of the data transmitted to the international community.

Administrative and Partnership synergy

Preparing this annual report is a complex task that requires close interministerial coordination. In order to overcome the obstacles associated with data consolidation, several strategic administrations are now working together: Minrex; the Ministry of Defence (Mindef); the Ministry of Territorial Administration (Minat); the Directorate General of Customs; and the General Delegation for National Security (Dgsn).

This institutional architecture benefits from leading international technical and financial support. In addition to the expertise of the Stockholm International Peace Research Institute (Sipri), Cameroon relies on the Arms Trade Treaty (Att) Voluntary Trust Fund and the European Union's Arms Trade Treaty Outreach Project. These strategic partnerships not only aim to secure national stockpiles, but also to strengthen Cameroon's position within multilateral bodies, particularly at Conferences of States Parties. Through this reform, Yaounde is reaffirming its commitment to peace and security at regional and international levels.

● Alice Ngambi





INTERNATIONAL TRANSLATION DAY

A PILLAR OF MULTILINGUALISM

International Translation Day is celebrated on 30 September. This important date highlights the role of linguists as agents of peace.

From historical heritage to sovereignty issues, these “artisans of diplomacy” facilitate dialogue between nations. Every year on this date, the world pays tribute to translators, interpreters and terminologists.

This day was initiated by the International Federation of Translators (FIT) in 1991 and made official by the UN in 2017. It highlights the vital importance of these professionals in a globalised society. It also marks the symbolic death of Saint Jerome, the patron saint of the profession and translator of the Bible, whose work between the 4th and 5th centuries laid the foundations for the transmission of knowledge between Greek, Hebrew and Latin.

A Strategic tool for Diplomacy

In a world where more than 7,000 languages coexist, translation is about far more than just transposing words. It is the means by which ideas circulate, trade agreements are established and international disputes are resolved. For the United Nations, translators are the true «artisans of diplomacy». They are responsible for conveying the cultural nuances, political intentions and social realities that are essential for cooperation.

In Cameroon, a country characterised by its official bilingualism and linguistic diversity, this role is extremely important. Language experts facilitate communication between stakeholders in international negotiations.

By ensuring the accuracy of messages, they prevent misunderstandings and conflicts, thereby contributing to the stability of the country’s external relations.

Ensuring Diversity and Clarity in Debate

Professional translation is essential for maintaining clarity in international public discourse, whether the text is literary, scientific or technical. It plays an active role in safeguarding the world’s linguistic diversity, an approach endorsed by UNESCO. Multilingualism is a core value of the United Nations and promotes tolerance, ensuring the equitable participation of all peoples in global decision-making processes.

The Challenges of Globalisation

Beyond the technical aspect, languages have strategic, identity-related and educational dimensions. They form the basis of inclusive knowledge societies and are a means of preserving intangible cultural heritage. In the current context of globalisation, it is essential to strengthen translation capacities in Cameroon in order to take advantage of global economic and scientific opportunities.

The effectiveness of public action and the transparency of institutions depend on the ability to facilitate harmonious dialogue. By celebrating language specialists, the international community reaffirms that mutual understanding is the best defence against isolation and the key to lasting peace.

● Njong Angele



CAMEROON-POLAND

PRESENTATION
OF LETTERS
OF CREDENCE

On February 13, 2026, H.E. Felix Mbayu, Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Commonwealth affairs, received H.E. Michal Cygan, Ambassador designate of Poland to Cameroon, resident in Abuja.

During the ceremony marking the presentation of his true copies of credence, discussions focused on strengthening bilateral cooperation in areas of mutual interest, with particular emphasis on economic partnerships. The meeting underscored the determination of Yaoundé and Warsaw to deepen their long standing friendship and to explore new avenues of collaboration that reflect shared values of respect, equality, and sovereignty.

CAMEROON-HUNGARY

A NEW MOMENTUM
IN PROSPECT

H.E. Lóránd Endreffy, Ambassador-designate of the Republic of Hungary to Cameroon, resident in Abuja, Nigeria, was received in audience by H.E. Félix Mbayu, Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Cooperation with the Commonwealth, on 27 January 2026.

The meeting, marked by the presentation of the true copy of the Ambassador-designate's Letters of Credence, provided an opportunity for the two figures to discuss issues of economic cooperation as well as politico-diplomatic stakes of mutual interest.

H.E. Lóránd Endreffy took the opportunity to outline his action plan, structured around three major pillars: the expansion of Hungary's diplomatic footprint in certain African countries, including Cameroon; the finalisation and signing of a Memorandum of Understanding (MoU) between the two countries in the field of education; and the diversification of bilateral cooperation sectors.

Appreciating Hungary's manifest will to boost the levers of cooperation with Cameroon, Minister Delegate Félix Mbayu expressed his confidence in the future of



relations between the two States. He noted that this meeting marks a promising new beginning with the Hungarian partner, as it paves the way for intensified exchanges and a mutually beneficial partnership between Yaoundé and Budapest.

● Agnès. N. Eboa

COPIES FIGURÉES

CAMEROUN-ITALIE

LA COOPÉRATION EN ACCORD PARFAIT

Le paysage diplomatique camerounais s'enrichit d'un nouveau visage le 3 novembre 2025 avec S.E. Natalia Sanginiti, Ambassadeure Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République Italienne, qui a officiellement entamé sa mission en présentant les copies figurées de ses lettres de créance au Ministre des Relations Extérieures.

Le solennel cérémonial protocolaire, a ensuite laissé place à un échange de fond, au cours duquel la diplomate italienne et son hôte ont passé en revue l'actualité politique nationale, marquée par le contexte post-électoral, tout en abordant les grands dossiers de la scène internationale. Cette rencontre a permis de réaffirmer la solidité des liens qui unissent Rome et Yaoundé, une relation historiquement qualifiée de « riche et dense ». Pour S.E. Natalia Sanginiti, dont il s'agit du premier poste d'Ambassadeur, les défis sont clairement identifiés. Sa



mission s'inscrit sous le signe du renforcement de la coopération économique. Dans une dynamique de continuité, la nouvelle représentante de l'Italie entend jouer un rôle de facilitateur pour intensifier la participation des entreprises italiennes au tissu industriel camerounais. Qu'il s'agisse de transfert de technologies ou d'investissements directs, l'arrivée de la plénipotentiaire italienne pourrait donner un coup d'accélérateur décisif à la stratégie d'industrialisation du pays, consolidant ainsi un partenariat stratégique de premier plan.

● Marie Claude Ndome Dibombe

CAMEROUN-AUSTRIA

THE NEW AMBASSADOR PRESENTED A COPY OF HIS CREDENTIALS

On 18 December 2025, H.E. Felix Mbayu, the Minister Delegate to the Minister of External Relations in charge of Cooperation with the Commonwealth, received in audience H.E. Peter Guschelbauer, the newly appointed Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of Austria to the Republic of Cameroon, with residence in Abuja. The protocol ritual marking the commencement of his mission was observed by both parties.

During the audience, the Austrian diplomat presented a copy of his credentials. He is a career diplomat with extensive experience in both central administration and posts abroad. Prior to his assignment in Africa, he served as his country's ambassador to Singapore since 2020. He is well versed in the workings of institutional communication, and between 2018 and 2020 he also served as spokesperson for the Austrian Ministry of Foreign Affairs. His distinguished career, further enhanced by his notable tenure as political advisor to the Permanent Mission of Austria to the European Union in Brussels (2009-2014), indicates a potential for the acceleration of economic and technical collaboration between the two nations. This meeting on 18 December 2025 signals a new era in relations between Cameroon and Austria. According to observers of the national diplomatic scene, this is an



opportunity to diversify areas of partnership, particularly in the sectors of industry, engineering and renewable energies, fields in which Austrian expertise is already internationally recognised.

● William Moutassong



CAMEROON-EGYPT

THE NEW AMBASSADOR WAS RECEIVED

On 3 November 2025, H.E. Mbella Mbella, the Minister of External Relations, received H.E. Marwa Ibrahim Mohamed Youssef Hegazy, the Ambassador-designate of the Arab Republic of Egypt to Cameroon.

During this meeting, the two leaders reviewed the bilateral relations between Cameroon and Egypt in the political, diplomatic, economic, technical and cultural fields since 1961.

H.E. Mbella Mbella issued a positive statement regarding the alignment of Cameroon and Egypt's views at an international level, the richness of the bilateral legal framework, increased internship opportunities to bolster the capabilities of Cameroonian personnel in various sectors, reciprocal visits, the convening of the 7th Session of the Joint Grand Commission for Bilateral Cooperation in Cairo in November 2024, the deployment of medical missions, the presence of Egyptian firms such as Arab Contractors and EgyptAir in Cameroon, and Egypt's inauguration of the Grand Egyptian Museum.

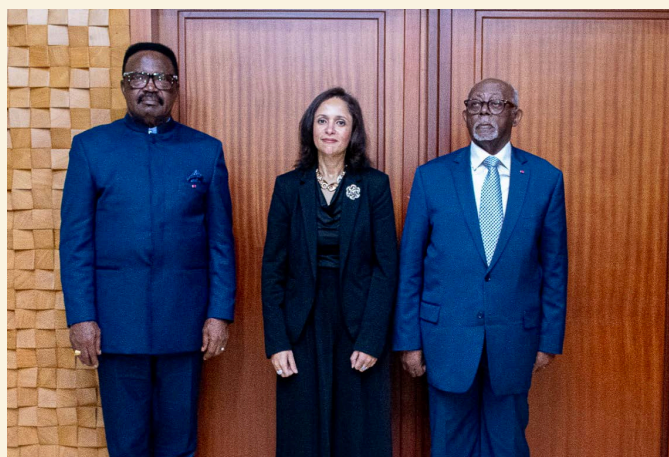
However, it should be noted that at the latter event, held on 1 November 2025, the Head of State, H.E. Paul Biya, was represented by the Minister of Arts and Culture. The ceremony was attended by Egyptian President Abdel Fattah el-Sisi and his wife, as well as a number of monarchs, heads of state and government, royal families, leaders of regional and international organisations, and heads of major companies.

Prospects and Commitments

The Minister invited his guest to seek once again a response from the relevant Egyptian authorities regarding the dates proposed by our country for the organisation of the first edition of the Egyptian-Cameroonian Business Forum scheduled to take place in Cairo. He also invited him to arrange a courtesy visit to MINEPAT, MINH DU, MINT, MINTOUL, and also to IRIC (currently in partnership with the Institute of Diplomatic Studies in Cairo). In response to the remarks made by H.E. Mbella Mbella, H.E. Youssef Hegazy expressed his appreciation for the welcome he had received since his arrival in Cameroon and indicated his willingness to work with the Ministry of External Relations to consolidate bilateral relations between Cameroon and Egypt, emphasising his commitment to implementing all the points raised by the Minister.

The plenipotentiary also indicated that his mandate would focus in particular on economic and cultural cooperation, encouraging Egyptian investment in Cameroon and economic partnerships, as well as promoting a peaceful Islam by encouraging preachers of this religion to come to Cameroon to support a peaceful discourse and the fight against violent extremism among local actors.

● Eric Ndelo Felix



COPIES FIGURÉES

CAMEROON-ANGOLA

TOWARDS STRENGTHENING ECONOMIC COOPERATION



As part of the revival of diplomatic and trade relations between Yaoundé and Luanda, H.E. Jose Luis De Matos, Ambassador-designate of the Republic of Angola, presented copies of his credentials on 21 January 2026.



The Angolan diplomat was received by the Minister of External Relations. The meeting aimed to breathe new life into bilateral exchanges and harmonise the volume of transactions with the existing legal framework defined by the agreements of 1979, 1990 and 1994.

Discussions focused on the implementation of a road-map focused on high-growth sectors. The two delegations identified several areas for cooperation: exploration of underwater resources in the Gulf of Guinea; development of artificial intelligence and support for start-ups; and revitalisation of the agricultural and mining sectors. The absence of resident embassies in both capitals was identified as the main obstacle to the development of trade flows. To this end, H.E. Jose Luis De Matos announced his intention to prioritise the opening of an Angolan Embassy in Yaoundé. 'My commitment is to explore all avenues for transforming political will into tangible economic wealth for our two nations,' said the diplomat.

The two parties agreed to use the mechanisms of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA) to increase trade volumes, thereby compensating for the low level of activity recorded in recent decades despite a regular convergence of views within the UN, the African Union and ECCAS.

● **Gustave Mbongo Ekwala**

DIPLOMATIE DE PROXIMITÉ

LE MINREX PREND SES QUARTIERS À L'AÉROPORT DE YAOUNDÉ-NSIMALEN



Le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, a présidé le 18 février 2026 la cérémonie de réception des nouveaux locaux de son département ministériel sur la principale plateforme aéroportuaire du pays.

Cette infrastructure stratégique vise à moderniser l'accueil protocolaire et à optimiser les services consulaires, marquant une étape majeure dans la mise en œuvre d'une diplomatie de proximité au cœur de la principale porte d'entrée du Cameroun. Le dispositif diplomatique franchit ainsi un palier décisif dans la modernisation de ses services aéroportuaires.

En inaugurant ces nouveaux espaces, le Minrex, patron opérationnel de la diplomatie camerounaise, entend assurer une présence permanente et de proximité au bénéfice des hautes personnalités, des délégations officielles et des partenaires bilatéraux. L'objectif est clair : fluidifier l'assistance consulaire et le protocole d'État dès l'arrivée sur le sol national, tout en renforçant

l'image du pays sur la scène internationale.

Au-delà de l'aspect protocolaire, ces locaux répondent à des impératifs techniques et logistiques. Selon le Ministre des Relations Extérieures, cette implantation permettra notamment d'optimiser les conditions de travail des services dédiés au eVisa. En s'alignant sur les standards des grandes plateformes mondiales, le Minrex envisage d'étendre sa présence à d'autres aéroports du pays dans un futur proche.

La solennité de l'événement a été rehaussée par la présence d'un parterre de personnalités du domaine aéroportuaire et gouvernemental. Aux côtés du chef opérationnel de la diplomatie camerounaise figuraient son collègue, le Ministre des Transports, M. Ernest Ngalle Bibehé, la Directrice Générale de la Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA), Paule Assoumou Koki, ainsi que le Directeur Général des Aéroports du Cameroun (ADC), Thomas Owona Assoumou. Cette synergie interministérielle illustre l'importance stratégique accordée à la qualité de l'accueil, premier pilier de la coopération internationale.

● B. Belle Owona





CHINA-CAMEROON

COMMITTED TO STRENGTHENING THEIR ECONOMIC PARTNERSHIP

On 10 December 2025, the Ministry of External Relations hosted the signing of the China-Cameroon Framework Agreement for a Shared Economic Partnership and Development.

This initiative forms part of the ten partnership initiatives launched by China at the close of the fourth summit of the Forum on China-Africa Cooperation (FOCAC). This took place from 4 to 6 September 2024 in Beijing. The signing of this Agreement marks the initial step in a process that will involve negotiations on four modules: trade facilitation, inclusive development, resilient supply chains and modern development. These negotiations are intended to culminate in the signing of specific agreements. From a practical legal standpoint, the signing of this Framework Agreement is a major policy statement, defining the guiding principles and priority areas for cooperation. It is important to note, however, that it is not binding on the Parties at this stage. By making this commitment, Cameroon demonstrates its ongoing commitment to strengthening bilateral cooperation, with the aim of establishing specific agreements tailored to the needs of each sector.

Markets and Processing

The aim of this partnership is to increase trade by facilitating access for Cameroonian products to the Chinese market, notably through preferential duty-free access mechanisms, while supporting the imperative of agricultural and industrial modernisation. This initiative is fully consistent with the objectives of the National Development Strategy 2020-2030 (SND30), which focuses on the structural transformation of our economy. While this project represents a definite opportunity, careful strategic monitoring is nevertheless required. In a consultative approach that is beneficial to all parties, the authorities will ensure balanced trade flows and optimise feedback.

Optimise Exchanges

In this context, future negotiations should consider all factors that could affect the smooth flow of trade. As well as tariffs, the government will focus on identifying and removing non-tariff barriers to ensure that Cameroonian products have effective and sustainable access to the Chinese market.

Gradual Implementation

Given the specific nature of the proposed model, particularly its integration of the «Early Harvest for Tariff Reduction» mechanism—Cameroon favours a phased approach. Following the signing of the Framework Agreement, the development of a national negotiation strategy will be prioritised. This strategy will align the Agreement's modules with the imperatives of national growth, while strengthening our institutional capacities.

Sustainable Growth

The continuation of this process forms part of an ambitious strategy guided by a clear vision. Through a progressive and concerted approach, Cameroon aims to maximise the benefits of this bilateral partnership while safeguarding its core interests. This approach ensures that the commitments made will contribute concretely and sustainably to the development of the national economy.

● **Georgette Ndje Hemle Komol/
Alexe Fridolin Kenfack Kitio**



UNE DÉCENNIE
D'INNOVATION
AU SERVICE DE
LA TRANSFORMATION
NUMÉRIQUE

Nous accompagnons la modernisation et la prise de décision **des institutions et grandes organisations.**
Ceci grâce au déploiement **d'environnements digitaux intégrés – écrans professionnels, salles de contrôle et logiciel métiers.**



UN80

ABOUT INITIATIVE ACTION PLAN

UN80 isn't just a round number, but about the most significant transformation of the United Nations in over a decade, timed to coincide with the organization's 80th anniversary in 2025.



Building
Our Future
Together

When Secretary-General António Guterres announced the UN80 initiative in March 2023, he was marking a pivotal moment in UN history. The «80» represents eight decades of UN existence, and it symbolizes a comprehensive reimagining of how the world's most important multilateral organization operates in the 21st century. Just as a company might undergo restructuring to remain competitive, the UN recognized that its 1945 structures and processes were increasingly inadequate for today's complex global challenges, from climate change and pandemics to technological disruption and shifting geopolitical landscapes.

The initiative emerged from a reality: the organization was facing a liquidity crisis with fewer than half of member states paying their dues, while simultaneously being asked to do more with less. The explosion of field activities led to nearly 4,000 resolutions over the decades, creating a vast network with overlapping mandates and duplicated efforts.

1) The Three-Pillar Reform Strategy

UN80 operates through three interconnected workstreams that address different aspects of organizational dysfunction:

- Workstream 1 focuses on administrative efficiency and improvement, essentially cutting red tape, modernizing outdated systems, and consolidating platforms. The goal is a 20% reduction in administrative costs by eliminating duplicates and streamlining operations.
- Workstream 2 involves mandate implementation, tackling the challenge of those 4,000+ resolutions. This involves examining how mandates are created, delivered, and reviewed, with proposals to reduce overlap and improve effectiveness.
- Workstream 3 considers structural changes and program realignments, ensuring the UN's architecture matches contemporary needs rather than post-World War II realities.

The reform is designed as a «living ecosystem» with continuous updates, reflecting the dynamic nature of global challenges and the need for adaptive responses.

2) Why This Matters for our country

The UN80 Initiative represents opportunities and challenges that affect our development trajectory and international cooperation framework.

Currently, Cameroon hosts more than 20 UN agencies, funds, and programs, a significant international presence that makes the country a laboratory for UN

operations in Central Africa. The UN80 reforms will fundamentally reshape how these entities coordinate and deliver services.

The opportunity side is compelling. Enhanced coordination among UN agencies means reduced duplication of efforts, faster project implementation, and more strategic resource allocation. For a country managing complex development challenges, from infrastructure needs to security concerns in the Far North region for instance, this improved efficiency translates to benefits on the ground. The Cameroon Crisis Response Plan 2025-2026 already integrates UN80 reform priorities, with organizations like IOM contributing to maximizing impact through joint training, coordinated planning, and shared services. This suggests that our country is positioning itself advantageously within the reformed UN system.

However, the reforms also present challenges that require careful navigation. The anticipated 20% budget reduction could affect funding for certain programs, requiring strategic prioritization of development initiatives. During the transition period, there may be temporary disruptions in operations as agencies adapt to new procedures and coordination mechanisms.

African countries (including ours) have been engaging collectively with the UN80 process. The African Group organized a retreat last November specifically to reflect on the initiative and ensure that Africa's growth and economic development priorities remain central to the reformed UN system.

3) Strategic Implications

The UN80 Initiative represents a shift from the traditional «more money, more programs» approach to international cooperation toward a «more impact, same resources» philosophy. For Cameroon, this means engaging more strategically with UN partners, identifying priority areas where reformed UN efficiency can accelerate national development goals, and adapting national institutions to work effectively with the new UN operating model. The initiative also reflects broader trends in multilateralism, the recognition that international organizations must evolve or risk irrelevance. Countries that engage proactively with these reforms are likely to benefit more from the system than those that remain passive observers.

The UN80 Initiative isn't just about organizational efficiency, it's about ensuring that multilateral cooperation remains effective in addressing the challenges that affect countries daily, from climate adaptation to economic development and security cooperation.

Understanding UN80 as the UN's 80th anniversary reform initiative helps explain why this moment is significant for international relations and why our engagement with the process matters for our future development partnership with the UN system.

● **Christian Pout, Ph. D (HEC Paris EM22),
Minister Plenipotentiary**



MUTATION GÉOPOLITIQUE : LA QUÊTE DE NOUVEAUX ÉQUILIBRES

À la faveur d'un réalignement stratégique des grandes puissances et d'une érosion des cadres normatifs universels, le système international amorce une phase de mutation structurelle. Dans ce contexte de recomposition, les États pivots — au premier rang desquels figurent les puissances africaines — ne se limitent plus à une présence de représentation. Ils convertissent la fragmentation de la scène mondiale en un levier d'influence souverain. Diplocam Infos vous propose dans ce numéro, d'amorcer le décryptage des dynamiques d'une affirmation diplomatique fondée sur un multilatéralisme de résultats, privilégiant l'efficacité opérationnelle et la réforme des institutions globales.



QUÊTE DE NOUVEAUX ÉQUILIBRES

RETOUR DES SOUVERAINETÉS À L'HEURE DES ÉTATS PIVOTS

Pierre angulaire de la régulation internationale depuis 1945, le multilatéralisme traverse une période de mutation profonde entre désengagements sélectifs des grandes puissances, montée des souverainetés stratégiques et recomposition des rapports de force.

A l'observation, les règles collectives perdent leur caractère prescriptif pour devenir des instruments négociables. On pourrait dans ce contexte, s'interroger sur les marges de manœuvre qui restent accessibles aux États pivots, en général et l'Afrique en particulier. Si ces mutations semblent obéir à des logiques conjoncturelles, elles s'enracinent en réalité dans une tension structurelle profonde qui mine les fondements mêmes du système multilatéral.

Cette mutation apparente plonge en réalité ses racines dans une tension structurelle ancienne mais aggravée du système multilatéral, qui ne relève ni d'un dysfonctionnement conjoncturel ni d'une crise isolée, mais d'une remise en question progressive de ses fondements. Cette tension s'exprime d'abord par une crise de légitimité et de gouvernance qui affecte l'ensemble du système international, au premier rang duquel l'Organisation des Nations Unies (ONU).



Alors que l'ONU demeure l'unique cadre universel de dialogue et de régulation, sa capacité à produire des décisions perçues comme équitables, efficaces et représentatives suscite des réserves. La persistance de déséquilibres institutionnels, notamment au sein du Conseil de sécurité, alimente le sentiment d'un décalage entre les réalités géopolitiques contemporaines et les structures héritées de l'après-Seconde Guerre mondiale, affaiblissant la confiance des États membres dans la gouvernance collective.

Normes fragmentées

Cette crise de légitimité est accentuée par les désengagements sélectifs des grandes puissances, qui constituent l'un des traits les plus marquants de la période actuelle. Sans procéder à un retrait global du système multilatéral, plusieurs États influents privilégient désormais une participation conditionnelle, opportuniste ou strictement alignée sur leurs intérêts stratégiques immédiats. Traités, conventions et organisations internationales sont évalués selon une logique de coût-bénéfice, et non plus comme des biens publics globaux. Cette approche fragmente l'engagement multilatéral, introduit une hiérarchisation implicite des normes et affaiblit l'idée même de responsabilité collective. Elle contribue également à une instabilité institutionnelle, les mécanismes multilatéraux se trouvant privés de continuité politique, de prévisibilité financière et de portage stratégique durable.

Parallèlement, cette dynamique entraîne une érosion

progressive de la normativité internationale. Le droit international, jadis perçu comme un cadre commun qui structure les comportements étatiques, tend à devenir un répertoire de références mobilisées de manière sélective. Les principes fondamentaux tels que le respect de la souveraineté, l'interdiction du recours à la force, la protection des civils, le respect des engagements conventionnels, entre autres, continuent d'être affirmés, mais leur application se révèle de plus en plus inégale. Ce délitement des règles affaiblit la fonction préventive du multilatéralisme et favorise une lecture concurrentielle des règles, où la légitimité découle moins de l'universalité des normes que du rapport de force qui accompagne leur mise en œuvre.

Dans ce contexte, le multilatéralisme ne disparaît pas, mais se transforme sous contrainte. Il demeure un espace indispensable de légitimation, de coordination et de gestion des crises, tout en perdant progressivement son caractère prescriptif et structurant. Cette tension structurelle constitue le socle analytique à partir duquel s'opère la transition vers des formes de coopération plus différenciées, sélectives et pragmatiques, dont l'enjeu central est désormais de préserver un minimum de cohérence normative dans un environnement international marqué par la rivalité stratégique et la fragmentation des engagements.

Cette tension structurelle du multilatéralisme ne reste pas sans réponse de la part des États. Bien au contraire, elle nourrit et légitime un retour assumé des souverainetés stratégiques, où la primauté de l'intérêt national reprend le pas sur les engagements collectifs

FOCUS

Le retour assumé des souverainetés stratégiques

Ces blocages s'accompagnent d'un phénomène corollaire puissant, marqué par la résurgence des souverainetés stratégiques. Celles-ci ne traduisent pas un repli isolationniste, mais une réaffirmation assumée de l'intérêt national comme principe directeur de la politique étrangère. Si cet intérêt n'a jamais cessé de structurer l'action extérieure des États, la période actuelle se distingue par son affirmation ouverte, prioritaire et hiérarchisée, souvent au détriment des cadres multilatéraux jusqu'alors présentés comme contraignants.

Cette évolution marque une inflexion profonde par rapport à la logique de délégation et d'encadrement collectif qui avait progressivement structuré le multilatéralisme depuis la fin de la guerre froide. Elle s'inscrit dans un environnement international caractérisé par l'intensification des rivalités de puissance, une volatilité stratégique accrue et une érosion de la confiance dans la capacité des mécanismes multilatéraux à garantir durablement la sécurité, l'équité et la prévisibilité des relations internationales.

Cette dynamique se manifeste en premier lieu par l'installation progressive d'une logique transactionnelle dans les relations internationales. Les engagements multilatéraux tendent désormais à être appréhendés comme des instruments conditionnels et réversibles, subordonnés à des bénéfices immédiats, tangibles et mesurables⁽⁸⁾. La coopération internationale ne repose plus prioritairement sur la solidarité, la convergence de valeurs ou la poursuite de biens publics globaux, mais sur des échanges ponctuels et souvent asymétriques, au sein desquels chaque acteur cherche à maximiser ses gains tout en minimisant ses contraintes stratégiques.

Dans ce cadre, la remise en cause des engagements contraignants apparaît comme une conséquence directe et assumée. Traités internationaux, mécanismes de contrôle, régimes de sanctions ou dispositifs de règle-

ment des différends sont de plus en plus perçus comme des limitations excessives de la souveraineté décisionnelle⁹. Certains États n'hésitent plus à dénoncer, suspendre ou contourner des engagements juridiquement contraignants, au nom de la défense de leurs priorités sécuritaires, économiques ou politiques internes. Cette attitude fragilise profondément l'architecture juridique internationale, en sapant le principe fondamental *pacta sunt servanda* et en nourrissant un doute croissant quant à la fiabilité réelle des engagements étatiques¹⁰. La prééminence accordée à la liberté d'action nationale constitue le cœur de cette réaffirmation souverainiste. Dans un environnement international perçu comme instable et compétitif, la capacité d'agir seul, rapidement et sans contrainte est redevenue un objectif stratégique central¹¹. Cette quête de liberté d'action se traduit par une préférence pour des formats de coopération restreints, *ad hoc* ou régionaux, jugés plus maniables et plus alignés sur les intérêts nationaux que les cadres multilatéraux universels.

Ce retour des souverainetés stratégiques ne signe pas la fin du multilatéralisme, mais en redéfinit profondément les contours. Il impose une lecture plus réaliste des dynamiques internationales, dans laquelle la coopération collective n'est plus un horizon naturel, mais une option conditionnelle, activée lorsque les intérêts convergent.

La logique transactionnelle et la liberté d'action retrouvée ne peuvent être sans conséquences sur la stabilité globale. Elles conduisent inévitablement à une érosion des garde-fous collectifs, ouvrant la voie à une conflictualité plus imprévisible et plus difficile à contenir.

● **Zacharie Serge Raoul NYANID, Ph. D**
Expert du Cameroun à la Commission chargée
des questions de désarmement et de la sécurité
internationale de l'Assemblée Générale
de l'Organisation des Nations unies, New York





ALPHABÉTISATION

LE DÉFI DE LA LITTÉRATURE NUMÉRIQUE

Le 8 septembre 2025, le Centre d'Information des Nations Unies de Yaoundé a réuni la société civile pour la 59e Journée internationale de l'alphabétisation, avec au cœur des échanges l'accélération de l'éducation numérique prônée par la Stratégie National du Développement SND-30.

Depuis sa proclamation par l'Unesco en 1966, cette journée évalue les progrès de l'accès aux savoirs. À l'échelle mondiale, 754 millions d'individus de plus de 15 ans demeurent analphabètes, un frein majeur à l'Objectif de Développement Durable n°4 (ODD4). Au Cameroun, cette problématique s'articule désormais autour de la thématique : « Promouvoir l'alphabétisation à l'ère du numérique ». L'enjeu dépasse la simple maîtrise de l'écrit pour englober la capacité à interagir dans un environnement dématérialisé.

Cette stratégie d'éveil des consciences cible prioritairement « l'illectronisme », cet analphabétisme des temps modernes qui entrave la démocratisation de l'information. La pérennité d'une cohésion interministérielle forte reste la condition sine qua non d'une éducation de masse efficace, garantissant au Cameroun un positionnement compétitif sur l'échiquier international.

● **Louis Armand Ndzana Zogo**

De l'analphabétisme à la maîtrise technologique

L'intégration du digital vise avant tout l'insertion socio-professionnelle des populations vulnérables. Cependant, la transition vers une littératie numérique entendue comme la capacité de comprendre, d'utiliser, de créer et d'évaluer de manière critique l'information via les technologies de l'information et de la communication, impose un encadrement technique rigoureux. À cet effet, le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation (Minresi), via son Centre pour l'innovation et l'éducation, déploie des outils techno-pédagogiques pour instaurer une culture de la responsabilité sur la toile.



DONORS' CONFERENCE

A UNITED FRONT TO BOOST YOUTH AND WOMEN'S EMPLOYMENT

The Donors' Conference (COBAF), held on 27 November 2025 in Yaoundé, sealed the financing of the Project to Promote the Inclusion and Employability of Women and Young People (PROPIEJ), an ambitious 106 billion CFA franc project aimed at transforming the national entrepreneurial landscape.



Under the leadership of the Ministry of Employment and Vocational Training (Minefop), the Donors' Conference (Cobaf) brought together a host of national decision-makers and financial diplomats around the Project for the Promotion of Inclusion and Employability of Women and Young People (Propiej).

This programme is fully in line with the political vision reaffirmed by the Head of State during his swearing-in ceremony on 6 November 2025. Propiej is intended to be the concrete expression of a desire to make entrepreneurship the driving force behind Snd 30. By targeting promising sectors such as agriculture, livestock, renewable energy and digital technology, the project aims to tackle the root causes of unemployment.

The ambition is quantified: to create 65,000 jobs over ten years. To achieve this, the scheme is not limited to simple subsidies. It offers a complete ecosystem ranging from incubation to project maturation, including tax breaks and an innovative bank guarantee mechanism for entrepreneurs without collateral.

Mobilisation of funds and synergy of action

The financial challenge is commensurate with the stakes. Of a total budget of 106 billion CFA francs, the Cameroonian government is committing 17.5%. The

rest of the financial picture is broken down between infrastructure development (46 billion), direct financial support for beneficiaries (50 billion) and operational costs.

Faced with these needs, development partners have not failed to respond. From the European Union Delegation to the UNDP, via the World Bank, the AfDB and Afreximbank, the major institutions have shown clear interest. The outcome of the conference is considered to be promising. Donors not only approved funding for studies to make the projects 'bankable', but also paved the way for the provision of credit lines for commercial banks.

However, the relevance of this meeting also lay in the desire for consistency. The partners therefore suggested synergies with existing projects in the field. The idea is simple: avoid dispersing resources in order to maximise the impact on the final beneficiaries.

At the end of the session, a clear recommendation was made to the project coordinators: to continue technical discussions with partners willing to provide direct funding, in order to transform these intentions into concrete opportunities for young people and women in Cameroon

● Alicia Ndjengue Ngwete



MODERNISATION DES SERVICES CONSULAIRES

L'ÉTAT ET IMPACT PALMARÈS R&D SAS FRANCHISSENT UN NOUVEAU CAP

Le Ministre des Relations Extérieures a signé, le 5 décembre 2025, un accord décisif avec la société IMPACT PALMARÈS R&D SAS. Cet avenant au contrat initial vise à moderniser les services consulaires en les adaptant aux nouvelles réalités législatives, tout en garantissant la pérennité financière de ce projet stratégique.

Ce partenariat stratégique, initialement conclu le 1er avril 2022, porte sur le financement, la conception et la réalisation de la sécurisation et de l'uniformisation des prestations consulaires délivrées par les services consulaires de la République du Cameroun. La signature de cet avenant traduit la volonté des parties de consolider les acquis, d'adapter le cadre contractuel aux évolutions institutionnelles et de répondre aux nouveaux défis apparus au cours de la mise en œuvre du projet.

Un partenariat adapté à un cadre juridique en mutation

Depuis la signature du contrat initial, l'État du Cameroun a engagé d'importantes réformes législatives et réglementaires visant à encadrer et moderniser les prestations consulaires. Plusieurs textes majeurs ont ainsi été adoptés, notamment en matière d'entrée et de sé-

jour des étrangers, de finances publiques, de nouvelles prestations consulaires, ainsi que d'incitations fiscales et douanières spécifiques aux partenariats public-privé. Ces évolutions ont rendu nécessaires des ajustements du contrat de partenariat et de certaines de ses annexes, devenues partiellement obsolètes. L'avenant signé permet ainsi de mettre le dispositif contractuel en parfaite conformité avec le nouveau cadre juridique et réglementaire en vigueur.

Un projet en déploiement progressif

Plus de trois ans après la conclusion du partenariat, le système automatisé de délivrance des visas (e-visa) est désormais opérationnel. Toutefois, la mise en exploitation progressive et séquentielle des autres prestations consulaires prévues a mis en lumière des enjeux nouveaux, tant sur le plan fiscal et douanier que sur l'équilibre financier global du partenariat.



Répondre aux défis et garantir l'équilibre du partenariat

La mise en œuvre du contrat a également révélé certains défis structurels, notamment l'omission de certaines prestations consulaires, l'augmentation significative des visas diplomatiques de courtoisie non payants, l'absence de mécanismes clairs de financement des nouveaux investissements, ou encore la nécessité de mieux encadrer la prise en charge des personnels mobilisés et des charges de fonctionnement des structures de pilotage du projet.



Par ailleurs, le modèle économique et financier initial a connu des évolutions substantielles, acceptées par les deux parties. Parmi celles-ci figurent la transformation du projet de Data Center en Centre de Transformation digitale du MINREX, l'intégration de l'aménagement du Consulat du Cameroun à Paris parmi les investissements du partenariat, ainsi que la prise en charge par le partenaire, de missions spécifiques des cadres de l'administration.

Face à ces constats, l'Avenant n°1 vise à corriger les incohérences et omissions relevées, à préciser les modalités d'application du régime fiscal et douanier, et à assurer un équilibre financier durable du partenariat, tout en conciliant les intérêts des principales parties prenantes.

Une étape clé pour la modernisation consulaire

En définitive, la signature de cet avenant marque une nouvelle phase dans la modernisation et la sécurisation des prestations consulaires camerounaises. Elle témoigne de l'engagement constant de l'État du Cameroun à offrir des services consulaires plus efficaces, sécurisés et harmonisés, tout en renforçant un partenariat public-privé structurant au service de la transformation digitale et de l'attractivité du pays.

● Bernadette Belle Owona





CONSULAR SERVICES

CAMEROON GUARANTEES IMPROVED SECURITY

External Relations Minister, H.E Mbella Mbella on behalf of the government and its partner IMPACT PALMARES signed an amendment to the partnership contract on the financing, design, implementation, and security of the platform.

Within the framework of ensuring the better protection of consular documents, the government of Cameroon through the Minister of External Relations, Mbella Mbella, signed an amendment No. 1 to the partnership contract with its partner IMPACT PALMARES, on the financing, design, implementation, security and standardisation of Consular services in the country. Indeed, on April 1, 2022, the two parties signed an accord for a period of ten years, renewable which gives IMPACT PALMARES the mandate to design an electronic platform which enables applicants to obtain an entry visa into Cameroon less than three days after an application via the portal, www.evisacam.cm.

With growing contemporary challenges and with some of the clauses of the partnership contract becoming obsolete, it was thus necessary to sign the first amendment, with the Minister of External Relations Minister, H.E Mbella Mbella signing on behalf of the government and the Chief Executive Officer of IMPACT PALMARES Group, Tella Giresse Justin signing for the institution. It

is a public-private partnership with the Ministry of External Relations being the project owner and IMPACT PALMARES the partner of the State in the implementation process.

Giving more details on the objective of the amendment, Minister Mbella Mbella said it is to ensure a good execution of the engagement of either parties. He stated that certain clauses of the initial contract are now obsolete and the new amendment takes into consideration other aspects notably new investments in the fiscal regime and custom duties of the government. The Minister was categorical that the engagement is to bring consular services offered by the State closer to the people.

The Cameroonian diaspora in Africa, Asia, Europe and America, Minister Mbella Mbella stated are progressively being connected to consular services as they are presented with access to digital facilities of the latest technology. With a mobile phone or a laptop connected to the internet, consular services of the latest generation can be assessed by Cameroonians and their needs met, depending on the stipulated timeframe.

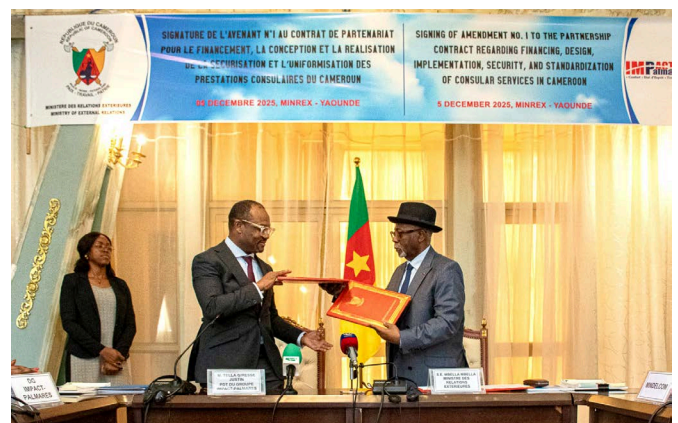


Recalling the advancements thus far since the platform became functional in May 2023, the Minister of External Relations said this has been possible thanks to the professionalism and ability to adapt to artificial intelligence by the implementing partner; IMPACT PALMARES. Income generated by the E-visa platform, he said, is proof of the good management of State funds to promote the attractiveness of Cameroon and facilitate entry, transit or stay in the country by different people.

On his part, the President of IMPACT PALMARES Group, Tella Giresse Justin said the amendment is a new stage of engagement for the institution to work harder with the objective to modernise the Cameroonians administration by rendering consular operations digital and offer users with services that are more secured and easily accessible. He acknowledges the partnership as a

mission conferred on them by the State of Cameroon, adding that they will serve with royalty and delivering excellence. In his words, the attentive guidance and directives of the Head of State, handed down to the Ministry of External Relations and subsequently to them have favoured dialogue and coordination of actions. It is also expected that the Group finalises the construction of the digital transformation centre and the rehabilitation of Cameroon's Consulate in France.

● Christiana Namondo Mbome Mbella





VŒUX AU CORPS DIPLOMATIQUE

LE CHEF DE L'ETAT DÉCLINE SA FOI AU MULTILATÉRALISME

Le 8 janvier 2026 à Yaoundé, le Président Paul Biya, Chef de la diplomatie camerounaise, fidèle à la tradition de la *comitas gentium* – courtoisie diplomatique –, a répondu aux vœux du corps diplomatique par un plaidoyer pour un avenir partagé, inscrivant son action dans une vision de coopération internationale et de solidarité.

Un discours éloquent marquant le début d'une année cruciale pour le Cameroun et le monde. Dans un contexte géopolitique tumultueux, marqué par des conflits persistants et des défis globaux, ce discours se distingue par sa profondeur et son engagement ferme en faveur d'un ordre international plus juste et solidaire.

De la quintessence de cette prise de parole solennelle, trois axes majeurs émergent, magnifiés par une rhétorique puissante et agissante qui allie conviction diplomatique et vision stratégique : le multilatéralisme, la coopération internationale, et la promotion des intérêts économiques et sécuritaires du Cameroun. Ces piliers ne sont pas seulement des principes abstraits, mais des leviers concrets pour un développement durable et une paix durable.

Multilatéralisme, le pilier d'un ordre international renouvelé

Au cœur du discours, le multilatéralisme est érigé en rempart contre les fragilités du système international. S.E Paul Biya rappelle avec fierté le mandat réussi du Cameroun à la présidence de la 79^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, achevée le 9 septembre 2025, grâce au soutien de la communauté internationale qu'il remercie d'avoir cru au projet et en la candidature du Cameroun.

Il magnifie les avancées concrètes, telles que l'adoption du Pacte pour l'Avenir le 22 septembre 2024, accompagné de ses annexes sur le numérique mondial et les générations futures, salués unanimement pour leur capacité à adapter le système onusien aux défis contemporains. De même, la Déclaration sur l'Économie Bleue Durable,

adoptée à Yaoundé en juillet 2025 lors d'une Conférence internationale, témoigne de l'engagement du Cameroun en faveur d'approches inclusives et durables.

Ce plaidoyer culmine avec l'annonce que le Cameroun abritera la 14e Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (CM14) cette année, une opportunité pour «magnifier les vertus du multilatéralisme» face à la tentation croissante de l'unilatéralisme, notamment sur le plan économique. Le Chef de la Diplomatie Camerounais insiste sur la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, un dossier prioritaire pour les pays en développement et africains, et salue les progrès notables réalisés sous la houlette du mandat du Cameroun. Pour le Président Paul Biya, le contexte d'un monde confronté à des crises proliférantes, appelle à un renforcement du multilatéralisme n'est plus une option, mais une nécessité vitale pour préserver l'humanité. Le discours magnifie ainsi le rôle pionnier du Cameroun, transformant des défis globaux en opportunités de leadership collectif, et appelle à un soutien accru aux Nations Unies pour qu'elles remplissent pleinement leur mission.

Coopération internationale, l'essence de la solidarité et du partenariat

En opérant l'exégèse et l'herméneutique du discours du Chef de l'Etat camerounais au corps diplomatique, on peut observer qu'il élève la coopération internationale au rang de fondement éthique et pratique des relations diplomatiques. En remerciant les instances gouvernementales représentées au sein du corps diplomatique pour leur appui lors du mandat onusien du Cameroun, il souligne aussi comment cette solidarité a permis de «renforcer le multilatéralisme et la solidarité internationale» dans un environnement «particulièrement difficile». Ce partenariat, qualifié de «fructueux» et basé sur «la confiance et le respect mutuels», s'incarne dans les actions concrètes menées par les ambassades et institutions partenaires avec les autorités camerounaises sans distinction.

Par ailleurs, Cette prise de parole solennelle magnifie une coopération qui associe à des enjeux humains universels : face aux «affres du terrorisme», aux «atteintes à la souveraineté des États» et au «recul du droit international». Ce faisant, il renouvelle un appel vibrant au dialogue et à la conciliation, rejetant «la voie des armes et de la violence» comme une impasse. Il plaide pour un renforcement du rôle des Nations Unies, dotées de moyens adéquats pour servir l'humanité. Cette vision coopérative transcende les intérêts nationaux, promouvant une paix durable qui garantit la survie collective. En saluant la qualité des liens bilatéraux et multilatéraux,

le Président Paul Biya positionne le Cameroun comme un acteur fiable, invitant à un engagement mutuel plus profond pour contrer les crises qui «n'épargnent aucune région du monde». Cette coopération n'est pas passive : elle est dynamique, porteuse d'espoir dans un monde fragmenté.

Intérêts économiques et sécuritaires, leviers d'un développement inclusif

Le discours du Chef de l'Etat magnifie enfin avec habileté, les intérêts économiques et sécuritaires du Cameroun, les inscrivant dans une perspective globale où le multilatéralisme agit comme catalyseur :

- Sur le plan sécuritaire, il dénonce les conflits et le terrorisme qui entravent le développement socioéconomique, soulignant leurs «conséquences négatives sur le bien-être de nos populations». En formulant un plaidoyer pour une paix juste via le dialogue, il réaffirme l'engagement camerounais contre ces menaces, renforcé par le rôle accru des Nations Unies et les institutions multilatérales. Cette posture reflète une stratégie sécuritaire proactive, où le Cameroun, fort de son expérience régionale, contribue à la stabilité globale.

- Sur le plan Économique, l'hôte de la prochaine Conférence de l'OMC et de la Déclaration sur l'Économie Bleue illustre une ambition de leadership en commerce et durabilité.

Le Président de la République associe ces initiatives à la promotion du développement, en appelant à un système international mieux armé contre les défis mondiaux, y compris les impacts économiques des crises (pertes estimées à 2-5% du PIB africain dues au changement climatique, par exemple). Le partenariat international est salué pour ses actions concrètes, assurant une détermination à «œuvrer au renforcement de ces relations fructueuses». Ainsi, les intérêts camerounais – croissance inclusive, attractivité des investissements, sécurité des frontières – sont promus non comme des revendications isolées, mais comme des contributions essentielles à un ordre international prospère.

Au-delà des vœux protocolaires, le discours du Président S.E Paul Biya trace une feuille de route ambitieuse : croire aux vertus du multilatéralisme, magnifier la coopération internationale et promouvoir les intérêts économiques et sécuritaires du Cameroun. Ce triptyque cohérent s'impose comme une boussole pour le rôle que le pays entend jouer, pont entre l'Afrique et le monde, dans un contexte international tourmenté où subsistent des raisons d'espérer.

● Wolfgang Jr. Owona, Ph. D

“
Au-delà des vœux protocolaires, le discours du Président S.E Paul Biya trace une feuille de route ambitieuse : croire aux vertus du multilatéralisme, magnifier la coopération internationale et promouvoir les intérêts économiques et sécuritaires du Cameroun.
”



A STRATEGIC PARTNERSHIP IN MOTION

CAMEROON AND THE UNITED STATES DEEPEN COOPERATION IN 2025

The year 2025 marked a significant chapter in the longstanding partnership between the Republic of Cameroon and the United States of America.

Characterized by a series of strategic high-level visits and substantive dialogues, the bilateral relationship demonstrated remarkable vitality and a forward-looking trajectory. Under the renewed mandate of His Excellency President Paul Biya, and engaging with the new U.S. administration under President Donald Trump, Cameroon has proactively shaped a cooperation framework that is increasingly transactional, sovereign, and aligned with national priorities.

Reinforcing the Pillars of Peace and Security

Cameroon's role as a stabilizing anchor in Central Africa remains a cornerstone of its foreign policy and a key area of convergence with U.S. strategic interests. This mutual recognition has translated into tangible, enhanced security cooperation.

Cameroon's selection to host the prestigious OBAN-GAME EXPRESS 2026 naval exercise is a testament to its enforced leadership in the Gulf of Guinea security. This major exercise, orchestrated by U.S. Africa Command (AFRICOM) with European and African partners, is built upon the Yaounde Code of Conduct architecture. It underscores the confidence of the United States in Cameroon's capabilities and its pivotal role in combating maritime crimes, protecting economic zones, and fostering interoperability among regional navies. All of which signify a deep, technical, and trust-based partnership aimed at securing vital maritime routes. Discussions held during high-level visits consistently emphasized Cameroon's critical efforts in counter-terrorism and managing migration flows. The United States has acknowledged and supported these efforts, notably through cooperation in identifying and sanctioning entities financing separatist movements. This alignment on security priorities extends beyond traditional defense, embracing a holistic view that links stability to development and humanitarian concerns, creating a more resilient framework for collaboration.

“

With this new framework, Cameroon appears as a priority country within the U.S.'s realigned foreign policy, highlighting the value placed on this bilateral relationship. The agreement, framed within a transactional, security, and commercial diplomacy logic, is seen as a foundation for a new era of cooperation that encourages increased sovereign budgetary and private investment in Cameroon's health sector.

”

Innovating the Health Partnership for Mutual Benefit

The health sector witnessed a profound and strategic evolution in 2025, moving towards a model that emphasizes sovereignty, sustainability, and shared responsibility.

The new United States Authorities are piloting a global shift in U.S. foreign health policy. Greater emphasis is now put on co-financing models, Public-Private Partnerships (PPPs), and integrated security-health cooperation. Cameroon has engaged this new paradigm not as a challenge, but as an opportunity to build a more balanced and sustainable health alliance.

At the heart of this renewal is the Memorandum of Understanding (MOU) on Global Health signed on December 16, 2025. Cameroon's approach, as articulated in the discussions, insists on a framework that is equitable, adapted to national capacities, and ensures the continuity of essential health services. This has positioned Yaounde as an assertive negotiator seeking a partnership that genuinely builds the autonomy of its health system while attracting private investment.

With this new framework, Cameroon appears as a priority country within the U.S.'s realigned foreign policy, highlighting the value placed on this bilateral relationship. The agreement, framed within a transactional, security, and commercial diplomacy logic, is seen as a foundation for a new era of cooperation that encourages increased sovereign budgetary and private investment in Cameroon's health sector.

Strategic Dialogue and Multilateral Convergence

Beyond sector-specific cooperation, 2025 was distinguished by an intensified political dialogue, reflecting the maturity and strategic importance of the relationship. The period saw a succession of high-level U.S. delega-

tions to Yaoundé. These were complemented by direct communication between the highest authorities, including a telephone conversation between H.E. President Paul Biya and U.S. Secretary of State Marco Rubio in November 2025, and congratulatory messages from U.S. leadership following President Biya's inauguration. This frequency and level of contact signify a partnership of growing importance on the international stage.

The November 2025 talks regarding the U.S. proposal on migration matters demonstrated the depth of strategic trust. The United States approached Cameroon due to its geographic position, bilingualism, and legendary hospitality. While under careful sovereign consideration by Cameroon, the very fact that such a sensitive and high-priority issue for the U.S. administration was brought to the table underscores Cameroon's perceived role as a capable and reliable partner. The Cameroonian side rightly highlighted the nation's principled history as a land of asylum and its expectations for mutual concessions, framing the discussion within a context of comprehensive partnership.

Alignment with National Priorities

The evolving Cameroon-U.S. partnership directly supports the renewed political agenda of H.E. President Paul Biya. The cooperation models discussed resonate with the key pillars of his mandate:

- Peace and national unity: Enhanced security cooperation and stability initiatives directly underpin this goal;
- Engagement with youth and women: Sustainable health systems and economic opportunities from PPPs are crucial for these demographics;
- Job creation, infrastructure and development: The new emphasis on commercial diplomacy, private investment, and co-financing is designed to stimulate economic growth and development.

A Partnership Poised for the Future

The bilateral relationship between Cameroon and the United States concluded 2025 on a note of robust optimism and clear strategic direction. The dialogue has matured into one between sovereign partners, candidly navigating global shifts while identifying concrete areas for mutually beneficial collaboration.

From the Gulf of Guinea to the negotiating tables on global health, and in the highest echelons of diplomatic dialogue, Cameroon has consistently asserted its role as a stable, strategic, and proactive nation. The United States, in turn, has demonstrated through its engagements that it views Cameroon as an indispensable partner in Central Africa. Nurturing this dynamic partnership to continue addressing shared challenges, unlocking new avenues for prosperity, security, and health for the people of both nations remains a priority.

● Joel Tresor Nyonka'a, Ph D



PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

LE « MADE IN CAMEROON » AU DÉFI DE LA LABELLISATION

Le 10 février 2026, l'Institut Français du Cameroun a accueilli la 2^e édition des Cafés de la Propriété Intellectuelle pour débattre de la protection des savoir-faire locaux.

Experts de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (Oapi) et acteurs de la société civile ont exploré les mécanismes juridiques permettant de transformer le génie créateur camerounais en un levier de diplomatie culturelle et commerciale. Dans un environnement mondialisé, la différenciation des États repose désormais sur la capacité à s'approprier et à protéger leur génie créateur.

Si l'économie camerounaise s'adapte depuis les indépendances aux besoins de ses consommateurs, le concept de « Made in Cameroon » n'a véritablement pris corps qu'en 2019, lors du salon de promotion des savoir-faire traditionnels d'Edéa.

Cette marque nationale s'affine aujourd'hui grâce à la propriété intellectuelle, qui garantit des droits exclusifs sur les biens et services produits, offrant ainsi une primeur stratégique dans les négociations internationales. Le système de protection se subdivise en deux branches complémentaires : la propriété littéraire et artistique, relative au droit d'auteur, et la propriété industrielle, qui englobe les brevets, les marques, les dessins et les modèles. Pour démocratiser l'accès à ces outils, l'Orga-

nisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) déploie plusieurs mécanismes d'accompagnement. Ces efforts incluent la mise à disposition d'informations technologiques via des centres de documentation spécialisés, la création de Masters en ingénierie pour renforcer l'exploitation des brevets, ainsi que l'octroi de subventions significatives, allant de 20 % pour les marques à 90 % pour les inventions.

L'enjeu pour les États membres de l'Oapi consiste désormais à transformer ces opportunités en politiques publiques pérennes. L'adoption d'une stratégie nationale d'innovation, l'audit systématique du potentiel des entreprises locales et le renforcement de la digitalisation des procédures apparaissent comme les priorités de cette nouvelle ère industrielle. L'intégration de la propriété intellectuelle dans le système éducatif dès le cycle primaire et l'intensification des relais de sensibilisation, à l'instar des Cafés de la Propriété Intellectuelle, constituent les jalons essentiels pour endiguer la contrefaçon et valoriser durablement le patrimoine national.

● Louis Armand Ndzana Zogo

ECONOMIC DIPLOMACY & FOREIGN POLICY

FROM PRESIDENTIAL VISION TO COORDINATED ACTION

Once confined to a ceremonial role, Cameroon's economic diplomacy has now emerged as a central instrument of foreign policy. Inspired by the vision of President Paul Biya and coordinated by MINREX, it is built on stronger institutional cooperation, diversified partnerships, and deeper integration into regional and global dynamics.

In Cameroon, economic diplomacy has moved from the margins to the very heart of foreign policy. Once limited to ceremonial representation, it now embodies a development-oriented approach, designed to integrate the country into global markets and attract strategic partnerships. This shift is not accidental: it reflects the vision of President Paul Biya, who sees diplomacy as a lever for growth and modernization.

At the center of this transformation stands the Ministry of External Relations (MINREX). More than a traditional diplomatic institution, MINREX has become the strategic coordinator of Cameroon's external action. Its mission now extends to promoting investment, facilitating trade, and opening access to new markets. Around it, a network of ministries and agencies—MINEPAT, MIN-COMMERCE, MINMIDT, MINPMEESA, API, chambers of commerce, and employers' organizations such as GICAM—has been mobilized. Together, they form an intersectoral architecture that aligns domestic policies with international commitments.

This new diplomacy is not confined to theory. It takes shape in prospecting missions, business forums, and the negotiation of agreements. The partnership with the Commonwealth Enterprise and Investment Council (CWEIC) is a telling example. By creating an economic hub linking Cameroon, Gabon, and Togo, it provides

a platform where public and private actors can meet, identify bankable projects, and stimulate investment flows.

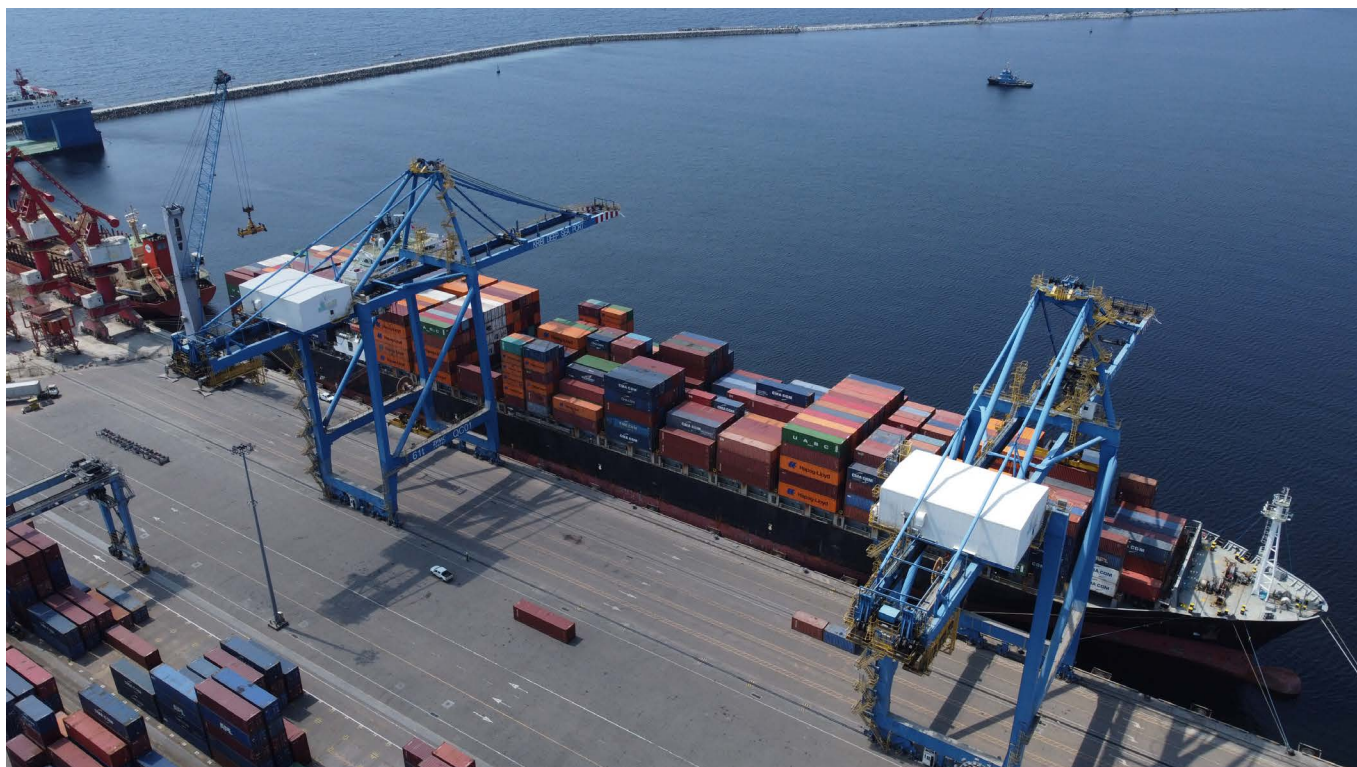
Diversifying Partnerships Across Regions

Geographic diversification is another hallmark of this approach. Latin America, with Brazil as a model of industrialization, offers lessons in local value addition. Asia opens doors to technology transfer and infrastructure development. Europe remains a key partner for concessional financing and export competitiveness, while the Middle East emerges as a hub for energy and logistics. On the African continent, Cameroon prioritizes regional integration and the opportunities of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).

Central Africa, however, remains the primary strategic sphere. Within CEMAC and ECCAS, Cameroon positions itself as a transit and redistribution platform, leveraging the ports of Douala and Kribi, transport corridors, and energy projects. Here, economic diplomacy intersects with peace, security, and governance—conditions essential for attracting investment.

● Oumarou Nchare,
Minister Plenipotentiary,
Consul General of Cameroon in Jeddah





DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE

LE MINREX AFFINE SA FONCTION DE PROMOTION

Dans un contexte de mondialisation, le Cameroun engage une diplomatie économique plus spécialisée de sorte à transformer ses missions diplomatiques en leviers de croissance et d'influence pour les entreprises nationales.

Définie par la Convention de Vienne de 1961, la fonction de promotion est le maillon essentiel du rayonnement d'un pays. Pour le Cameroun, elle ne doit plus se limiter à une simple représentation d'apparat. Comme le démontre l'action du Chef de l'État, S.E. Paul Biya, lors de ses récents sommets stratégiques (Focac en Chine, Sommet États-Unis-Afrique), l'accompagnement institutionnel est devenu le précurseur indispensable du progrès économique. Mais pour passer de la croissance au véritable développement international, nos entreprises ont besoin d'une expertise diplomatique spécialisée.

Le premier frein à l'expansion de nos champions nationaux réside dans la méconnaissance des corpus juridiques étrangers. Une fonction de promotion spécialisée permettrait une appropriation des normes du pays hôte, facilitant ainsi la conformité des entreprises camerounaises.

Plus encore, cette expertise permettrait d'étudier la « perméabilité » entre les normes locales et le droit Oha-da. Cette ingénierie sociétale est cruciale : elle permet d'envisager des fusions transfrontalières ou des alliances stratégiques qui resteraient autrement impossibles faute de maîtrise des réseaux et de l'écosystème des affaires du pays accréditaire.

Vers la création de pôles de représentation commerciale

La solution réside dans une refonte structurelle de nos missions diplomatiques. La création d'un pôle de représentation commerciale au sein des ambassades et consulats permettrait d'offrir des services de consultation à haute valeur ajoutée.

Le statut diplomatique doit être mobilisé comme un avantage compétitif pour accéder à l'information stratégique. Un Chef de Mission impliqué dans le plaidoyer commercial peut faciliter :

- L'accès direct aux réseaux d'influence du pays hôte ;
- L'intégration des investisseurs camerounais aux bourses des valeurs mobilières étrangères ;
- Un lobbying efficace sur les appels d'offres internationaux ;
- Le référencement vers des partenaires et fournisseurs fiables.

Cette spécialisation, bien qu'exigeante en ressources financières et techniques, est le prix à payer pour une veille stratégique efficace. En investissant dans cette « diplomatie de combat », le Cameroun garantira à ses entreprises non seulement une insertion réussie, mais surtout une pérennité sur les marchés mondiaux.

● **Eliane Ewombe Ekollo, Ph D**



**14^{ème} Conférence
Ministérielle de l'OMC
Yaoundé - Cameroun**

2026

26 - 29 March 2026



OMC-CM14

LE CAMEROUN PEAUFINE LES DERNIERS RÉGLAGES

Désigné pays hôte, le Cameroun a lancé les préparatifs de cette rencontre d'envergure avec l'ambition d'offrir une organisation conforme aux standards internationaux et de consolider son image d'acteur majeur du multilatéralisme commercial.

Coutumier des rendez-vous de haut niveau, le pays s'active pour offrir un cadre à la hauteur de l'événement. Le Palais des Congrès de Yaoundé, site principal de la conférence, est en cours d'aménagements destinés à offrir un cadre optimal à la 14e Conférence ministérielle de l'OMC. A cet effet, le 20 janvier 2025, le Premier ministre s'est rendu à l'Hôtel Mont Fébé pour s'enquérir de l'avancement des travaux, illustrant la volonté des autorités de garantir des infrastructures de qualité à l'envergure de l'événement. Le défi vaut son pesant d'or puisque, le Cameroun sera le deuxième pays à organiser cette rencontre sur le continent africain, après le Kenya en 2015. Elle intervient dans un contexte où le commerce mondial est marqué par des tensions croissantes : retour des pratiques protectionnistes, fragilisation du multilatéralisme et interrogations sur l'avenir des échanges internationaux.

Le Cameroun au sein de l'OMC

Le Cameroun s'est affirmé ces dernières années comme un acteur influent au sein de l'OMC. Il a coordonné le Groupe africain, aussi bien au niveau des Ambassadeurs à Genève qu'au niveau Ministériel lors des CM12

et CM13. Fort de ce leadership, la candidature du Cameroun, proposé par le Président S.E Paul Biya et soutenue par l'Union Africaine, a été validée par la majorité des membres. La décision y afférente, a été entérinée lors de la CM13, tenue du 26 février au 1er mars 2024, consacrant une victoire diplomatique pour le Chef de l'État camerounais.

Afin d'assurer le succès de l'événement, un Comité national d'organisation, issu du Comité technique national de suivi des Accords de l'OMC a été mis en place. Pour sa consolidation, il a été élargi à l'ensemble des administrations concernées et subdivisé en dix sous-comités. Ces derniers travaillent en étroite collaboration avec les experts du Secrétariat de l'OMC, en présentiel comme en virtuel.

Le cadre opérationnel de l'événement est désormais scellé : le cahier des charges a été signé le 26 mai 2025 entre l'État du Cameroun et l'OMC, sous l'égide de la Primature. Cet engagement formel s'est traduit, début février 2026, par une séance de travail décisive entre une délégation de l'OMC et le Secrétariat général du ministère des Relations extérieures.

Ce dialogue constant ne date pas d'hier. Entre septembre 2022 et février 2026, pas moins de cinq missions préparatoires conjointes ont permis d'affiner les rouages de ce rendez-vous international, incluant notamment une mission d'experts camerounais à Genève en décembre dernier. Le Cameroun est désormais en ordre de marche pour offrir une organisation exemplaire.

● Martin Ngando



L'excellence hôtelière au cœur de la 14^e Conférence Ministérielle de l'OMC à Yaoundé
Hotel Excellence at the heart of the 14th WTO Ministerial Conference in Yaoundé

Du 26 au 29 mars 2026, la République du Cameroun accueille à Yaoundé la 14^e Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), un rendez-vous majeur de la gouvernance économique mondiale, réunissant ministres, hauts responsables, experts et partenaires internationaux.

À travers cet événement d'envergure, le Cameroun confirme son positionnement comme terre de dialogue, de stabilité et d'ouverture, disposant d'infrastructures modernes capables de répondre aux exigences des grandes rencontres internationales.

Parmi ces infrastructures de référence figure le CONCORD INTERNATIONAL HOTEL (CIH), établissement 5 étoiles, sélectionné comme hébergeur officiel de délégations étrangères participant à la Conférence ministérielle de l'OMC.

Situé en plein centre de Yaoundé, le CONCORD INTERNATIONAL HOTEL s'impose comme le nouveau fleuron de l'hôtellerie de luxe en Afrique centrale. Son architecture moderne et élégante, culminant sur 10 étages, reflète une vision contemporaine de l'hospitalité, alliant raffinement, confort, sécurité et authenticité camerounaise.

Le CONCORD INTERNATIONAL HOTEL dispose de 119 chambres et suites de standing international, dont 24 suites exécutives et 2 suites présidentielles, conçues pour répondre aux standards les plus élevés exigés par les milieux diplomatiques, institutionnels et d'affaires. Il offre également plusieurs espaces dédiés aux conférences, réunions et banquets, qui en fait un véritable hub événementiel, d'affaire et diplomatique au cœur de la capitale politique du Cameroun.

Le CONCORD INTERNATIONAL HOTEL propose par ailleurs une gamme complète de services premium, notamment les restaurants, bars et salons, roof top panoramique, spa, piscine intérieure, salle de sport, galerie marchande, casino, business center et parkings souterrains sécurisés.

Le CONCORD INTERNATIONAL HOTEL est un investissement structurant porté par la Mutuelle des Personnels du Trésor (MUTRESOR) du Ministère des Finances, qui a été inauguré le 30 septembre 2025 par le Premier Ministre de la République du Cameroun, S.E. Chief Dr Joseph DION NGUTE, en présence du Ministre des Finances, M. Louis Paul MOTAZE. Il traduit l'engagement des institutions camerounaises à soutenir le développement d'infrastructures modernes au service de l'État, de la diplomatie et de l'économie nationale.

À l'occasion de la 14^e Conférence Ministérielle de l'OMC, le CONCORD INTERNATIONAL HOTEL contribue pleinement au rayonnement international du Cameroun, en offrant aux délégations étrangères un cadre d'accueil à la hauteur des ambitions du pays.

From March 26 to 29, 2026, the Republic of Cameroon will host the 14th Ministerial Conference of the World Trade Organization (WTO) in Yaoundé, a major event in global economic governance, bringing together ministers, senior officials, experts, and international partners.

Through this significant event, Cameroon reaffirms its position as a land of dialogue, stability, and openness, boasting modern infrastructure capable of meeting the demands of major international gatherings.

Among these leading facilities is the CONCORD INTERNATIONAL HOTEL (CIH), a 5-star establishment selected as the official host for foreign delegations participating in the WTO Ministerial Conference.

Located in the heart of Yaoundé, the CONCORD INTERNATIONAL HOTEL stands out as the new flagship of luxury hospitality in Central Africa. Its modern and elegant architecture, rising to 10 stories, reflects a contemporary vision of hospitality, combining refinement, comfort, security, and Cameroonian authenticity.

The CONCORD INTERNATIONAL HOTEL features 119 internationally renowned rooms and suites, including 24 executive suites and 2 presidential suites, designed to meet the highest standards demanded by diplomatic, institutional, and business circles. It also offers several dedicated spaces for conferences, meetings, and banquets, making it a true event, business, and diplomatic hub in the heart of Cameroon's political capital.

The CONCORD INTERNATIONAL HOTEL also offers a full range of premium services, including restaurants, bars and lounges, a panoramic rooftop terrace, a spa, an indoor pool, a gym, a shopping arcade, a casino, a business center, and secure underground parking.

The CONCORD INTERNATIONAL HOTEL is a major investment undertaken by the Treasury Personnel Mutual (MUTRESOR) of the Ministry of Finance, and was inaugurated on September 30, 2025, by the Prime Minister of the Republic of Cameroon, H.E. Chief Dr. Joseph Dion Ngute, in the presence of the Minister of Finance, Mr. Louis Paul Motaze. It reflects the commitment of Cameroonian institutions to supporting the development of modern infrastructure serving the State, diplomacy, and the national economy.

On the occasion of the 14th WTO Ministerial Conference, the CONCORD INTERNATIONAL HOTEL is making a significant contribution to Cameroon's international standing by offering foreign delegations a welcoming environment befitting the country's ambitions.

THE 14TH WTO CONFERENCE

A STRATEGIC MILESTONE FOR THE REFORM OF THE MULTILATERAL TRADING SYSTEM

With the 14th Ministerial Conference (MC14) of the World Trade Organization (WTO) set to take place in Cameroon, the institution is at a crossroads, facing the need for structural reforms against the backdrop of shifting geopolitical balances. The issues at stake at this summit extend beyond technical matters to encompass global economic governance.

The organisation's main challenge lies in the functionality of its dispute settlement mechanism. Since 2019, the vacancy in the Appellate Body has meant that the system has effectively been reduced to a court of first instance. For developing economies and least developed countries (LDCs), this situation undermines the legal predictability necessary for their integration into global trade. Although transitional initiatives such as the MPIA (Multilateral Interim Arbitration Arrangement) have been introduced, they highlight the urgent need for a global consensus to establish a permanent, independent dispute settlement system.

The architecture of international trade is becoming increasingly complex. The emergence of plurilateral initiatives (JSI) on the digital economy, the environment, and services reflects certain members' desire to make progress on contemporary issues. However, this raises concerns about the cohesion of the multilateral framework. The challenge for MC14 will be to define how these sectoral agreements can be harmoniously integrated into the WTO's common foundation without creating regulatory distortions for non-participating members, particularly those in Africa.

The pivotal role of the Cameroonian Presidency and African priorities

Cameroon's decision to host the conference places significant emphasis on the priorities of the African continent. Three key areas of focus can be identified, notably:

1. Agriculture: Finding a permanent solution to the is-

sue of public food storage remains a priority. The aim is to reconcile the need for food resilience in the face of climate and health crises with multilateral disciplines.

2. Development Policies: Special and differential treatment (SDT) remains a key issue in ongoing debates. The ability of developing countries to benefit from flexibility in their industrialisation is a key negotiating point.

3. Regional Integration: Careful consideration of the complementarity between regional agreements and WTO rules is necessary for the implementation of the African Continental Free Trade Area (AfCFTA).

Prospects for Resolution

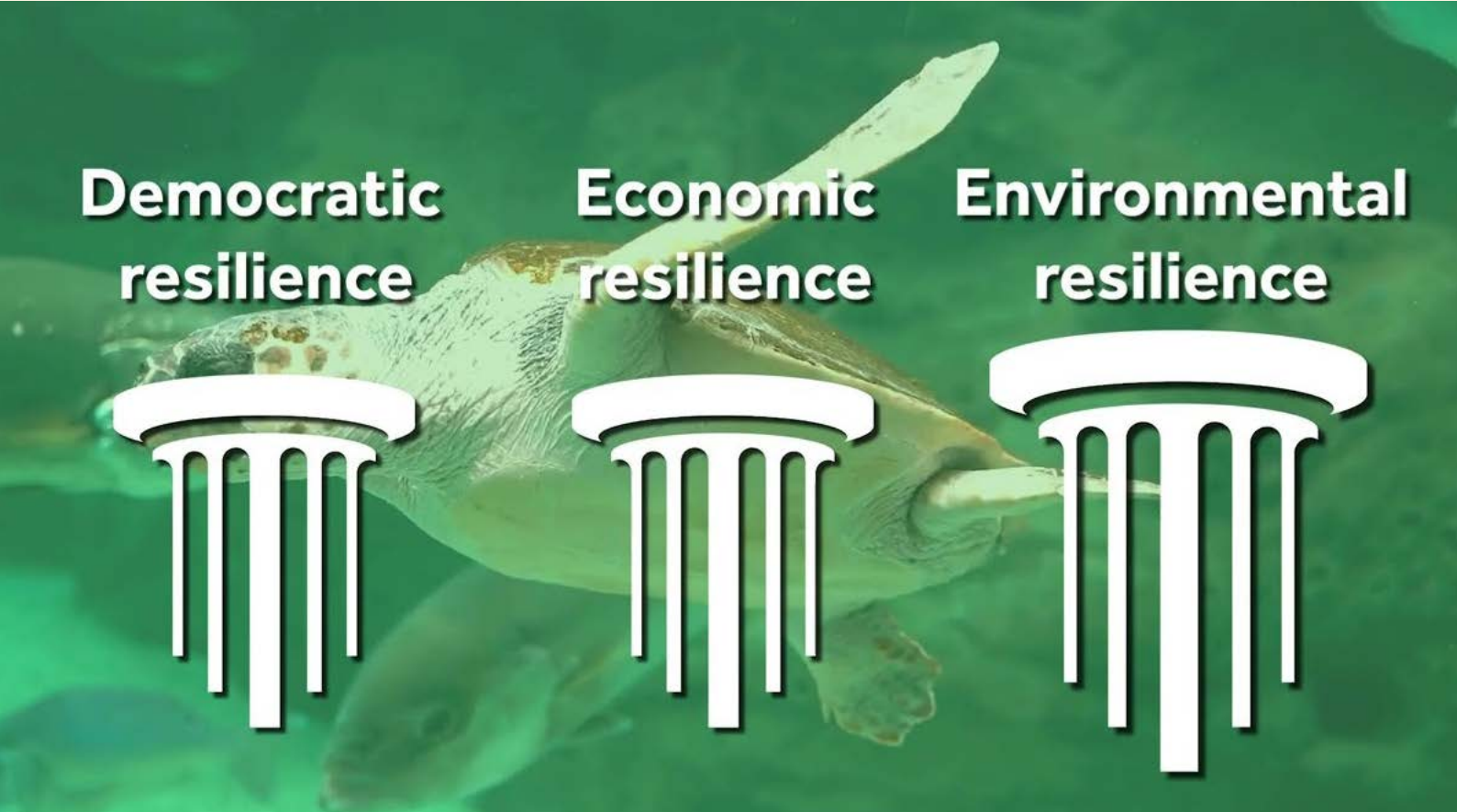
In light of the complexities of the issues transferred from MC13 in Abu Dhabi, three potential courses of action emerged for Yaounde:

- A structural breakthrough: The roadmap for institutional reform were agreed upon, including the possibility of reinstating the Appellate Body.
- A technical status quo: The renewal of existing moratoriums (particularly on electronic transmissions) and marginal progress on fishing subsidies.
- Strategic Repositioning: Affirming the leadership of Africa, which is capable of mediating differences between major trading powers in order to preserve the resilience of multilateralism.

The MC14 meeting in Yaounde will be a significant event that will showcase the capacity of this well-established organisation to adapt to the evolving demands of a dynamic global environment.

● Estelle-Nadia Otele





**Democratic
resilience**

**Economic
resilience**

**Environmental
resilience**

COMMONWEALTH STRATEGIC PLAN 2025–2030

CAMEROON AT THE CROSSROADS OF RESILIENCE AND DEVELOPMENT

Facing global challenges, the Commonwealth's 2025–2030 Strategic Plan offers Cameroon a resilience-driven framework that aligns with its National Development Strategy and supports governance, growth, and sustainability.

As the global development landscape becomes more complex, marked by economic disruptions, climate stress, and youth unemployment, the Commonwealth has adopted a new Strategic Plan for 2025–2030. For Cameroon, a member of the Commonwealth since 1995, this plan comes at a critical moment, coinciding with the implementation phase of the National Development Strategy 2020–2030 (Nds30). In addition to serving as an institutional roadmap, the new Strategic Plan is a political and development framework that defines how the Commonwealth Secretariat will support its 56 member states over the next five years. Understanding its priorities is essential for Cameroon if it is to fully leverage Commonwealth cooperation in support of national development objectives.

At the heart of the Strategic Plan is a unifying concept: resilience. The Commonwealth frames resilience as the capacity of countries and citizens to withstand shocks, adapt to change, and pursue inclusive development. This vision is organised around three mutually reinforcing pillars: democratic resilience, economic resilience, and environmental resilience. Rather than dispersing efforts across many disconnected initiatives, the Secretariat aims to concentrate its technical assistance, policy advice, and partnerships around these three areas—while placing strong emphasis on youth, women, digital transformation, and small or vulnerable states. Democratic resilience focuses on strengthening governance systems, public institutions, and civic participation. The Commonwealth plans to support electoral processes, parliaments, judicial systems, human rights institutions, and public-sector accountability. For Cameroon, this pillar aligns closely with NDS30 priorities related to governance reforms, decentralisation, and improved public service delivery. Commonwealth support in this area can contribute to strengthening local governance structures, enhancing transparency in public



financial management, and promoting inclusive participation in public life.

Economic Resilience is probably the most directly relevant pillar for Cameroon's overall ambition of structural transformation. The Strategic Plan places strong emphasis on inclusive economic growth, private-sector development, access to finance, and intra-Commonwealth trade. The NDS30 identifies industrialisation, agro-processing, SME development, and job creation as central to economic emergence. Through its economic resilience agenda, the Commonwealth can provide technical assistance in trade facilitation, entrepreneurship development, investment policy, and digital economy reforms. Particular attention is given to youth and women entrepreneurs, a priority that resonates strongly in a country where the majority of the population is young and where unemployment and underemployment remain major challenges.

Environmental resilience reflects the growing urgency of climate change and environmental degradation. The Commonwealth commits to supporting climate adaptation and mitigation, sustainable natural resource management, renewable energy, and access to climate finance. For Cameroon, endowed with forests, biodiversity, and agricultural potential, this pillar offers opportu-

nities to strengthen climate-resilient agriculture, forest governance, and green financing mechanisms. These objectives are fully consistent with the NDS30's focus on sustainable development and environmental protection. Beyond the three pillars, the Strategic Plan emphasises partnerships, technology, and institutional modernisation as enablers of impact. The Commonwealth does not position itself primarily as a funding institution, but as a provider of technical expertise, policy support, convening power, and access to global networks. For Cameroon, the real value of the Strategic Plan lies in how well it is integrated into national planning and implementation frameworks. Aligning Commonwealth programmes with NDS30 priorities can help avoid duplication, strengthen reform efforts, and mobilise additional partnerships and resources. Ultimately, the effectiveness of this partnership will depend not only on the Commonwealth's intentions, but on Cameroon's ability to clearly articulate its priorities, coordinate institutions, and actively engage the Secretariat as a strategic partner in achieving its long-term development vision.

● **Anne OBEN,**
Minister Plenipotentiary,
Head of the Commonwealth Department

FRANCOPHONIE-COMMONWEALTH

L'INNOVATION D'UNE CÉLÉBRATION BICULTURELLE

Le Ministère des Relations Extérieures (Minrex) expérimente une commémoration commune de la Journée internationale de la Francophonie et du Commonwealth Day en 2026.

Cette initiative, portée par le Ministre des Relations Extérieures, S.E Mbella Mbella, consacre l'unité du Cameroun dans sa diversité. Le principal avantage de cette approche réside dans la gestion optimisée des ressources. En évitant la duplication des activités, le Minrex renforce la portée de son message.

Trois activités phares ont été retenues pour cette première édition conjointe :

- Une marche sportive inclusive ;
- Une journée « Portes Ouvertes » au Minrex ;
- Une action citoyenne dédiée à la protection de l'environnement.

L'enjeu est subtil : il ne s'agit pas de fusionner les deux institutions, mais de mêler leurs calendriers pour magnifier l'identité biculturelle du pays tout en respectant les spécificités de chaque organisation.

Un double jubilé historique

L'année 2026 ne doit rien au hasard. Elle marque la convergence de deux étapes majeures de l'histoire diplomatique nationale :

- Les 50 ans d'appartenance à la Francophonie (depuis 1975) ;
- Les 30 ans d'adhésion au Commonwealth (depuis 1995).



Des idéaux partagés

Malgré des origines différentes, les deux organisations se rejoignent sur des valeurs essentielles : paix, démocratie, droits de l'homme et développement durable. Cette célébration intégrée s'aligne d'ailleurs sur le thème du Commonwealth cette année, axé sur la résilience et la prospérité commune.

Le Cameroun ne se contente pas de célébrer ses partenariats internationaux; il célèbre son propre modèle de cohabitation et son rayonnement mondial. Cette commémoration se veut un message de fierté, rappelant que dans un monde en quête de repères, notre diversité demeure une force et un héritage à préserver.

● Yves Paulin Tinteu Tenefosso





AGRI SPORT

WHAT IF THE AFRICAN CONTINENT WERE TO CRAFT A NEW LEGEND?

When sport becomes a strategic tool for promoting agricultural development, creating jobs and fostering economic diplomacy.

In a world grappling with food insecurity, climate change and mounting pressure regarding youth employment, Africa is exploring innovative development models that utilise its indigenous resources. AGRI SPORT International is a distinctive pan-African initiative that combines sport, agriculture, and productive investment to promote economic, social, and diplomatic transformation.

Sport as a tool for economic diplomacy and sustainable development

Historically restricted to its role in fostering social cohesion and cultural exchange, sport is now being recognised as a significant tool in the realm of economic diplomacy.

On a global scale, sport influences financial flows, shapes collective imaginations, and mobilises entire communities around the values of performance, discipline, and resilience.

Africa, with its young population, exceptional agricultural potential and internationally renowned athletes, possesses considerable strategic resources. However, these assets are not yet being coordinated effectively. AGRI SPORT International was established in this largely untapped area of convergence with the objective of transforming sport into a catalyst for agricultural investment, sustainable job creation and international cooperation.

AGRI SPORT International: an African solution to a global problem

AGRI SPORT International is an organisation that promotes and supports investments by athletes in the agricultural sector. The organisation is based on two key observations.

On the one hand, many African and international athletes have financial resources, high visibility and proven social leadership, yet they do not always benefit from secure

and structured frameworks for sustainable investment in productive sectors. On the other hand, despite its potential, African agriculture continues to suffer from a lack of private investment, innovation and value chain development.

Recognising this, AGRI SPORT International acts as a strategic bridge between sport and agribusiness, encouraging athletes to play a key role in the development of African agropastoralism. Whether acting alone or in collaboration, they form a group of investors with the capacity to provide backing for the development of innovative and value-creating agricultural projects.

Shifting perceptions of agriculture and investing in the future

Beyond its core objective of raising capital, the initiative plays a pivotal role in transforming perceptions of agriculture. Promoted by high-profile sportspeople, agriculture is now being presented as a modern, innovative and economically attractive sector that can offer real opportunities to young people.

Through their foundations, community projects and personal commitment, sportspeople are supporting young agripreneurs, boosting local economies and strengthening communities' food resilience. AGRI SPORT International also provides a tangible opportunity for them to diversify their income and prepare for life after their sporting careers. This initiative is in line with the

African Union's Agenda 2063 and the Sustainable Development Goals, particularly those relating to modern agriculture, innovation and local knowledge..

A pan-African vision of solidarity and inclusive development

AGRI SPORT International has an innovative vision for African solidarity, namely to empower athletes to drive agricultural transformation and food sovereignty. The initiative's objective is to establish a collaborative ecosystem that integrates sport, agribusiness, entrepreneurship, youth employment and economic development. The organisation's clear ambition is to ensure that at least one athlete in each country invests in or supports a substantial agricultural project. By encouraging African and international athletes to engage in long-term agricultural entrepreneurship, AGRI SPORT International hopes to generate wealth, support aspiring agripreneurs and strengthen communities' economic autonomy.

Continental institutional anchoring, a key factor in ensuring credibility

AGRI SPORT International's key strength lies in its solid pan-African institutional foundations. It enjoys the support of the African Union, notably through the Inter-African Plant Protection Council (AU-IAPSC), which promotes sustainable agriculture that respects health and





the environment. It also has the backing of the African Union Sports Council, which highlights the importance of sport in socio-economic development. This strategic alignment allows AGRI SPORT International to fully align itself with continental priorities in the areas of youth, employment, productive investment, and sustainable development.

Cameroon, a testing ground for a pan-African model with export potential

Cameroon was selected as a pilot country on the basis of its agro-ecological zones, its agricultural potential, the vitality of its young population, and its influence in the sporting world. Through AGRI SPORT Cameroon, structured agricultural projects are being rolled out, stakeholders in sport and agriculture are being mobilised, and partnerships are being developed with public institutions, local authorities, and technical and financial partners. Cameroon is thus becoming a genuine laboratory for agri-sport economic diplomacy, with the potential to serve as a model for other African countries and further afield. Event platforms serve as tools for African soft power. AGRI SPORT International relies on high-level events designed to increase international visibility and encourage economic activity.

- The CAN de Terre, organised alongside the Africa Cup of Nations, promotes the involvement of African athletes in the agribusiness sector and draws attention to

the strategic agricultural sectors of the participating countries.

- The Second Career is a premium pan-African forum dedicated to preparing athletes for life after sport, focusing on knowledge transfer, impact and sustainability.
- The World Agri Sport Challenge, organised alongside major global sporting events, aims to showcase African agriculture to the world's sporting elite.

Scaling up to amplify impact

AGRI SPORT International is now entering a decisive phase in its development. Following the structuring of the concept and consolidation of the organisation, the initiative is now looking to grow in order to maximise its economic and social impact.

This new stage requires the mobilisation of financial, institutional and human resources. Sponsors, businesses, diplomatic institutions, development partners, the diaspora, patrons and top athletes are all invited to join this innovative, meaningful and forward-looking pan-African initiative.

AGRI SPORT International is a comprehensive initiative with far-reaching implications. The vision is for Africa to transform its sporting talent into drivers of food sovereignty, shared prosperity and global influence.

● **Agri Sport**

LIONS INDOMPTABLES

ARTISANS D'UNITÉ ET VITRINE DU PAYS

Transcendant le simple cadre sportif, les performances des Lions Indomptables à la Coupe d'Afrique des Nations au Maroc (21 décembre 2025 – 18 janvier 2026) ont renforcé l'unité nationale et projeté l'image d'un Cameroun résilient et conquérant sur la scène internationale.

Les Lions Indomptables ont une fois de plus montré que le football pouvait dépasser le cadre sportif pour devenir un vecteur de cohésion nationale. Dans un Cameroun riche de plus de 180 ethnies, où les différences sociales et culturelles rendent l'unité complexe, chaque match a rassemblé les foules et a créé des moments de communion. Des maillots aux drapeaux, les célébrations populaires ont manifesté une fraternité nationale, visible dans les gestes et les rassemblements, permettant aux Camerounais de se reconnaître dans une même équipe et de partager une fierté commune.

Face à l'adversité sportive, les Camerounais se sont unis derrière leurs joueurs. Ce mécanisme illustre comment l'existence d'un adversaire, réel ou imaginaire, a servi de catalyseur de solidarité. Les Lions ont ainsi offert une réponse symbolique aux tensions sociales et politiques des derniers mois : leurs buts ont été autant de respirations collectives, autant de preuves que le « vivre ensemble » pouvait se réaffirmer dans l'espace public. Au-delà des embrassades et des chants, leurs prestations ont nourri une dynamique de fraternité qui a contribué à consolider l'unité nationale. Comme le rappelait S.E Ahmadou Ahidjo, « le sport est l'une des activités grâce à laquelle tous les Camerounais... se rendent compte fraternellement qu'ils font partie d'une même famille. »

À l'international, les Lions Indomptables ont projeté une image de résilience et de combativité. Dans un monde où le sport est devenu un levier diplomatique, leurs performances ont donné au Cameroun une visibilité positive. Même sans sacre final, leur présence et leur style de jeu ont prolongé une tradition inaugurée par Roger Milla et poursuivie par Samuel Eto'o : celle d'un pays qui, par le football, compense ses limites diplomatiques et économiques pour s'inscrire dans la mémoire collective mondiale.

Le football a ainsi fonctionné comme un instrument de soft power. Amplifié par les médias et les réseaux sociaux, il a façonné une conscience collective et a donné au Cameroun une reconnaissance symbolique. Être « du pays des Lions Indomptables » est resté un capital identitaire fort, qui a permis à de nombreux compatriotes de bénéficier d'une image positive à l'étranger.

En consolidant l'unité nationale et en renforçant le rayonnement international du Cameroun, les Lions Indomptables ont montré que le football ne saurait être réduit à un simple divertissement. Dans la mondialisation et sa société du spectacle, il apparaît comme un instrument de puissance douce, un prolongement de la politique par d'autres moyens.

● Jean Renaud Bikoe, Ph. D



PROCÉDURE D'OBTENTION D'UN VISA SUR LA PLATEFORME E-VISA DU CAMEROUN

PRÉREQUIS

Vous devez avoir en votre possession les éléments suivants :

- 1) Un ordinateur ou téléphone Android
- 2) Une connexion internet
- 3) Un passeport en court de validité
- 4) Une carte bancaire VISA ou MASTERCARD
- 5) Scanner séparément les pièces justificatives de la demande de visa

MODALITÉS

1) Le visa d'entrée, suivant le cas, sera dorénavant délivré avec entrées multiples ; et sa durée a été prolongée. Celle-ci court désormais jusqu'à six (06) mois pour le visa court séjour, et douze (12) mois pour le visa long séjour.

2) Les tarifs pour leur part ont été harmonisés et se présentent comme suit :

- Visa court séjour ordinaire (06 mois) : 100 000 FCFA ;
- Visa court séjour express (06 mois) : 150 000 FCFA ;
- Visa long séjour ordinaire (12 mois) : 150 000 FCFA ;
- Visa de transit avec arrêt de plus de 4 jours : 100 000 FCFA ;
- Visa de prorogation : 150 000 FCFA.

N.B : Toutes ces prestations sont hors frais de transaction bancaire.

PROCÉDURE

1) Le pré-enrôlement en ligne par le demandeur

Tout d'abord vous devez accéder à la plateforme <https://evisacam.cm/> ou <https://evisacam.com/>. Sur la page d'accueil de la plateforme vous pouvez soit créer un compte ou soit vous connecter si vous en avez déjà un. Cette page s'illustre ainsi :



Une fois connecté, vous accédez à la page de gestion de vos demandes de visas, et vous cliquez sur « **Demandes de visas** » :



Vous accédez à une nouvelle page dans laquelle vous devez cliquer sur « **Nouvelle demande** »



Vous accédez donc au formulaire de la demande de visa dans lequel vous devrez obligatoirement renseigner tous les champs marqués en rouge « * ». Ce formulaire s'illustre de cette manière :

Après avoir rempli le formulaire, vous le sauvegardez, puis vous accédez à la page de chargement des pièces justificatives. Cette page s'illustre de la manière suivante :

Après avoir chargé toutes les pièces justificatives, cliquez sur « Etape suivante ». Vous accéderez à la page de vérification de vos informations. Si tout est correct, cliquez sur « **Finaliser et payer** ».

2) Le paiement des frais en ligne

Il se fait via divers modes notamment : Master card et Visa. A la suite de cette opération, le demandeur reçoit une notification de la preuve de paiement par courrier électronique ou SMS quelques minutes plus tard. Si vous ne le recevez pas dans votre courriel, veuillez vérifier vos spams. Si vous n'avez rien reçu sur vos spams, allez sur la page de gestion de vos demandes de visas pour télécharger votre preuve de paiement. Ce document s'illustre ainsi :



3) Le traitement de la demande

Il s'effectue par la Mission Diplomatique ou le Poste Consulaire juridiquement compétent ou géographique proche. Pour les demandeurs des zones éloignées des Postes et de non couverture, une autorisation de délivrance de visa en ligne assortie d'un QR Code, clôturera cette phase. Pour ceux résidant dans la ville où est situé le Poste compétent, une notification générée automatiquement leur est envoyée par courrier électronique ou SMS pour une prise de rendez-vous pour la formalité d'enrôlement biométrique. L'une ou l'autre des procédures se déroule dans un délai de 72 heures après le pré-enrôlement. Ce délai est de 24 heures dans le cadre d'une procédure expresse. Le document contenant le QR Code s'illustre ainsi :



4) L'apposition du visa

Elle s'effectue soit au Poste frontière d'entrée pour les détenteurs de l'autorisation 6 de délivrance de visa en ligne, soit au Poste Diplomatique ou Consulaire compétent pour les demandeurs qui y ont effectué leur enrôlement biométrique. Il faut préciser à l'intention des membres du corps diplomatique que la procédure de demande de visa d'entrée sur le territoire national est la même pour les visas de courtoisie, **excepté l'étape du paiement en ligne car ces visas demeurent gratuits.**

AUTHENTICATION OF CERTIFICATES, ATTESTATION OF RESULTS, TRANSCRIPTS, REPORT BOOKLETS AND SCHOOL ATTENDANCE CERTIFICATES: TERMS AND CONDITIONS TO BE FULFILLED, APPLICATION FILE, HOW LONG DOES IT TAKE FOR THE FILE TO BE PROCESSED AND THE UNDERSIGNED.

In order to go for further studies or training abroad without any hassle, any Cameroonian who is a holder of any of the following documents (certificates, attestation of results, transcripts, school attendance certificates, etc.) obtained from any State university, private higher education institution under the supervision of any State university, or even a private denominational university, in both the French and English speaking sub-systems, should first and foremost have the documents authenticated at the Ministry of External Relations. This procedure also applies to certificates obtained by Cameroonians abroad.

I-CERTIFICATES ISSUED IN CAMEROON

Required Documents: For the French-speaking Sub-system:

The file shall comprise: a handwritten application addressed to the Minister of External Relations; a certified true copy of the document to be authenticated, certified by the competent university authorities; and a photocopy of the certified document.

For the English-speaking Sub-system

The file shall comprise: a handwritten stamped application addressed to the Minister of External Relations; a copy of the Confirmation of results, which is mandatory for those with "results slips" (Confirmation of results should be stamped); a certified true copy or photocopy of the certificate.

NB: Certificates, transcripts or attestation of results issued by the Office du Baccalaureat (Cameroon Baccalaureate Board) should be certified at the Department of Authentication and Certification of the Ministry of Higher Education (MINESUP), then be stamped. The original certificate is also required, for transcripts or attestations of three years or more.

For the photocopies of certificates and attestations issued after fulfil-

ling requirements in examinations organised by the Ministry of Secondary Education (MINESEC), certification shall be done at MINSEC or at the Regional and Divisional Delegations of said examination centres. A stamped handwritten application shall be included in the file to be deposited at Minrex.

State Universities

The file shall consist of a stamped handwritten application addressed to the Minister of External Relations, a copy of the certificate, certified by the competent university authority and a photocopy of the certified copy. The copy shall then be stamped and photocopied.

Private Higher Education Institutions under the Supervision of State Universities

The file shall comprise a copy of the Attestation of Results or Certificate certified by the supervising university.

Higher National Diplomas (BTS, HND...)

The file shall comprise a stamped handwritten application addressed to the Minister of External Relations; a copy of the certificate, certified by MINESUP; a photocopy of the certified copy.

Private Denominational Universities

The file shall consist of a handwritten, stamped application addressed to the Minister of External Relations; a copy of the certificate, certified by the competent university authorities.

NB: The procedure is the same where several documents are to be authenticated all at once. The applicant shall draft one handwritten application addressed to the Minister of External Relations, indicating the number of documents to be authenticated.

How Long Does it Take to Process Applications?

Minrex takes 72 hours to process any application, as from the day of submission.

The Undersigned of the Document

The undersigned of the authenticated document shall be: either the Secretary General or Director of Protocol, Ceremonies and Consular Affairs or Sub-Director of Privileges, Immunities and Consular Affairs and, where necessary, the Minister of External Relations and Ministers Delegate.

II - CERTIFICATES ISSUED ABROAD

In this case, there are two possibilities.

First and foremost:

Before the certificate is used in Cameroon, it should be certified by

the Ministry of Foreign Affairs of the country where it was countersigned by the Cameroon Ambassador in said country.

Second:

The certificate should be certified

by the Embassy of the country in Cameroon.

N.B. This also applies to any attestation of results, transcripts and school attendance certificates.



MINISTRY
OF EXTERNAL RELATIONS



CAMEROONIANS OF THE DIASPORA

CAMEROON'S CONSULAR SERVICES

are now accessible online



To apply for your consular cards, laissez-passer or any other official documents, simply log on to

www.evisacam.cm / www.evisacam.com

- ✓ 24h/d
- ✓ 7/7
- ✓ Real-time tracking
- ✓ User-friendly & fast

With Evisa, Visiting Cameroon becomes easier

contact@evisacam.cm



PERFORMANCE

LE MINREX OUTILLE SON PERSONNEL

Face aux impératifs d'efficacité de l'administration diplomatique, le ministère des relations extérieures a engagé une mue profonde de ses méthodes de travail en s'imprégnant des subtilités du budget-programme.

Pendant plus d'une décennie, le budget-programme a souvent été perçu au sein de l'administration camerounaise comme un domaine réservé à un cercle restreint d'experts. Pour briser cette barrière et moderniser ses pratiques, le Ministère des Relations Extérieures a réuni, du 08 au 12 décembre 2025, l'ensemble de ses personnels des services centraux et des cabinets pour une immersion dans la Gestion Axée sur les Résultats. Cette initiative, dictée par une volonté de transparence et d'efficacité, vise à transformer chaque agent public en un véritable acteur de la performance de l'État.

Au cœur des échanges, la pédagogie a pris le pas sur la technique pure. La réflexion a permis de déconstruire la structure du budget-programme pour en montrer la logique opérationnelle : une architecture où chaque programme national s'articule en actions concrètes, elles-mêmes portées par des activités et des tâches précises. Plus qu'une simple réforme comptable, cette approche impose un changement de paradigme individuel, rendant chaque collaborateur plus responsable et tourné vers un suivi rigoureux des objectifs.

Toutefois, la maîtrise de ces nouveaux outils exige également un sens aigu des réalités. L'accent a été mis sur l'importance du réalisme budgétaire, rappelant que l'exécution technique des dépenses doit composer avec les contraintes du terrain, car le budget voté ne correspond pas toujours aux réalités de l'exécution. Dans ce contexte, le rôle du contrôleur de gestion a été clarifié pour ne plus être confondu avec celui d'un censeur ou d'un inspecteur. Il s'agit d'un accompagnateur de proximité dont la mission est d'aider les gestionnaires à maintenir le cap vers les résultats escomptés.

Cette session marque le début d'un déploiement plus vaste, les personnels des services déconcentrés et extérieurs ayant déjà manifesté leur volonté de rejoindre cette dynamique de mise à niveau. La satisfaction affichée par les participants témoigne d'une réelle volonté de la diplomatie camerounaise d'approfondir sa culture de la performance pour mieux répondre aux défis contemporains.

● Jeanne Adoh Mabiom

MINREX - SED

ADMINISTRATIVE SYNERGIES IN ARCHIVES MANAGEMENT

The purpose of the working visit carried out on Tuesday, 2 December 2025, at the Ministry of External Relations (Minrex) by a delegation from the State Secretariat in Defense (SED) led by Lieutenant Fiala Ariane.

This meeting is the first of its kind and aims to strengthen conservation, classification and document communication practices between these two key Cameroonian institutions. The visit had two highlights. Firstly, a working session was held, chaired by Mr Jean Patrice KOE Jr., Director of Communication, Documentation and Diplomatic Archives. The purpose of the session was to enable SED officials to learn about the methods of collection, classification, conservation and communication of diplomatic archives implemented within the Ministry of External Relations and its External Services. At this level, emphasis was placed on the regulatory framework surrounding these various activities. The texts governing the process of collecting, processing and communicating diplomatic archives were presented.

With regard to the communication of diplomatic archives, users who meet the conditions may consult certain documents in the diplomatic archives. In addition, they are required to submit a request for consultation and pay the relevant consultation fees to the treasury. The processing of archives at diplomatic missions was a particular focus of the programme. The State has made

significant efforts to process and repatriate diplomatic archives. In 2025 alone, the diplomatic archives of the Cameroonian embassies in Brazzaville, Libreville, Kinshasa, Rabat and Washington were processed.

The issue of archive confidentiality was discussed during this exchange. Both diplomatic and defence archives are classified as confidential. The question at this level was how to make them accessible to users without compromising their confidentiality. Only an effective regulatory framework can ensure that archives remain confidential while also being accessible.

The second phase consisted of a guided tour of the storage facilities and processing room of the Diplomatic Archives at Minrex, led by the heads of these departments. This offered concrete insight into the Ministry's archival practices. SED staff were thus able to gain practical insight into Minrex's archiving and preservation processes.

This meeting highlights the importance of sharing experience and building capacity in the vital area of document management within the Cameroonian administration.

● Francine Ngayap





FIGHT AGAINST HIV/AIDS

THE MINISTRY OF EXTERNAL RELATIONS PRIORITISES PREVENTION STRATEGY

In the lead-up to World AIDS Day, an annual event initiated by the World Health Organization (Who) and held on 1 December each year, the Ministry of External Relations organised a screening and health check-up campaign for its staff on Thursday, 20 November 2025.

This initiative focused on prevention, medical monitoring and promoting well-being in the workplace. Emphasising individual and collective responsibility, this activity was very well received by staff in a friendly and responsible atmosphere. Throughout the day, ministry staff had access to a range of free medical services provided by health professionals brought in for the occasion. These included Hiv/Aids testing, monitoring of vital signs, and checks of blood pressure and blood sugar, as well as other routine health assessments.

The initiative aimed to strengthen HIV/AIDS prevention through early screening and raise awareness among staff of the importance of regular medical check-ups. Through this initiative, Minrex reaffirmed its commitment to contributing to national efforts to combat HIV/AIDS while promoting a healthy and safe working environment.

Speaking at the event, a central government official emphasised the importance of prevention in the workplace: "The fight against HIV/AIDS depends first and foremost on information, voluntary testing and responsible behaviour. By organising this campaign, the Ministry of External Relations intends to protect the health of its staff and contribute effectively to national and international prevention efforts, with the ultimate goal of ending the pandemic by 2030".

Participants praised the organisation of the event, which enabled them to find out their HIV status and receive personalised advice on healthy living, chronic disease prevention, and regular medical check-ups. Health professionals emphasised that early screening and appropriate medical follow-up are key to combating the disease and reducing the risk of complications and transmission.

In addition to HIV/AIDS, the day also provided a platform to raise awareness about other pressing public health concerns, including high blood pressure and diabetes, which are gaining prominence. The check-ups revealed imbalances requiring medical treatment, thus demonstrating the usefulness of such local campaigns. MINREX has once again demonstrated its commitment to combatting HIV/AIDS by organising a day of action. The event highlights the importance of prevention as a key strategy in the fight against chronic and infectious diseases. All participants gave the initiative a unanimous welcome. They said that they were happy to have taken part in the campaign and to return to their posts, armed with the protection kit that had been kindly provided by the organisers. This is an eloquent testimony to Minrex's commitment to responsible, sustainable and shared prevention.

● **Zilli Mekoulou**

GESTION DES RÉFUGIÉS

LE PARI DE LA SOUVERAINETÉ

Le gouvernement camerounais parachève le transfert des compétences du HCR vers ses propres instances nationales en 2026 pour assurer l'autonomie du système d'asile.

Ce passage de relais historique au sein du Ministère des Relations Extérieures, consacre l'aboutissement d'une mutation administrative au service de la souveraineté nationale. Au lendemain des indépendances, le Cameroun ratifie la Convention de Genève de 1951 et celle de l'OUA de 1969. Pourtant, faute de structures dédiées, l'État délègue alors l'intégralité de la Détermination du Statut de Réfugié (DSR) au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). Pendant des décennies, l'agence onusienne reste l'unique gestionnaire de l'identification et de la protection juridique des demandeurs d'asile. Il s'opère alors un tournant législatif et institutionnel important au début des années 2000, précisément le 27 juillet 2005 avec la loi n° 2005/006. Ce texte fondateur place la gestion des réfugiés sous l'égide du Minrex et prévoit deux instances clés : la Commission d'Éligibilité (premier ressort) et la Commission de Recours. Cette architecture est complétée par le décret du 28 novembre 2011, qui crée le Secrétariat Technique (ST). Organe permanent et cheville ouvrière du système, le ST assure désormais l'instruction des dossiers en amont des commissions.

Transfert de compétences

L'activation réelle de ce dispositif s'accélère en 2016 avec la signature du Protocole de transfert de compétences entre le Gouvernement et le HCR. Cet accord stratégique organise le passage de relais à travers deux leviers :



- Le partage de données : Le HCR transfère au Secrétariat Technique l'accès aux bases de données biométriques des demandeurs d'asile.
- L'expertise technique : Un programme intensif de renforcement des capacités forme les agents nationaux aux techniques d'entretien et d'analyse de crédibilité. Aujourd'hui, le Secrétariat Technique, basé à Yaoundé (Bastos), fait office de « guichet unique ». Son rôle est structuré entre le Front-Office (enregistrement et délivrance des attestations de protection contre le refoulement) et le Back-Office (conduite des entretiens individuels et rédaction des avis motivés). Vingt ans après la loi de 2005, l'année 2026 consacre le plein déploiement opérationnel des commissions nationales. Ce transfert définitif de responsabilités ne représente pas seulement une évolution technique, mais marque l'aboutissement d'un processus de maturation où le Cameroun assume désormais l'intégralité de sa mission régalienne face aux enjeux humanitaires contemporains.

● **Carine Nkeh Minga Ivaha,**
Coordonateur du Secrétariat Technique



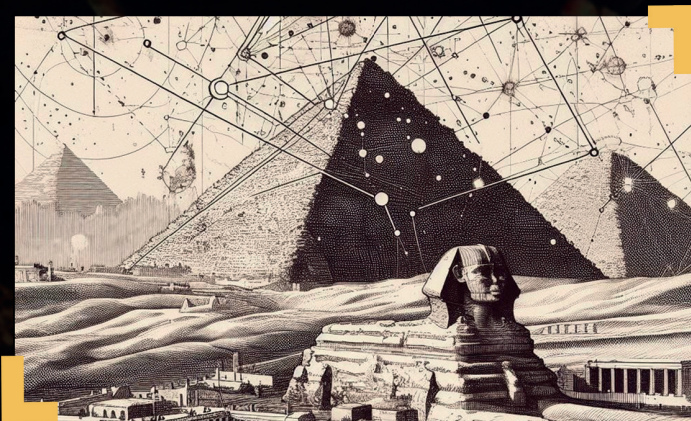


Première édition
NOV 2024
Deuxième édition
FEVRIER 2026

QUAND L'ARCHITECTURE DEVIENT UN ACTE DE SOUVERAINETÉ.

L'Afrique connaît une urbanisation rapide. Les modèles architecturaux importés produisent des villes énergivores, déconnectées de son identité.

Pensé dès l'origine comme une plateforme panafricaine, le projet Ramsès fédère **architectes, urbanistes, artisans, chercheurs, institutions et industriels** autour d'une ambition commune : **Redonner à l'Afrique la maîtrise de son cadre bâti.**



LE PROJET RAMSÈS S'EXPRIME A TRAVERS :

- I. La promotion des talents,
- II. Les Concours architecturaux,
- III. Les événements en présentiel
- IV. La formation continue,
- VI. Les plateformes digitales

CONCOURS THEMATIQUES



Infrastructures



Education



Santé



Hospitalité



Habitat privé



Villes et espaces
publics



Villes et espaces
publics



Architecture
culturelle

**REJOIGNEZ
LE MOUVEMENT**

Construire ensemble les villes africaines de demain
Le projet RAMSÈS vous invite à rejoindre cette
dynamique collective.

CONTACT : +237 691 976 360 / 658 398 720



OPTION DIASPORA

UN NOUVEL ÉLAN POUR LE CAMEROUN EN 2026

Après plus de deux décennies de structuration progressive, le Cameroun et sa diaspora s'engagent en 2026 dans une dynamique renouvelée de coopération, marquée par la tenue du Forum de la Diaspora (Fodias) et la création de la Maison de la Diaspora, deux étapes décisives de cette stratégie.

L'Option Diaspora, apparue à la fin des années 1990, désigne l'ensemble des politiques visant à mobiliser les compétences, les ressources et les initiatives des ressortissants établis à l'étranger au service du développement de leur pays d'origine. Inspirée par des programmes pionniers tels que le Tokten du Pnud ou le Mida de l'Oim, cette approche s'est progressivement imposée comme un levier stratégique de croissance et d'innovation. Au Cameroun, l'institutionnalisation de l'Option Diaspora s'est construite par étapes. La création en 2005 d'une division dédiée au sein du Ministère des Relations Extérieures, l'adoption du Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce) en 2009, puis la Vision 2035, ont posé les bases d'une politique publique intégrant la diaspora comme acteur du développement national. En 2014, le programme « Gestion des Camerounais de l'étranger » a marqué une avancée significative, en offrant un cadre structuré de proximité et de mobilisation.

Perspectives 2026

Sur le plan politique, l'octroi du droit de vote aux Camerounais de l'étranger en 2011 et l'organisation de forums réguliers – Journées d'excellence de la recherche scien-

tifique et de l'innovation, Forum économique et commercial, Forum de la diaspora, Grand dialogue national – ont renforcé les liens entre l'État et ses ressortissants à l'étranger. Les autorités publiques participent également aux initiatives portées par les organisations de la diaspora, telles que le Forum Davoc ou Dias'Invest 237, témoignant d'une volonté de dialogue et de partenariat. L'année 2026 s'annonce comme une étape décisive. La deuxième édition du Forum de la Diaspora (Fodias) et la mise en place de la Maison de la Diaspora constituent deux instruments majeurs pour consolider la confiance et faciliter la mobilisation des compétences et des investissements.

Ces initiatives, placées sous l'égide du Ministère des Relations extérieures, s'inscrivent dans la continuité de la Stratégie nationale de développement (SND30). Elles traduisent l'appel renouvelé du Premier ministre, Chief Dr Joseph Dion Ngute, à l'Unité Nationale et à la contribution active de tous les Camerounais, de l'intérieur comme de l'extérieur, à la dynamique de construction nationale portée par le président de la République, S.E. Paul Biya.

● Léger Félix Ntjenjom Mbohoul, Ph. D
Minister Plenipotentiary



ECONOMIC DIPLOMACY FROM DIASPORA TO MARKET

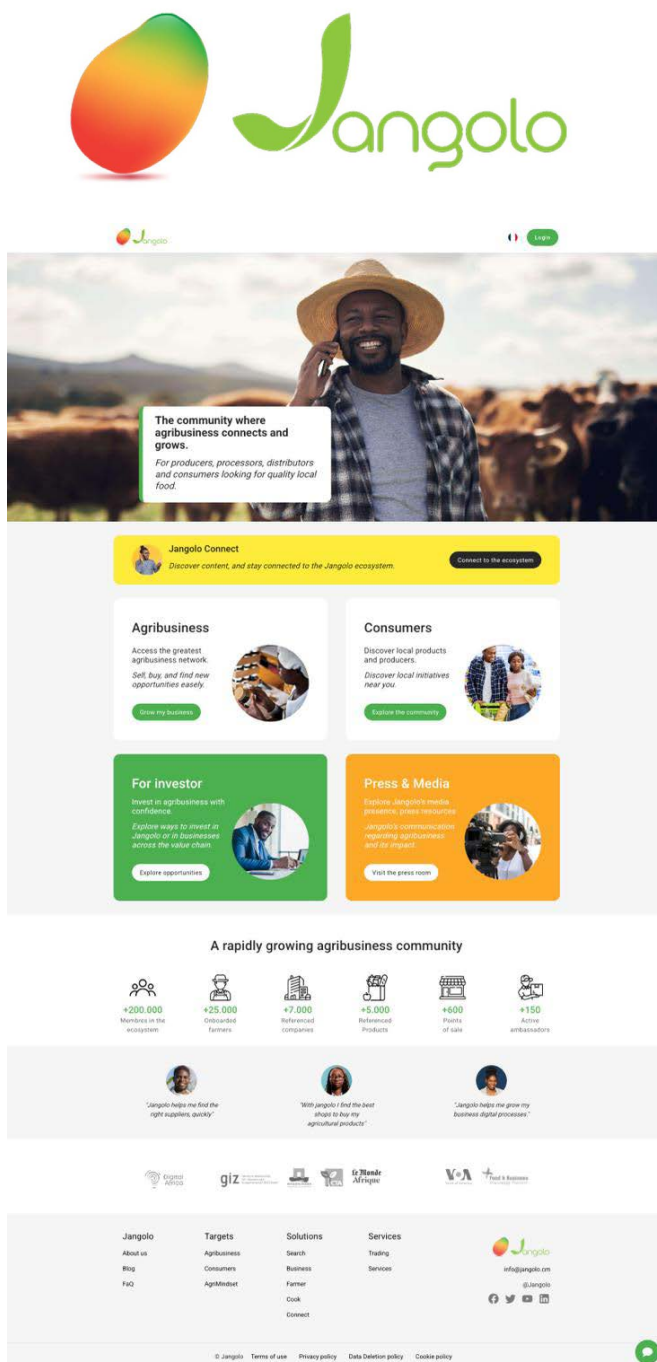
With platforms like Jangolo, Cameroonians abroad are becoming key players in national economic diplomacy, by linking local producers to international buyers, digital tools are reshaping the way the diaspora contributes to Cameroon's development.

For decades, Cameroonians abroad have been celebrated for their social and cultural contributions. Yet their economic potential has often remained fragmented, dispersed across informal channels and personal initiatives. In today's global economy, marked by digital transformation and intensifying competition, the challenge is clear: how to turn diaspora goodwill into structured economic impact.

Diplomacy itself has shifted. Beyond political dialogue, trade, investment, and market visibility now stand at the heart of international relations. In this new landscape, the diaspora emerges as a strategic actor—at once consumer, investor, intermediary, and ambassador. But to move from intention to action, new instruments are required.

Digital platforms are filling this gap. Jangolo (www.jangolo.cm), for instance, connects Cameroonian producers and agribusinesses with diaspora communities and international buyers. Rather than replacing institutional mechanisms, it complements them by offering a practical interface for purchasing, distribution, promotion, and investment.

The structuring effect is significant. By organising information and formalising exchanges, platforms like Jangolo reduce reliance on informal networks and enhance trust. Producers gain visibility and clearer access to demand, while diaspora members benefit from reliable partners aligned with national priorities.



This dynamic fosters a new form of economic patriotism. Buying Cameroonian products, promoting local businesses abroad, or investing through structured platforms becomes a civic act that strengthens national development and global competitiveness. The diaspora is no longer seen merely as a community to support, but as an active partner in Cameroon's emergence.

As Cameroon pursues its vision of economic transformation, the synergy between public policy and private digital innovation illustrates a shared ambition: ensuring that Cameroonian talent, production, and markets—wherever they are—remain connected to the nation's development trajectory.

● Bertrand Fofe

SHELTER AFRIQUE

UNE CAMEROUNAISE AUX RÊNES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Depuis janvier 2026, Sandie Paho Handou est la nouvelle secrétaire générale de Shelter Afrique Development Bank (ShafDB), institution financière panafricaine dédiée à la promotion de l'habitat et de l'immobilier.

Détenue par 44 États africains, la Banque Africaine de Développement (BAD) et Africa Re, Shelter Afrique vient d'achever sa transformation en banque multilatérale de développement pour renforcer ses capacités d'intervention.

Juriste chevronnée, Sandie Paho Handou apporte une expertise couvrant la gouvernance, la conformité, l'éthique et le management. Son parcours dans de grandes multinationales et institutions publiques lui confère une vision transversale des enjeux économiques et institutionnels.

À la tête du Secrétariat général, elle jouera un rôle clé dans la consolidation de la gouvernance et la mise en œuvre des engagements de la banque. Au Cameroun, Shelter Afrique s'était déjà illustrée en 2021 par un accord de 6,3 milliards de FCFA avec le ministère de l'Habitat pour la construction de 3 000 logements abordables à Yaoundé et Douala.

● Michèle Ndoumou



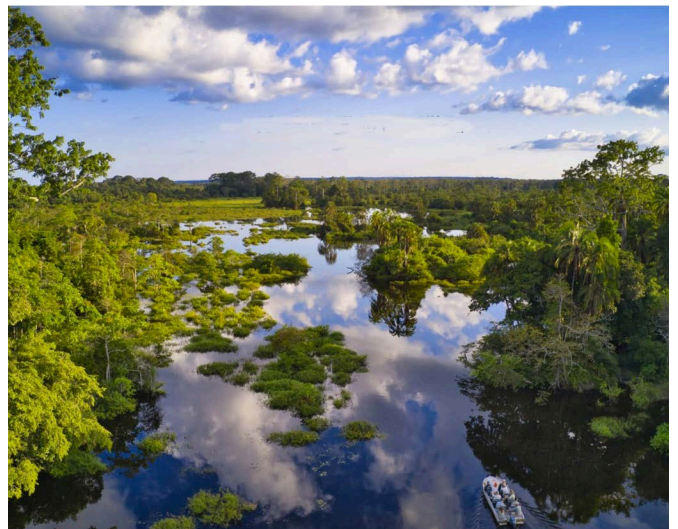
BOURSES CRAFT

LE CAMEROUN EN PREMIÈRE LIGNE

Le 20 janvier 2026 neuf étudiants camerounais figurant dans la première promotion de boursiers du programme Congo Rainforest Alliance for Forest Training for Sustainable Development (CRAFT), ont été reçus par Matt Woods, Haut Commissaire de Grande Bretagne au Cameroun, lors d'une cérémonie officielle.

Financé par le gouvernement britannique à hauteur de plus de 9 millions de livres sterling (environ 6,8 milliards FCFA), CRAFT est issu de l'Initiative scientifique du Bassin du Congo (CBSI). Ce réseau ambitionne de mieux documenter les écosystèmes de la région et d'y apporter des solutions durables.

L'objectif est double : protéger les forêts et améliorer durablement les conditions de vie des populations locales. Les jeunes chercheurs, inscrits en master et en doctorat, concentreront leurs travaux sur des thématiques clés telles que le climat, la biodiversité, la gestion de l'eau, les forêts et les dynamiques communautaires. Deuxième plus vaste forêt tropicale du monde après l'Amazonie, le bassin du Congo s'étend sur six pays : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine et République démocratique du Congo.



Pilier de la régulation climatique mondiale, réservoir de biodiversité et source de subsistance, il sera au cœur des recherches menées entre le Cameroun et la Grande Bretagne.

● Michèle Ndoumou

SUCCESS STORY

FROM TATAMI MATS TO ENTREPRENEURIAL STRATEGY

Raphaël Djine, a former international judoka, has successfully reinvented himself as an entrepreneur. He is responsible for a group that operates in 48 US states, and he deploys entrepreneurial diplomacy in Cameroon based on skills transfer, youth empowerment and South-North cooperation.

Raphaël Djine operates in a variety of sectors, including logistics, hospitality, real estate, and financial services. He embodies the Cameroonian diaspora's excellence and African ingenuity within the global economy.

His entrepreneurial career demonstrates an exceptional capacity to blend strategic foresight with local connections, harnessing synergies between innovation, performance and accountability. In Cameroon, the former judoka turned entrepreneur is spearheading economic transformation through the iLead Global Training Centre in Yaounde. Dedicated to training young leaders, the centre aims to equip more than 10,000 people by 2030.

Promoting and strengthening local resources

Raphaël Djine is committed to the ideal of economic sovereignty for Cameroon's gastronomic heritage. He supports the development of the agro-industry, particularly the processing of cassava into baking flour. This initiative is part of the National Integrated Import Substitution Plan, which aims to add value to local industries.

By collaborating with renowned partners such as John C. Maxwell, as well as Cameroonian companies such as Socoproman and Pafic Sarl, he is consolidating a

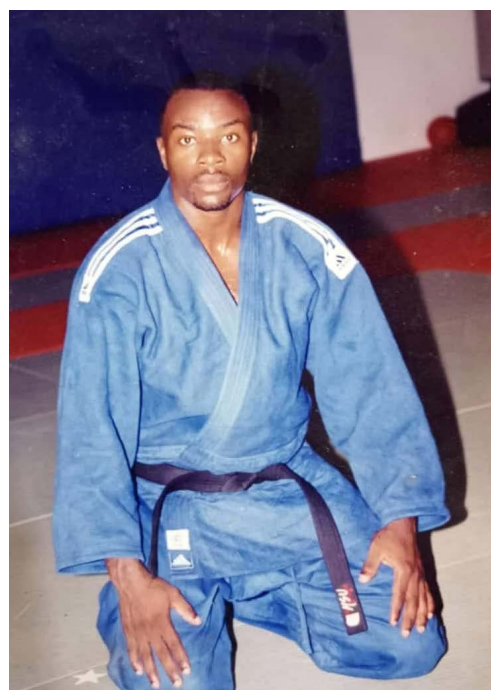


network of individuals and organisations committed to growing the national economy.

Promoting national influence through entrepreneurial diplomacy

Through his efforts, Raphaël Djine exemplifies sensible economic diplomacy, focused on skills transfer, youth development and partnership between the Global South and North. His career shows the huge impact that diaspora people may have on promoting a more autonomous, creative Cameroon with improved worldwide influence.

● J. G. Embolo



DIASPORA

RÉPONDRE À L'APPEL DU RETOUR AU PAYS NATAL

Après plusieurs allers retours entre l'Europe et le Cameroun, un ingénieur devenu entrepreneur raconte son choix définitif de rentrer au pays.

Entre échecs, persévérance et patriotisme, son parcours illustre les défis et les opportunités du retour des diasporas africaines. En 2005, après un BTS obtenu au Cameroun, il prend la direction des Pays Bas pour poursuivre des études d'ingénierie. Très vite, il découvre un pays prospère et organisé, qui lui inspire une conviction : l'Europe peut servir de modèle pour accompagner le développement du Cameroun. Élu président de la communauté camerounaise d'Eindhoven, il multiplie les initiatives pour maintenir le lien avec son pays, organisant des missions de promotion universitaire financées par son établissement.

Mais derrière l'image d'un eldorado, la réalité est plus rude. Les difficultés financières et les échecs professionnels jalonnent ses premières tentatives de retour au Cameroun, en 2016 puis en 2019. Recruté par Mercedes Benz Trucks pour superviser vingt pays d'Afrique centrale et de l'Ouest, il bénéficie d'une carrière prestigieuse, avant de céder à nouveau à l'appel du pays natal. En 2022, à l'occasion de la Semaine économique et culturelle du Cameroun organisée par l'Ambassade à La Haye, il décide de franchir le pas définitivement, cette fois avec sa famille. Installé à Yaoundé, il développe son entreprise KAS Trucks, spécialisée dans la commerciali-



Nos services

- KAS Parts**
Vente de pièces détachées pour camions
- KAS Garage**
Garage multi-marques véhicules lourds et légers
- KAS Academy**
Formation professionnelle
- KAS Fabrication**
Fabrication mécanique
- KAS Diesel solution**
Diesel solution

KAS Trucks, Partenaire du Festival Lepon nkonne ala' Mekon 2025

WhatsApp: (+237)659499078
www.kasparts.com
www.ifpkasacademy.com

DOUALA / YAOUNDE / MELONG

sation de pièces de rechange pour poids lourds, et ouvre une école de formation en métiers de l'automobile sous tutelle du Minefop.

Quatre ans plus tard, malgré les contraintes du quotidien – paludisme, coupures d'électricité, transport défaillant – il affirme avoir trouvé un équilibre social et familial. Pour lui, le retour n'est pas une fuite mais un acte de patriotisme : « Le Cameroun est un pays jeune et rempli d'opportunités. Les échecs font partie du chemin, mais ils ne doivent pas décourager ceux qui veulent transformer leur expérience en force pour le pays. »

Son témoignage illustre la complexité du retour des diasporas africaines : entre désillusions et succès, il rappelle que la persévérance et la préparation sont les clés pour transformer l'amour du pays en projets durables..

● Rodrigue Kadjio



Institut de Formation Professionnelle KAS Academy

La Formation Professionnelle Autrement

AGRÉE PAR LE MINFOP

www.ifpkasacademy.com

+237659499078 / +237696808181

face Nouvelle station Tank Oil, Yassa Douala

Inscrivez-vous maintenant

NOS FILIÈRES

- MÉCATRONIQUE
- ÉLECTRONIQUE
- FABRICATION MÉCANIQUE



AU PEACE AND SECURITY COUNCIL

THE CAMEROON'S CHAIRSHIP

In November 2025, Cameroon assumed the presidency of the African Union Peace and Security Council (PSC) for the eleventh time since 2004. Against a backdrop of commemorations, crises and renewed commitments to continental values, the country stood out for its leadership and spokespersonship.

During the month, Cameroon convened six ambassadorial meetings and one expert session. Among them, the 1313th meeting on Madagascar (20 November) examined the transition report by former Burundian president Domitien Ndayizeye, while the 1315th emergency meeting (28 November) suspended Guinea-Bissau following its coup d'état. These decisions underscored Cameroon's adherence to the AU's zero-tolerance policy on unconstitutional changes of government.

Beyond crisis management, four thematic sessions addressed migration, youth and security, media and peace, post-conflict reconstruction, and children affected by armed conflicts. Together, they produced five communiqués and one press statement.

Cameroon also led the PSC to Abuja for two major internal dialogues: the 17th Retreat on working methods and governance, and the 2nd Lessons Learnt Forum on peace support operations and the African Standby Force. Their conclusions were later endorsed by Communiqué 1321 (22 December 2025).

As spokesperson of the Council, Cameroon represented the PSC in high-level consultations with the UN Peacebuilding Commission, the UN Security Council, and in seminars on youth, climate, and peacebuilding. These appearances reinforced its visibility as the face of the PSC.

The presidency was marked by innovations: the first mock PSC session by university students in Abuja, the launch of the Amb. Bankole Fellowship Programme,



and a cooperation agreement between the AU and Nigeria's Counter-Terrorism Center. It also introduced new themes such as migration, youth and security, and media's role in peace.

The impact was tangible: Guinea-Bissau's suspension in November 2025 and the appointment of an AU Special Envoy on Children in Armed Conflicts in February 2026. Combined with Cameroon's leadership of two AU Specialized Technical Committees, this chairship strengthened its position as a key diplomatic actor in Addis Ababa. With two more presidencies expected before April 2028, Cameroon's role within the PSC is set to remain a strategic platform for its African policy and international image.

● **Churchill Ewumbe-Monono,**
Permanent Representative of Cameroon
to the African Union

UNION AFRICAINE

LE CAMEROUN MISE SUR LE DIALOGUE

À la 39e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine, la déclaration du Président Paul Biya, lue par le Premier Ministre Joseph Dion Ngute, a réaffirmé l'engagement du Cameroun pour la paix et la sécurité en Afrique.

Au cours des débats de la 39e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, qui se sont achevés le 15 février 2026, le Cameroun a réitéré sa position : le dialogue est impératif pour parvenir à des solutions pacifiques aux conflits qui affectent le continent. Cette position figure dans la déclaration du Président de la République, S.E Paul Biya, lue au sommet par le Premier Ministre, Chef du gouvernement, Chief Dr. Joseph Dion Ngute, représentant personnel du Chef de l'État.

Le Premier ministre a mis en avant les efforts du Cameroun pour soutenir la paix et la sécurité aux niveaux régional et continental. Il a rappelé que le pays est membre du Conseil de paix et de sécurité, où il contribue activement à la politique multidimensionnelle de l'UA en matière de paix et de sécurité. La participation du Cameroun à la Force multinationale mixte, l'accueil de la Force africaine en attente et de la base logistique continentale illustrent également son engagement. Selon la déclaration du Chef de l'État, le Cameroun soutient des solutions africaines aux problèmes africains et estime que la stabilité durable passe par une collaboration franche et un dialogue inclusif.



Face au contexte actuel, le Chef de l'État appelle à une défense collective des principes fondamentaux, soulignant que l'Afrique doit parler d'une seule voix sur la scène internationale. « Il nous incombe de continuer à perfectionner cette unité afin que notre continent, au lieu d'être un spectateur passif, devienne l'architecte et l'acteur de son propre destin », a déclaré le Premier ministre.



L'engagement du Cameroun se manifeste aussi par sa solidarité africaine, notamment à travers l'accueil de plus de 600 000 réfugiés, avec des efforts pour leur assurer des conditions de vie décentes. Joseph Dion Ngute a également salué les efforts de médiation de l'Union africaine dans la crise entre la RDC et le Rwanda, ainsi que l'initiative humanitaire du Président Obiang Nguema Mbasogo, menée avec ses homologues de la sous-région d'Afrique centrale. Le Cameroun fait partie de

l'équipe de médiation de haut niveau mise en place par la CEEAC.

Lors de la cérémonie d'ouverture officielle, plusieurs intervenants ont appelé les dirigeants africains à multiplier les initiatives pour fournir de l'eau potable, améliorer l'assainissement et accélérer les efforts de développement afin de permettre au continent de réaliser l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

● **Bernadette Belle Owona**



DÉCRYPTAGE

POURQUOI LE CAMEROUN MISE SUR LE DIALOGUE

Au sommet de l'Union africaine, le Premier ministre Joseph Dion Ngute a relayé la déclaration du Président Paul Biya : « Le dialogue doit être le cœur battant de notre diplomatie. » Cette orientation traduit une stratégie constante du Cameroun face aux enjeux de paix et de sécurité.



Membre du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, le pays participe à la Force multinationale mixte et accueille la Force africaine en attente ainsi que la base logistique continentale. Ces engagements mettent en évidence une conviction : la stabilité ne peut être garantie que par des mécanismes collectifs et inclusifs.

Cette ligne diplomatique s'est encore illustrée en 2024, lors de la 79e Assemblée générale des Nations Unies, où le Premier ministre Yang Philémon avait plaidé pour le dialogue comme instrument central de la paix mondiale.

À travers l'accueil de plus de 600 000 réfugiés et son implication dans les médiations régionales, notamment entre la RDC et le Rwanda, le Cameroun démontre que son attachement au dialogue dépasse les déclarations et s'incarne dans des actions concrètes.

● **A. Ntonga**

CAMEROUN-SEYCHELLES

OFFICIALISATION DES RELATIONS DIPLOMATIQUES

En marge de la 48e session du Conseil Exécutif de l'Union africaine à Addis-Abeba, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, et son homologue des Seychelles, S.E. Faure Barry, ont signé le 11 février 2026 l'accord établissant les relations diplomatiques entre les deux pays.

Cette signature s'inscrit dans la dynamique de diversification des partenariats extérieurs du Cameroun et marque une étape importante dans le rapprochement entre Yaoundé et Victoria. Les documents officiels précisent que les relations sont établies dans le respect des Conventions de Vienne de 1961 et 1963, garantissant un cadre juridique solide. Membres du Commonwealth, les deux États envisagent la mise en place de Hautes Commissions et l'ouverture de missions diplomatiques. L'accord traduit la reconnaissance mutuelle de la souveraineté et de la légitimité des deux pays, tout en ouvrant la voie à une coopération bilatérale renforcée dans des domaines tels que le commerce, la sécurité, la santé, l'éducation et la culture.



UNION AFRICAINE-CADHP

MARIE LOUISE ABOMO REMPILE

Réélue le 11 février 2026 à Addis-Abeba, lors de la 48e session ordinaire du Conseil exécutif de l'Union africaine, Mme Marie Louise Abomo a obtenu 44 voix sur 46 pour poursuivre son mandat de Commissaire à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP).



Magistrate hors hiérarchie et docteur en droit privé, Mme Abomo s'est forgé une réputation de rigueur et de constance. Conseillère à la Chambre judiciaire de la Cour suprême depuis 2007, elle préside la Section pénale depuis 2015, où elle a marqué son passage par une attention

soutenue aux droits fondamentaux. Point focal de la Cour suprême sur les questions liées aux droits humains et au VIH, elle a coordonné l'élaboration des rapports périodiques du Cameroun sur l'état des droits de l'homme, donnant une visibilité internationale aux efforts du pays.

Son engagement s'est également illustré au sein de la Commission nationale anticorruption (CONAC), où elle a contribué à la stratégie nationale de lutte contre la corruption. Arbitre et formatrice à l'École régionale supérieure de magistrature (ERSUMA), elle a œuvré à la transmission de son expertise auprès des jeunes juristes africains.

Élue une première fois à la CADHP en 2020, elle s'est distinguée par son implication dans la consolidation des mécanismes de protection des droits fondamentaux au niveau continental. Sa réélection en 2026 ouvre un nouveau chapitre, porteur de continuité et d'approfondissement des acquis.

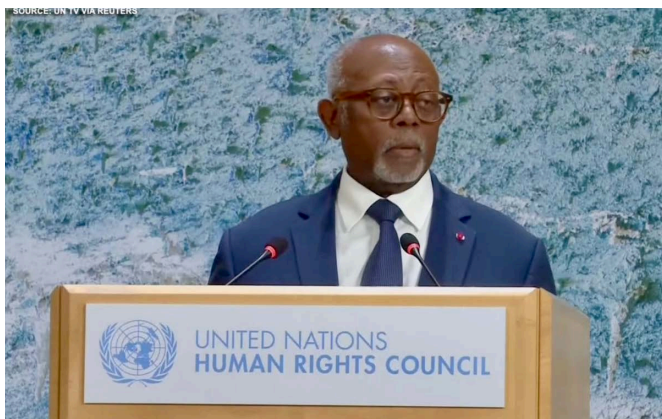
En signe de reconnaissance, le Ministre des Relations extérieures, S.E. Mbella Mbella, a offert un dîner en son honneur, soulignant l'importance de ce mandat pour la diplomatie camerounaise et pour l'image du pays dans le concert africain.

● A. Ntonga

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

LE CAMEROUN RÉAFFIRME SON ENGAGEMENT

Sous la conduite de S.E. Mbella Mbella, Ministre des Relations Extérieures, la délégation camerounaise, a pris une part active aux échanges de la 61e session du Conseil des Droits de l'Homme organisés du 23 au 25 février 2026 au Palais des Nations Unies à Genève.



Au-delà des sessions plénières, ce rendez-vous international a été l'occasion pour le chef opérationnel de la diplomatie camerounaise de mener une série de rencontres bilatérales stratégiques. S.E. Mbella Mbella s'est ainsi entretenu avec S.E. Ina Isabel Xavier, Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères et à la Coopération du Portugal. Ces discussions ont permis de renforcer les liens entre Yaoundé et Lisbonne sur les thématiques de gouvernance et de droits humains.

Le Ministre a également rencontré M. Hadi Bin Ali Mohammed Al-Yami, Directeur Exécutif de la Commis-

sion Permanente Indépendante des Droits de l'Homme (CPIDH) de l'OCI. Cet échange a mis en lumière une convergence de vues sur les défis actuels du monde islamique et la promotion des libertés fondamentales. Ces diverses concertations, axées sur la protection des droits de l'homme, ont également ouvert la voie à des réflexions plus larges sur des dossiers d'intérêt commun. En participant activement à ce forum mondial, le Cameroun réitère sa volonté de collaborer étroitement avec ses partenaires internationaux pour bâtir un cadre global plus juste et respectueux de la dignité humaine.

● A. Ntonga

COMMONWEALTH BLUE CHARTER - ALL CHAMPIONS MEETING

COUNTRIES UNITE TO TACKLE OCEAN CHALLENGES

On 21 January 2026, Marlborough House in London hosted the Commonwealth Blue Charter All Champions Meeting, ahead of the Commonwealth Heads of Government Meeting (Chogm) scheduled later this year in Antigua and Barbuda.



The meeting brought together countries leading action groups under the Commonwealth Blue Charter to review progress, exchange best practices, and develop strategies to address pressing ocean challenges such as plastic pollution, coral reef degradation, and sustainable fisheries. This gathering aimed to strengthen collective action for sustainable ocean development across all 56 Commonwealth nations. It built on previous commitments, including the Apia Ocean Declaration, and reaffirmed the Commonwealth's determination to modernise ocean governance through cooperation and innovation.

CWEIC HUB

REGIONAL HUB PARTNERS STRENGTHEN ECONOMIC COOPERATION

On 4 December 2025, the headquarters of FEICOM in Yaoundé hosted the biannual meeting of Strategic Partners of the Commonwealth Enterprise and Investment Council (CWEIC) Regional Hub for Cameroon, Gabon, Togo and Sierra Leone.

The opening ceremony was chaired by the Minister of Secondary Education, Professor Pauline Nalova Lyonga, in the presence of representatives from the Prime Minister's Office, the Ministry of External Relations, the Ministry of Decentralisation and Local Development, as well as accredited High Commissions in Cameroon.

In his keynote address, Mr. Auguste Mbappe Penda, General Manager of the Cameroon National Shippers' Council (CNSC) and Chairman of the CWEIC Regional Hub, stressed the importance of reinforcing economic cooperation within the hub. He highlighted the need to

make it a genuine platform of opportunities for youth, the promotion of female entrepreneurship, and the expansion of international trade driven by small and medium-sized enterprises.

The Director of the Regional Hub, Mr. Cham Etienne Bama, urged strategic partners and participating companies to align their institutional visions with the Commonwealth Secretariat's 2025–2030 Strategic Plan, in order to maximise their involvement in the networking and investment initiatives offered by the CWEIC network.



28TH CSPOC

FOCUS ON AI AND SOCIAL MEDIA

From 14 to 16 January 2026, New Delhi hosted the 28th Conference of Speakers and Presiding Officers (CSPOC), dedicated to the integration of Artificial Intelligence and social media into parliamentary processes and diplomacy.

The debates focused on how Artificial Intelligence (AI) and social media could strengthen parliamentary research, diplomacy, and cooperation among legislatures, while modernising democratic governance across member nations.

Held every two years, CSPOC brings together Speakers from Commonwealth parliaments to exchange on the challenges and opportunities of parliamentary democracy. India had already hosted the conference in 1970–71, 1986, and 2010. Its role as host in 2026 underscored a renewed commitment to technological innovation in governance.





THE 7TH AFRICAN UNION-EUROPEAN UNION (AU-EU) SUMMIT

TOWARDS ENHANCED MULTILATERALISM

The 7th African Union-European Union (AU-EU) Summit was held on 24 and 25 November 2025 in Luanda, Angola. This high-level meeting brought together more than 30 leaders from both continents.

The central theme of the summit was “Promoting Peace and Prosperity through Effective Multilateralism”. This theme was of particular symbolic significance as it marked the 25th Anniversary of the Europe-Africa partnership and coincided with the 50th Anniversary of Angola’s independence. His Excellency Mbella Mbella, Minister of External Relations, led the Cameroonian delegation of experts.

The event was marked by several significant milestones, including:

- A Meeting of senior officials;
- The AU-EU Business Forum;
- The Youth and Civil Society Summit; and
- The Plenary session of Heads of State and Government.

The proceedings concluded with the adoption of the Luanda Declaration.

Although no formal announcement of a break was made, this summit served to consolidate the joint vision for 2030, which was adopted in Brussels in 2022. In a show of commitment to collaboration, both parties reaffirmed their dedication to aligning their strategic agendas — notably the African Union’s Agenda 2063 and the United Nations’ Sustainable Development Goals (SDGs) — to forge a shared future founded on strengthened political collaboration.

Cameroon’s strategic contribution

Cameroon’s participation emphasised its commitment to a global framework based on legislation and mutual support. The Cameroonian delegation called upon Multilateral Development Banks (MDBs) to align their financing with the national priorities of respective states, in accordance with the guidelines set out in the National Development Strategy (NDS30).

Issues surrounding institutional reforms within the AU

During the course of the summit, Kenyan President William Ruto, the African Union’s (AU) primary advocate for institutional reform, presented the key points of his reform report to the heads of African delegations. The objective was twofold, notably to:

1. Convince the Member States of the urgent need for these reforms.
2. Mobilise peers to participate in the 39th Ordinary Session of the AU Assembly, scheduled to take place on 14 and 15 February 2026 in Addis Ababa, when the recommendations of this report are expected to be formally adopted.

● Théodora Elise Mbome Mapoko

FRANCOPHONIE

LE CAMEROUN ET L'APPEL DE KIGALI

Lors de la 46e Conférence Ministérielle de la Francophonie, tenue à Kigali en novembre 2025, le Cameroun a réaffirmé son engagement pour l'égalité femmes hommes et explore les perspectives de renforcement de ses politiques publiques et de coopération francophone qu'offre l'Appel de Kigali.

Réunis les 19 et 20 novembre 2025 à Kigali, les ministres des États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ont placé leurs travaux sous le thème : « 30 ans après la Conférence de Beijing : la contribution des femmes dans l'espace francophone ». La délégation camerounaise que conduisait le Ministre des Relations Extérieures, S.E.M. Mbella Mbella, a une fois de plus saisi l'opportunité de cette tribune pour réaffirmer son attachement aux valeurs de paix, de démocratie, de droits humains et d'inclusion sociale. A cet effet, le Cameroun a mis en avant les initiatives nationales en faveur de l'autonomisation des femmes et des jeunes, tout en insistant sur la nécessité d'intégrer davantage la femme rurale dans les politiques de développement.

L'Appel de Kigali

La conférence a adopté l'Appel de Kigali, qui engage les États francophones à placer l'égalité femmes hommes au cœur du développement durable, de la paix et de la gouvernance démocratique. Le texte insiste sur la participation des femmes aux processus de décision, la reconnaissance du travail non rémunéré et l'amélioration des données sensibles au genre.

Pour le Cameroun, cet appel constitue un cadre stratégique. Il permet de renforcer les politiques publiques, de



mobiliser des partenariats francophones et d'élargir les programmes d'autonomisation économique et sociale des femmes. Il ouvre aussi des perspectives de coopération technique et financière avec les partenaires de l'OIF. La mise en œuvre reste un défi, nécessitant des ressources adaptées, des mécanismes de suivi et une traduction concrète des engagements en actions nationales.

La présence du Cameroun à Kigali confirme son rôle actif au sein de la Francophonie et sa volonté de promouvoir un agenda inclusif où les femmes occupent une place centrale dans la paix et le développement.

● Agathe Soya





2025 COMMONWEALTH FINANCE MINISTERS MEETING (CFMM)

FINANCE MINISTERS ADDRESS GLOBAL POLICY SHIFTS

On 13 October 2025, the Commonwealth Finance Ministers Meeting (CFMM) convened at the IMF headquarters in Washington, D.C., under the theme “Strengthening Economic Resilience Amidst the International Policy Shift.”



The meeting took place against a backdrop of growing global uncertainty and significant changes in international economic policy. Finance ministers focused on strengthening resilience through coordinated fiscal strategies, sustainable public investment, structural reforms, and encouraging private sector participation. The event also provided a platform to exchange experiences and innovations aimed at safeguarding economic stability, inclusive growth, and long-term fiscal sustainability.

Cameroon was represented by two senior officials from the Ministry of Finance: Mr. Etebe Nwanja EmP, Technical Adviser No. 4, and Mrs. Akelanwie Delphine Ngundam (née Kwende). Discussions highlighted opportunities despite ongoing challenges and produced recommendations to enhance resilience, particularly for small states and developing economies.

Since the beginning of 2025, the Commonwealth Secretariat has carried out several planned activities and will continue into 2026. Among these was the 68th Commonwealth Parliamentary Conference (CPC), held in Bridgetown, Barbados, from 5–12 October 2025 under the theme “The Commonwealth: A Global Partner.” Cameroon’s delegation, led by the Deputy Speaker, engaged in African regional meetings and broader Commonwealth dialogue. Participation reinforced Cameroon’s commitment to shared Commonwealth values and offered a platform to learn best practices, notably through involvement in the Africa Region and the Commonwealth Women Parliamentarians (CWP) network.

CAMEROUN – FRANCE

LE CAMEROUN PLAIDE POUR DE NOUVELLES COALITIONS

Du 29 au 30 octobre 2025, le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella a pris part, en qualité de Représentant Personnel du Chef de l'Etat, à la 8e édition du Forum de Paris sur la Paix sur le thème « Nouvelles coalitions pour la paix, les Peuples et la Planète ».

L'événement, dont l'ouverture solennelle a été présidée par le Chef de l'État français, S.E. Emmanuel Macron, a réuni un parterre de dirigeants mondiaux, d'organisations internationales et d'acteurs de la société civile. L'enjeu majeur de cette édition était de redéfinir les cadres de coopération face aux crises persistantes et aux défis environnementaux croissants. Le forum a également revêtu une dimension hautement symbolique en célébrant le 10e anniversaire de la COP21. Cet anniversaire a permis de dresser un bilan des engagements climatiques mondiaux pris à Paris en 2015, tout en projetant les participants vers l'avenir.



Les débats ont servi de plateforme de concertation pour jeter les bases du succès de la future COP30, prévue à Belém, au Brésil. Le Cameroun, fidèle à son engagement pour la préservation de la biodiversité du Bassin du Congo, a réaffirmé sa volonté de s'inscrire dans ces nouvelles coalitions internationales. La participation camerounaise souligne ainsi l'importance d'un multilatéralisme renouvelé, capable de lier indissociablement les impératifs de paix durable et de protection de la planète.

● William Moutassong





RAYONNEMENT INTERNATIONAL

DEUX ÉMINENTS CHIRURGIENS CAMEROUNAIS HONORÉS EN FRANCE

Le 3 décembre 2025, les professeurs Maurice Aurélien Sosso et Faustin Félicien Mouafo ont été admis à l'Académie nationale de chirurgie de France en présence de S.E. André-Magnus Ekoumou, Ambassadeur du Cameroun en France.

C'est au siège de l'Académie nationale de chirurgie de France, dans le 6^e arrondissement de Paris, que les académiciens se sont réunis pour accueillir de nouveaux membres. Les professeurs camerounais Maurice Aurélien Sosso et Faustin Félicien Mouafo ont été cooptés lors de cette cérémonie solennelle.

Seuls représentants du continent africain, ils ont été salués pour la pertinence et la portée universelle de leurs travaux. Une distinction qui consacre leur parcours exceptionnel et souligne la reconnaissance mondiale de l'expertise scientifique camerounaise. L'émotion fut vive

lors de l'évocation du parcours des sœurs siamoises camerounaises, séparées avec succès à Lyon en 2019.

Le Pr Maurice Aurélien Sosso, universitaire émérite, ancien recteur de l'Université de Yaoundé I et ancien Inspecteur général des services au ministère de l'Enseignement supérieur, incarne une carrière dense et exemplaire. Le Pr Faustin Félicien Mouafo, chef du service de chirurgie pédiatrique à l'Hôpital gynéco-obstétrique et pédiatrique de Yaoundé, est reconnu à l'international pour ses contributions en médecine néonatale et pédiatrique.

Leur admission à l'Académie nationale de chirurgie de France illustre l'excellence scientifique camerounaise et témoigne de l'importance que le pays accorde à la formation et à la recherche, sous le leadership du président de la République, S.E. Paul Biya.

● Jean Chrislin Ndo Eto



42ND ICAO ASSEMBLY

CAMEROON HONORED

During the 42nd Assembly of the International Civil Aviation Organization (ICAO), held from September 23 to October 3, 2025, in Montreal, Mrs. Paule Avomo Assoumou (wife Koki) was appointed as the First Vice-President of the global body.

This achievement crowns a methodical rise and confirms Cameroon's eloquent return to the highest spheres of global aviation governance. There are faces that reassure diplomatic chancelleries as much as they do cockpits. Mrs. Paule Avomo Assoumou, Director General of the Cameroon Civil Aviation Authority (Ccaa), now belongs to that category of African technocrats whose names command authority far beyond their national borders.

Under the glass ceilings of the ICAO headquarters in Montreal in September 2025, the election of the woman close associates call «the quiet strength of the Cameroonian sky» to the post of First Vice-President surprised no one; her credentials as an expert appear to have been patiently polished by years of experience.

In the shadow of Nayef Bin Ali Al Abri, the new Omani President whom she will assist, this «discreet and efficient» lady—as she is often described in the corridors of Yaoundé—becomes a pivotal figure in global regulation. Her mission? To steer, alongside the 193 Member States, the crucial reforms of an industry in transition, balancing safety imperatives with ecological urgency.

An Ascension in Clear Skies

While Icao is the supreme body of the global sky, Mrs. Paule Avomo Assoumou is no stranger to it.

Her career path resembles a flight plan without turbulence: Vice-President of the Technical Commission in 2016, then of the Administrative Commission in 2019. More recently, in 2023, she emerged as a leading figure in the field of sustainable fuels, before presiding over the 14th Air Navigation Conference in 2024. It is the journey of a «marathon runner» in technical diplomacy. However, her influence also spans the continent. From Libreville to Addis Ababa, she wears many hats: Chairperson of the new Africa-Indian Ocean Group (Aaspg), Vice-President of the African Civil Aviation Commission (Afcac)... Everywhere, she carries the same ambition: to open up Africa through the skies and harmonize often disparate safety systems.

Influential Diplomacy

More than a personal success, this Montreal appointment acts as a powerful lever for Cameroonian diplomacy. Under the impetus of Head of State, H.E. Paul Biya, Yaoundé reaffirms a strategic conviction: sovereignty is also won at the heart of standard-setting bodies. By placing its high-ranking officials at the head of regulatory agencies, Cameroon is moving beyond mere participation to take an active role in writing the global standards of tomorrow.

The challenge is immense for Mrs. Paule Avomo Assoumou. Between the imperative of building an increasingly safe national civil aviation sector and the scale of her new global responsibilities, this leading figure of Cameroonian aviation must skillfully navigate technical requirements and diplomatic stakes. It is a high-flying role that she assumes with the quiet confidence that distinguishes the most seasoned civil servants.

● Jean Chrislin Ndo Eto



9E SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CEEAC

LA CANDIDATURE DU CAMEROUN VALIDÉE À MALABO

Le Ministre des Relations Extérieures, S.E. Mbella Mbella, Représentant personnel du Chef de l'État, a pris une part active par visioconférence au sommet de la Ceeac tenu le 24 janvier 2026. Ce rendez-vous diplomatique majeur a conduit à la nomination des nouveaux membres statutaires de la Commission et acté des réformes institutionnelles décisives.



Sous la présidence de S.E. Obiang Nguema Mbasogo, Président de la République de Guinée Équatoriale et Président en exercice de la Ceeac, les chefs d'État et de gouvernement se sont retrouvés pour une session dédiée à la restructuration de la Commission. Dans un climat empreint de solidarité et de respect mutuel, les travaux ont abouti à la désignation de la Vice-présidente et des Commissaires, complétant ainsi l'équipe dirigée par le Dr Ezékiel Nibikirira (Burundi).

Le succès diplomatique du Cameroun

Le Cameroun pour sa part, a obtenu le poste de Commissaire à la Promotion du Genre, au Développement humain et social, lequel sera assumé par Madame Nelly Banaken Elel.

Cette nomination constitue un signal fort : elle illustre l'engagement du Président Paul Biya pour la promotion des femmes aux postes de décision et sa volonté de porter une vision humaniste de l'intégration régionale.

Sécurité et réformes : les priorités de la sous-région Au-delà des nominations, les débats ont porté sur la gouvernance, les contributions financières des États et la sécurité régionale. Dans son allocution, le Ministre Mbella Mbella a salué la résilience de l'institution :

« Nous saluons les efforts remarquables déployés par la Ceeac pour maintenir la paix et la stabilité, en dépit des foyers de tension et de la poussée du terrorisme qui éprouvent nos populations. »

Un pôle de stabilité stratégique

Face aux défis géopolitiques actuels, le Cameroun se positionne comme un pilier de stabilité. Pour le chef de la diplomatie camerounaise, le contexte mondial impose à l'Afrique centrale de « faire preuve de sagacité pour adresser les défis politiques, économiques et sécuritaires ».

Ce sommet, qui fait suite au Conseil des Ministres tenu le 16 janvier 2026, marque une étape supplémentaire vers une Afrique centrale plus intégrée.

● Josine Irène Dadje





CEEAC – COMMISSION GENRE ET DÉVELOPPEMENT

NELLY BANAKEN PRETE SERMENT

Nommée au poste de Commissaire chargée de la Promotion du genre, du développement humain et social lors de la IXe session extraordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (Ceeac), la diplomate camerounaise a prêté serment ce 02 mars 2026 à Malabo.

C'est devant le président de la République de la Guinée Equatoriale, président en exercice de la Ceeac, S.E Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, qu'elle a officiellement pris ses fonctions de nouvelle Commissaire chargée de la Promotion du Genre, du Développement Humain et Social de la Commission de la Ceeac.

Désormais membre clé de cette Commission, la diplomate camerounaise hérite d'un portefeuille transversal pour un mandat de cinq ans. Ses responsabilités couvriront des secteurs vitaux : de la santé à l'éducation, en passant par la culture, les sports et la gestion des affaires humanitaires.

Mme Banaken, Ministre plénipotentiaire depuis 2017 et premier conseiller à la Délégation permanente du Cameroun auprès des Nations Unies à New York, est une figure reconnue de la 3e Commission de l'Assemblée générale. Elle y a successivement occupé des fonctions de responsabilité de : vice présidente de la Commission, vice présidente du Conseil d'administration d'Onu Femmes, coordinatrice du Groupe africain d'experts et négociatrice en chef pour l'Afrique.

Un parcours forgé à l'épreuve des Nations Unies

Cette nomination n'est pas le fruit du hasard, tant le profil de Nelly Banaken Elél impose le respect dans les cercles diplomatiques. Ministre Plénipotentiaire et Pre-



mier Conseiller à la Mission permanente du Cameroun auprès de l'Onu à New York depuis 2017, elle s'est imposée comme une experte incontournable des questions sociales et des droits humains.

Ancienne vice-présidente de la 3e Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil d'administration d'Onu-Femmes, elle a également officié comme Coordinatrice du Groupe africain d'experts. En tant que négociatrice en chef pour l'Afrique, elle a acquis une maîtrise des rouages multilatéraux qu'elle mettra désormais au service de l'intégration régionale en Afrique Centrale.

● Josine Irène Dadje



ZONE DES TROIS FRONTIÈRES

LE PDIZTF ENTRE DANS SA PHASE ACTIVE

Lancé en 2025 par la CEMAC, le Programme de Développement Intégré de la Zone des Trois Frontières (PDIZTF) ambitionne de transformer cette région périphérique en un pôle de prospérité partagée entre le Cameroun, le Gabon et la Guinée équatoriale.

Le Palais des Congrès d'Ebibeyin restera le symbole d'une souveraineté partagée. Sous les drapeaux de l'institution équatoguinéenne, S.E. Baltasar Engonga Edjo'o, président de la Commission de la CEMAC, a officiellement remis les documents cadres du programme.

L'acte officialise le démarrage des travaux en présence des ministres et représentants de la Zone des Trois Frontières: M. Lucas Abaga Nchama pour la Guinée équatoriale, M. Mark Alexandre Doumba pour le Gabon, et M. Felix Nguele Nguele représentant le Cameroun. Le Fonds de développement communautaire (Fodec), cofinancier aux côtés de l'Agence Française de Développement (AFD), a également reçu sa copie, scellant un partenariat stratégique entre fonds africains et appuis internationaux.

L'urgence de l'alignement

Si le Cameroun et le Gabon ont déjà pris une longueur d'avance en finançant leurs Unités nationales de gestion sur fonds publics, le défi reste structurel. Le président de la Commission a été clair : le succès dépendra de l'harmonisation des cadres juridiques. Pour attirer les investissements, les trois pays devront accorder leurs violons législatifs et muscler leurs ressources humaines.

Un projet aux multiples visages

Le PDIZTF ne se contente pas de tracer des routes ; il ambitionne de bâtir un véritable écosystème transfrontalier. Sur le plan économique, le cœur du réacteur est la création d'un agropôle destiné à stimuler la production et à fluidifier les échanges douaniers. Dans une région

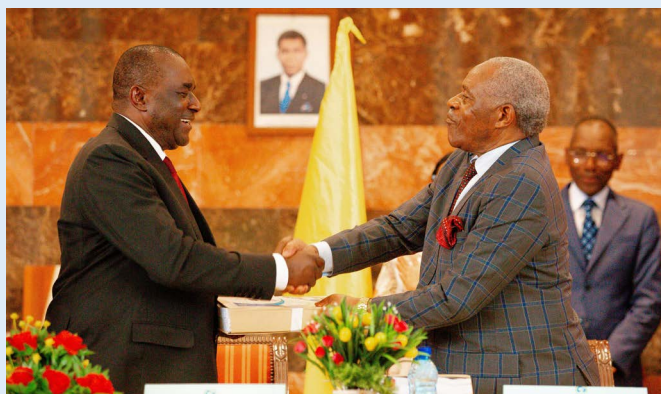
encore captive de ses hydrocarbures, cette diversification est vitale pour les PME locales.

Le volet social s'attaque, lui, aux zones longtemps marginalisées. Santé, éducation et formation professionnelle sont autant de chantiers destinés à renforcer la cohésion et à offrir un avenir aux jeunes. Enfin, la sécurité reste le pilier invisible mais essentiel : la surveillance accrue et le renseignement partagé doivent transformer ces frontières, souvent vulnérables, en espaces de stabilité durable.

Vers une diplomatie de l'action

Plus qu'un programme technique, le PDIZTF reflète une nouvelle diplomatie africaine, pragmatique et tournée vers l'action. En conjuguant économie et sécurité, il dessine les contours d'une intégration plus solide, où les frontières cessent d'être des lignes de division pour devenir des carrefours de développement.

● Agnès Ndoutou Eboa



THE DIPLOMATIC COURIER

THE DIPLOMATIC POUCH METHOD

The diplomatic pouch plays a significant role in facilitating communication between countries and their diplomatic missions abroad. It is an important tool that ensures the security and integrity of official correspondence governed by international conventions and based on strict legal standards.

The diplomatic pouch is an essential instrument for maintaining peaceful relations between nations. Beyond its technical function as a container, it constitutes a legal and symbolic means of guaranteeing the confidentiality of diplomatic correspondence. This system allows governments to communicate with their missions (embassies or consulates) while ensuring that the official documents or objects transmitted do not fall under the scrutiny of third parties or the receiving state.

Contrary to popular belief, the «briefcase» is not limited to a single format. It can be a sealed bag, a crate, or even a container, provided it bears visible external markings attesting to its official nature.

Its contents are strictly regulated. It primarily contains sensitive documents such as diplomatic notes, ministerial instructions, classified reports, or treaties under negotiation. It is also used to transport items for official use, including archives, secure communication equipment, or even ceremonial gifts intended for state events.

The Legal Framework of Inviolability

The operation of this system is based on a universal normative framework notably, the 1961 Vienna Convention on Diplomatic Relations and the 1963 Vienna Convention on Consular Relations. Articles 27 and 36 are key principles that guarantee the complete inviolability of the subject.

This legal framework is comprised of three major rules:

- Prohibition of Search: The pouch shall not be opened



or detained, and it is protected against any inspection by scanner or X-ray.

- Identification: The packages constituting the diplomatic pouch must bear visible external marks.
- Exception Clause: In the event of serious doubt concerning the contents (suspicion of improper use), the receiving State may request that the pouch be opened in the presence of an authorised representative of the sending State. Should this request be declined, the pouch will not be opened, but it must be returned to its point of origin.

The Status of Diplomatic Courier

The transport of the pouch is often entrusted to a «diplomatic courier.» This official carries an official document indicating their status and the number of packages comprising the shipment. In the performance of their duties, they enjoy extensive legal protection: they benefit from personal immunity, which exempts them from any form of arrest or detention. Their temporary accommodation, as well as their personal belongings, are also inviolable. It should be noted, however, that the briefcase can travel «unaccompanied.» In this case, it is entrusted to the captain of a commercial aircraft or the captain of a ship, who is not considered a diplomatic courier, but who must ensure its secure delivery to the agents of the diplomatic mission upon arrival. By guaranteeing the integrity of state secrets and the security of discreet and respectful dialogue, this protects the very essence of diplomatic action in a complex international environment.

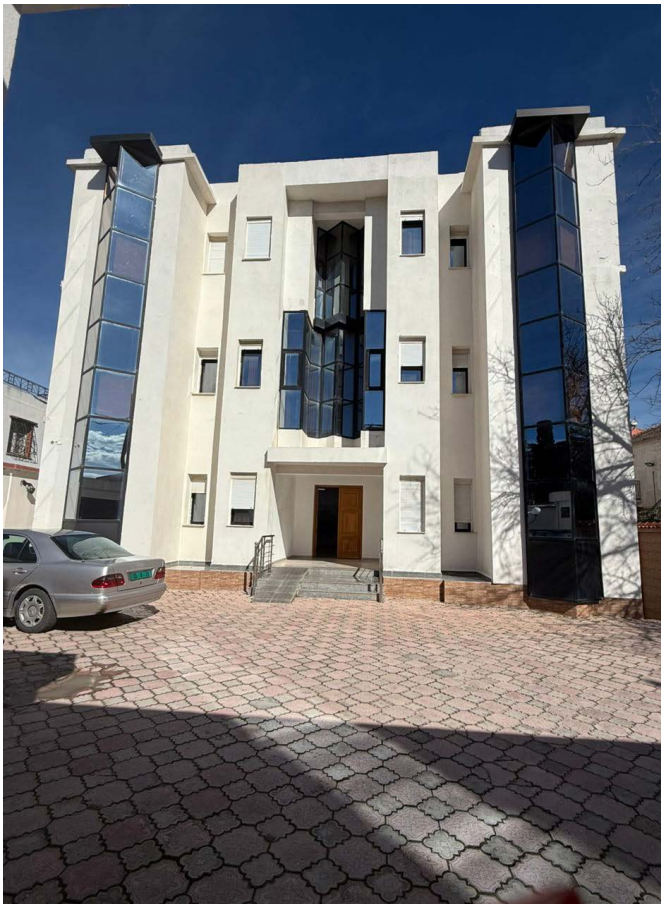
● Alice Ngambi



DROIT INTERNATIONAL

LE RÉGIME DES LOCAUX DIPLOMATIQUES

Au-delà de leur fonction administrative, les locaux d'une Mission Diplomatique incarnent la souveraineté d'un état sur un territoire étranger. Leur statut, régi par des normes internationales strictes, garantit l'indépendance nécessaire à l'exercice des fonctions régaliennes.



Dans l'architecture des relations internationales, les locaux d'une Mission Diplomatique ne sont pas de simples biens immobiliers. Ils constituent l'assise physique de la Représentation Officielle d'un pays à l'étranger. Bien que situés sur le territoire d'un État hôte (dit État accréditaire), ces espaces bénéficient d'un régime juridique protecteur qui en fait de véritables sanctuaires de souveraineté.

Dans l'acception usuelle, il convient de distinguer les « locaux de la mission » de la « chancellerie », deux termes dont les périmètres diffèrent :

- Les locaux de la mission englobent l'ensemble des bâtiments et des terrains utilisés pour les besoins de la Représentation, incluant les bureaux, les salles de réception et les résidences des Chefs de Mission.

- La chancellerie, quant à elle, désigne spécifiquement l'édifice ou la partie du bâtiment qui abrite les services administratifs et politiques. C'est le centre névralgique de l'ambassade : là où travaillent les diplomates, où sont traités les dossiers stratégiques et où les services

consulaires assurent la délivrance des actes officiels, tels que les visas et les passeports.

Des fonctions stratégiques au service de l'État

Les locaux diplomatiques remplissent des missions fondamentales qui structurent la vie internationale :

- La représentation officielle : Ils matérialisent la présence continue d'un pays auprès des autorités locales.
- L'activité administrative : Ils offrent le cadre logistique nécessaire au travail des agents de l'État.
- Le cadre conventionnel : Ils disposent d'espaces sécurisés pour les négociations, les signatures de traités et les cérémonies protocolaires.
- La protection consulaire : Ils servent de point d'assistance et de refuge pour les ressortissants du pays d'envoi.

Les piliers de la protection internationale

La Convention de Vienne de 1961 définit les garanties indispensables à la sécurité de ces lieux. Plusieurs articles fondamentaux en tracent les contours :

L'inviolabilité (Article 22) : C'est le principe cardinal du droit diplomatique. Les agents de l'État hôte (police, justice, services de secours) ne peuvent pénétrer dans les locaux sans le consentement explicite du chef de mission. L'État accréditaire a d'ailleurs l'obligation de prendre toutes les mesures appropriées pour empêcher que les locaux ne soient envahis ou endommagés, et pour éviter que la dignité de la mission ne soit compromise.

Les facilités d'installation (Article 25) : L'État d'accueil doit accorder toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement des fonctions de la mission, notamment pour l'acquisition ou l'aménagement de ses locaux.

La liberté de communication (Article 27) : L'État hôte doit protéger la libre communication de la mission pour toutes les affaires officielles, garantissant ainsi son autonomie décisionnelle.

L'extension aux résidences privées (Article 30) : L'inviolabilité ne se limite pas aux bureaux. La demeure privée des diplomates bénéficie du même degré de protection et de sécurité que les locaux de la mission elle-même.

L'existence de ces édifices repose sur leur capacité à protéger les intérêts du pays représenté. En garantissant l'intégrité physique et la confidentialité de ces lieux, le droit international assure la pérennité du dialogue diplomatique, dont l'équilibre demeure la condition sine qua non de la stabilité mondiale.

● Alice Ngambi



UNESCO – PATRIMOINE IMMATÉRIEL LE CAMEROUN INSCRIT LE MVET OYENG

Après le Nguon en 2023 et le Ngondo en 2024, le Cameroun obtient en 2025 une nouvelle consécration avec l'inscription du Mvet Oyeng et du Guruna sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité.

Du 8 au 12 décembre 2025, New Delhi a accueilli la 20e session du Comité intergouvernemental de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Tandis que l'ambassadeur indien Vishal V. Sharma présidait les travaux, vingt-quatre États membres – parmi lesquels l'Algérie, l'Angola, l'Espagne, la France, le Nigeria et l'Ukraine – ont fait examiner les candidatures.

La délégation camerounaise, conduite par Mme Mbeume née Ngeh Rekia Nfunfu, Inspecteur Général au Ministère des Arts et de la Culture, a défendu les deux dossiers avec constance. À l'issue du vote, elle a déclaré : « C'est une victoire des communautés elles-mêmes, qui ont porté ces traditions avec fierté et engagement ».

Cette double inscription vient compléter la présentation des quatre grandes aires culturelles du Cameroun. L'annonce, faite le 10 décembre, a été saluée par le Bureau Régional de l'UNESCO à Yaoundé, qui a parlé d'une « consécration confirmant le Cameroun comme berceau de cultures authentiques et acteur majeur en Afrique centrale. »

L'art du Mvet Oyeng

Issu d'une candidature multinationale portée par le Cameroun, le Gabon et le Congo, le Mvet Oyeng est un art ancestral qui mêle récits épiques, philosophie, musique et transmission intergénérationnelle. Ins-

trument à cordes, chants et interaction avec le public structurent cette pratique. Le conteur, appelé Mbom Mvet, incarne la mémoire collective et la sagesse communautaire, dans un dispositif où l'art devient à la fois récit, instrument et voix.

Le terme Ekang désigne un sous-ensemble du groupe ethnolinguistique bantou, présent en Afrique centrale et composé des Fang, Beti, Bulu et groupes dérivés. Ces communautés partagent une unité linguistique, une cosmogonie commune et une spiritualité solidaire. Au Cameroun, elles sont implantées dans les régions du Centre, du Sud et de l'Est ; au Gabon, dans le Woleu-Ntem, le Moyen Ogooué et l'Ogooué Ivindo ; au Congo, dans le district de Souanké, département de la Sangha.

Dans ce cadre, les Mbom Mvet apparaissent comme les gardiens vivants de cette tradition. Chacun, par son style et son autorité, incarne une facette de la mémoire Ekang :

- Nnang Essono, figure respectée des Ekang du Cameroun, est reconnu pour la puissance de ses récits épiques et sa capacité à transmettre aux jeunes générations les valeurs de solidarité et de courage.
- Obame Minko, originaire du Gabon, mêle art musical et pédagogie, animant des veillées où chants et philosophie se rejoignent pour rassembler la communauté.
- Ndongo Essomba, installé au Congo, est réputé pour son style narratif vibrant et sa faculté à relier les récits anciens aux préoccupations contemporaines, donnant au Mvet une dimension toujours actuelle.

À travers ces portraits, le Mvet Oyeng se révèle non seulement comme une pratique artistique, mais comme une institution sociale où chaque Mbom Mvet devient la voix d'un peuple et le dépositaire d'une mémoire collective.



FORUM ÉCONOMIQUE
POUR L'IMPORT-SUBSTITUTION AVEC
LES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE

2026

ECONOMIC FORUM
FOR IMPORT-SUBSTITUTION WITH
LATIN AMERICAN COUNTRIES

